

COMPTES PUBLICS

1993-1994

Volume 1

**ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC**

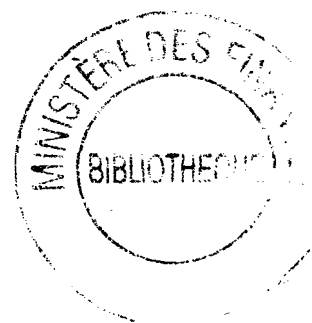
**Année financière
terminée le 31 mars 1994**

#5
9021
75
03
C738
1993/94, 1
Ex. 01
QMF

COMPTES PUBLICS

1993-1994

Publiés conformément aux
dispositions de l'article 71
de la Loi sur l'administration
financière (L.R.Q., c. A-6)



Volume 1

ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

**Année financière
terminée le 31 mars 1994**



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-29135-2 (Édition complète)
ISBN 2-550-29137-9 (Volume 1)

Dépôt légal - 4^e trimestre 1994
Bibliothèque nationale du Québec

À son Excellence le Lieutenant-gouverneur
Monsieur Martial Asselin
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Lieutenant-gouverneur,

Le soussigné a l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1994.

Le ministre des Finances,
Jean Campeau

Québec, décembre 1994

Au ministre des Finances
Monsieur Jean Campeau
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1994, lesquels ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6).

Respectueusement soumis,

Le contrôleur des Finances par intérim,
Jean-Claude Savard, C.G.A.

Québec, décembre 1994

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
AVANT-PROPOS	9
 ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1994	
Revenus, dépenses et dette nette	13
Actif et passif	14
Besoins financiers et financement	16
Emploi des crédits	17
Notes complémentaires aux états financiers	19
Rapport du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Québec	38
Observations du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Québec	41
 ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT - SECTION	 1
Sommaire	
Activités de fonctionnement	
Activités d'investissement	
Détail du compte Régimes de retraite	
 FINANCEMENT - SECTION	 2
Sommaire	
Variation de l'encaisse	
Nouveaux emprunts	
Remboursements d'emprunts	
 ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF - SECTION	 3

AVANT-PROPOS

Les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1994 ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6). Ils sont publiés en trois volumes intitulés comme suit:

Volume 1 - États financiers du Gouvernement

Volume 2 - Détail des revenus, crédits et dépenses

Volume 3 - États financiers des fonds spéciaux

Le Volume 1 présente, au début, les États financiers du gouvernement du Québec de l'année terminée le 31 mars 1994, préparés au ministère des Finances selon les conventions comptables déterminées par le Conseil du trésor. Ces états sont accompagnés du Rapport du Vérificateur général et, dans les pages qui suivent, paraissent également sous un titre séparé, les observations de ce dernier sur ces états.

Les renseignements nécessaires pour expliciter ces états financiers apparaissent dans les trois sections suivantes:

- En premier lieu, apparaissent certains détails concernant les liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement et pour des activités d'investissement ainsi que le détail du compte "Régimes de retraite";
- En second lieu, les opérations du financement démontrent de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations en indiquant les besoins financiers nets découlant des activités de fonctionnement et d'investissement ainsi que les sources de financement;
- Enfin, les tableaux complémentaires donnent les détails des postes de l'état de l'actif et du passif ainsi que les détails des engagements et des éventualités du Gouvernement afin de fournir plus d'informations à leur sujet.

Le Volume 2 présente le Détail des revenus, crédits et dépenses sous les deux premières sections et la Liste des biens en capital sous la troisième.

- La première section comprend les états sommaires des revenus, crédits et dépenses. Dans cette section apparaît, entre autres, un état sommaire des crédits et dépenses par catégorie et par ministère et organisme en indiquant séparément les informations afférentes aux organismes dont le fonctionnement est pourvu par des allocations du Parlement sur le Fonds consolidé du revenu;
- Dans la seconde, on retrouve, pour chacun des ministères et de façon consécutive, le détail des revenus par catégorie et sous-catégorie, les crédits et dépenses par programme et élément, super-catégorie et catégorie, le sommaire des dépenses de transfert par objet et par genre de bénéficiaires ainsi que la Liste des fournisseurs et bénéficiaires. Cet ordre de présentation constitue une suite logique de toutes les informations relatives à un ministère;
- La troisième section couvre la Liste des biens en capital.

Le Volume 3 présente les États financiers des fonds spéciaux qu'administre le Gouvernement accompagnés chacun du Rapport du Vérificateur général sur ces états.

Le contrôleur des Finances par intérim,
Jean-Claude Savard, C.G.A.

ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1994

REVENUS, DÉPENSES ET DETTE NETTE
Année financière terminée le 31 mars 1994

(en millions de dollars)

	1994	1993 (note 12)
REVENUS		
Impôts sur les revenus et les biens	16 650	16 098
Taxes à la consommation	7 145	7 653
Droits et permis	919	909
Revenus divers	1 882	1 440
Revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement	1 677	1 529
Revenus autonomes	28 273	27 629
Transferts du gouvernement du Canada	7 791	7 794
Total des revenus (note 2)	36 064	35 423
DÉPENSES (note 3)		
Transferts:		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	9 483	9 675
Établissements de santé et de services sociaux	9 266	9 145
Organismes sans but lucratif et entreprises	1 605	1 466
Municipalités et organismes municipaux	1 419	1 315
Personnes	7 600	7 251
Entreprises, organismes du Gouvernement et fonds spéciaux	702	885
Total des transferts	30 075	29 737
Traitements, salaires et avantages sociaux	3 238	3 299
Service de la dette	5 324	4 764
Autres dépenses	2 321	2 555
Total des dépenses	40 958	40 355
DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	4 894	4 932
DETTE NETTE AU DÉBUT	45 527	40 528
Inscription aux crédateurs le 1 ^{er} avril des arrérages envers la Société d'habitation du Québec		67
DETTE NETTE À LA FIN	50 421	45 527

ACTIF ET PASSIF
au 31 mars 1994

(en millions de dollars)

	1994	1993
		(note 12)
ACTIF		
Placements temporaires - au coût	1 674	2 341
Débiteurs	3 377	3 212
Intérêts courus sur placements	3	9
	<u>5 054</u>	<u>5 562</u>
Placements-actions, obligations, billets, prêts et avances (note 4):		
Entreprises et organismes du Gouvernement	12 297	11 549
Municipalités et organismes municipaux	41	46
Particuliers, sociétés et autres	235	315
	<u>12 573</u>	<u>11 910</u>
Frais reportés	<u>81</u>	<u>45</u>
Perte de change non réalisée	<u>2 453</u>	<u>769</u>
Avances au Fonds de financement (note 9)	<u>4 196</u>	<u>2 640</u>
TOTAL DE L'ACTIF	<u>24 357</u>	<u>20 926</u>
DETTE NETTE	<u>50 421</u>	<u>45 527</u>
	<u>74 778</u>	<u>66 453</u>

Le contrôleur des Finances par intérim,

Le sous-ministre des Finances,

Jean-Claude Savard, c.g.a.

Alain Rhéaume

Québec, le 30 novembre 1994

	1994	1993
PASSIF		
Chèques en circulation moins espèces en banque, espèces et effets en main et dépôts en circulation (note 5)	190	107
Avances des fonds en fidéicomis	241	182
Compte d'accords de perception fiscale	381	360
Créditeurs et frais courus	2 194	2 396
Intérêts courus sur emprunts	1 715	1 705
	<u>4 721</u>	<u>4 750</u>
Provision pour perte sur placements en actions (note 4)	130	90
Provision pour financer l'assainissement des eaux	88	74
Régimes de retraite (note 7)	<u>20 483</u>	<u>19 668</u>
Emprunts (note 8)	<u>45 160</u>	<u>39 231</u>
Emprunts pour le Fonds de financement (note 9)	<u>4 196</u>	<u>2 640</u>
TOTAL DU PASSIF	<u><u>74 778</u></u>	<u><u>66 453</u></u>

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (note 10)

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR AU 31 MARS 1994 (note 11)

BESOINS FINANCIERS ET FINANCEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1994

(en millions de dollars)

	1994		1993	
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT				
Déficit des opérations budgétaires		4 894		4 932
Éléments n'affectant pas les liquidités:				
Participation dans les résultats des entreprises inscrite aux revenus moins les dividendes déclarés	779		676	
Provisions pour moins value	(268)		(203)	
Contribution pour financer l'assainissement des eaux	(37)		(29)	
Participation du Gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite (note 7c)	(2 549)		(2 347)	
Amortissement des frais reportés	(204)		(286)	
Amortissement de la perte de change non réalisée	(241)	(2 520)	(94)	(2 283)
		2 374		2 649
Régimes de retraite:				
Pensions et autres paiements	1 077		1 060	
Cotisations des participants et contributions de certains organismes	(196)	881	(238)	822
Comptes à fin déterminée: (note 6)				
Paiements et autres débits	134		87	
Rentrées et autres crédits	(134)		(87)	
Variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés au fonctionnement *				
		676		592
Liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement		3 931		4 063
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Placements effectués	64		161	
Placements réalisés	(169)		(311)	
Liquidités provenant des activités d'investissement		(105)		(150)
Besoins financiers nets		3 826		3 913

* Les autres éléments d'actif sont les espèces et effets en main et les dépôts en circulation, les débiteurs, les intérêts courus sur placements, les frais reportés. Les autres éléments du passif sont les chèques en circulation, les avances des fonds en fidéicommis, le compte d'accords de perception fiscale, les créditeurs et frais courus, les intérêts courus sur emprunts et la provision pour financer l'assainissement des eaux.

BESOINS FINANCIERS ET FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1994

(en millions de dollars)

	1994	1993
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Variation des emprunts		
Emprunts effectués	6 742	6 982
Variation résultant du produit de contrats d'échange de devises	4	(2)
	<u>6 746</u>	<u>6 980</u>
Emprunts remboursés	(2 742)	(1 804)
	<u>4 004</u>	<u>5 176</u>
Versements au Fonds d'amortissement des régimes de retraite	(854)	
Variation de liquidités relatives à l'encaisse:		
Espèces en banque	9	(39)
Placements temporaires	667	(1 224)
	<u>676</u>	<u>(1 263)</u>
FINANCEMENT NET	<u>3 826</u>	<u>3 913</u>

ACTIVITÉS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT

Avances effectuées	1 577 ⁽¹⁾	1 624
Avances réalisées	(34)	(21) ⁽¹⁾
	<u>1 543</u>	<u>1 603</u>
Emprunts effectués	1 577 ⁽¹⁾	1 624
Emprunts remboursés	(34)	(21) ⁽¹⁾
	<u>1 543</u>	<u>1 603</u>

⁽¹⁾ Incluant des emprunts temporaires effectués de 47 millions de dollars en 1994 (des emprunts temporaires remboursés de 21 millions de dollars en 1993).

EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 1994

(en millions de dollars)

Ministères et organismes*	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		CRÉDITS NON UTILISÉS	
	Votés	Permanents	Votés	Permanents	Votés	Permanents
Affaires internationales	128		117		11	
Affaires municipales	843	1	792		51	1
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	716	1	672		44	1
Approvisionnement et Services	28		20		8	
Assemblée nationale		77		67		10
Communautés culturelles et Immigration	117		100		17	
Communications	122		116		6	
Conseil du trésor	25		23		2	
Conseil exécutif	200	2	142	2	58	
Culture	317	15	311	14	6	1
Éducation et Science	9 270	129	9 081	122	189	7
Énergie et Ressources	135		120		15	
Environnement	615		574		41	
Finances	280	5 242	180	5 240	100	2
Forêts	303	3	282	3	21	
Industrie, Commerce et Technologie	398		387		11	
Justice	420	75	409	74	11	1
Loisir, Chasse et Pêche	211		202		9	
Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation pro- fessionnelle	4 542		4 469		73	
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	183		178		5	
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique	317	809	299	766	18	43
Organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française	27		25		2	
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	21	32	20	16	1	16
Régie de l'assurance-maladie du Québec		2 844		2 779		65
Revenu	304	53	285	52	19	1
Santé et Services sociaux	8 441	1 607	8 421	1 536	20	71
Sécurité publique	808	7	789	7	19	
Tourisme	93		90		3	
Transports	2 040		1 958		82	
Travail	78	3	64	3	14	
Provision pour créances douteuses		228		228		
	30 982	11 128 ⁽¹⁾	30 126	10 909	856	219
Dépenses (voir notes explicatives)	30 863	11 128	30 009	10 909	854	219
Prêts, placements, avances et autres	119		117		2	
	30 982	11 128 ⁽¹⁾	30 126	10 909	856	219

* Selon la structure des ministères et organismes prévalant avant la restructuration du 11 janvier 1994.

⁽¹⁾ Crédits permanents:						
Inclus dans les pré- visions budgétaires		10 706		10 487		219
Non inclus dans les pré- visions budgétaires		422		422		
		11 128		10 909		219

EMPLOI DES CRÉDITS (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1994

NOTES EXPLICATIVES

Le Parlement autorise le Gouvernement par des lois sur les crédits annuels (crédits votés) et par des crédits permanents prévus dans d'autres lois à effectuer à même le Fonds consolidé du revenu, des dépenses ainsi que des prêts, placements, avances et autres.

Chacun des programmes des ministères et organismes est constitué de crédits votés et de crédits permanents s'il y a lieu. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur les crédits permanents n'est pas limitative. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés et doivent être biffés. L'excédent de dépenses sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et payé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les Comptes publics.

L'état de l'emploi des crédits présente les autorisations disponibles pour les dépenses et pour les prêts, placements, avances et autres ainsi que l'emploi de telles autorisations par ministère et organisme. Cet état, préparé conformément à ce qui est mentionné précédemment ne tient pas compte, cependant, de l'augmentation des dépenses résultant de l'augmentation de la provision pour perte sur placements en actions au montant de 40 millions de dollars puisque les crédits seront pourvus s'il y a des transferts à cette fin.

RAPPORT

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 1994 démontre qu'aucun excédent de dépenses du Gouvernement portées aux comptes sur les crédits votés n'a été constaté au cours de cette année financière. Les crédits votés étaient suffisants pour l'inscription de toutes les dettes contractées pour les biens et services acquis et les transferts dus imputables sur ces crédits.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Le gouvernement du Québec rend compte de ses opérations financières selon une méthode modifiée de la comptabilité d'exercice. Les renseignements compris dans ses états financiers sont fondés, lorsque requis, sur les meilleurs estimations et jugements. Les principales conventions comptables qu'il s'est données tiennent aussi compte de certaines particularités propres à sa mission et au contexte législatif auquel il est soumis.

L'ENTITÉ COMPTABLE DU GOUVERNEMENT

Les états financiers du Gouvernement rendent compte de l'ensemble des opérations financières des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu, à ce titre, par des allocations du Parlement tirées sur ces fonds. Ce sont les ministères, les organismes et l'Assemblée nationale ainsi que les personnes qu'elle désigne, tels qu'énumérés à l'annexe 1.

Les organismes, les entreprises et les fonds qui ont leur propre entité comptable sont énumérés à l'annexe 2.

LES REVENUS

Les revenus provenant des impôts sur les revenus et les biens ainsi que ceux provenant des taxes à la consommation, des droits, des permis, des entreprises et organismes du Gouvernement et autres, sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont reçus à ce titre, déduction faite des remboursements. Les cotisations et les comptes émis avant la fin de l'année financière sont portés à ces revenus.

Les revenus provenant des transferts du gouvernement du Canada sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont reçus à ce titre. Cependant, les réclamations émises et les estimations de revenus provenant de transferts reliés à des programmes à frais partagés sans compensation fiscale sont comptabilisées dans l'année financière au cours de laquelle les dépenses s'y rattachant sont effectuées.

LES DÉPENSES

Les coûts des biens et des services, y compris ceux des immobilisations, sont portés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont acquis, sans égard au moment de leur utilisation.

Les paiements de transfert sont portés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils deviennent dus. Ils correspondent aux sommes dûment autorisées et acceptées à ce titre par le Gouvernement.

L'ACTIF ET LE PASSIF

L'état des finances du Gouvernement correspond à son encaisse, à ses créances inscrites à leur valeur de réalisation, à ses mises de fonds en actions dans ses entreprises montrées à leur valeur de consolidation modifiée et à ses dettes envers les tiers.

LES PLACEMENTS EN ACTIONS

Les placements en actions dans les entreprises du Gouvernement sont inscrits selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. En conséquence, les mises de fonds en actions sont enregistrées au coût, lequel est modifié annuellement de la participation du Gouvernement dans les résultats de ses entreprises avec contrepartie aux revenus.

Lorsque la participation du Gouvernement devient déficitaire, une provision pour perte sur placements équivalente au montant de ce déficit est inscrite au passif du Gouvernement et la variation annuelle est portée aux dépenses.

LES RÉGIMES DE RETRAITE

Les régimes de retraite gouvernementaux sont des régimes à prestations déterminées dont les participants sont les employés des secteurs public et parapublic (enseignement, santé et services sociaux). Dans le cadre de la préparation des états financiers du Gouvernement, ces régimes sont évalués selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services.

Les cotisations des participants au RREGOP et au RREFQ sont versées à ce régime alors que celles des participants aux autres régimes sont versées au Fonds consolidé du revenu et inscrites au passif du Gouvernement.

Les contributions dues à titre d'employeur pour couvrir la totalité des coûts des services courants de tous les régimes et pour amortir le passif actuariel non inscrit sont portées aux dépenses et la contrepartie est inscrite au passif auquel s'ajoutent les dépenses d'intérêts. Les contributions d'employeurs de certains organismes, entreprises et fonds désignés à l'annexe 3 sont versées au Fonds consolidé du revenu et sont également portées à ce passif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

LES RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

Les prestations et les remboursements de cotisations sont puisés à même les fonds du RREGOP et du RREFQ ainsi qu'à même le Fonds consolidé du revenu selon les dispositions de chaque régime.

La partie des prestations constituées qui est à la charge du Gouvernement et dont l'inscription au passif reste à compléter par voie d'amortissement ainsi que les méthodes d'amortissement utilisées sont indiquées à la note complémentaire 7d.

LES EMPRUNTS

Les emprunts sont inscrits à leur valeur nominale et les frais d'émission de même que les primes ou les escomptes sont comptabilisés comme frais reportés et amortis sur la durée restante de ces dettes.

Toutefois, les emprunts émis à fort taux d'escompte sont inscrits à leur valeur de réalisation, augmentée annuellement de la capitalisation de l'escompte pour atteindre la valeur nominale à l'échéance.

À la fin de chacune des années financières, la valeur des dettes en monnaies étrangères est ajustée selon les taux de change alors en vigueur et les variations sont inscrites comme gains ou pertes de change non réalisés, puis amorties sur la durée restante de ces dettes.

2. REVENUS

Selon la législation pertinente, les revenus sont inscrits après déduction de 1 087 millions de dollars (953 millions de dollars en 1993) de l'impôt sur le revenu des particuliers pour les remboursements d'impôts fonciers, les allocations d'aide aux familles et les crédits d'impôt remboursable pour la taxe de vente et pour l'hébergement d'un parent; de 450 millions de dollars (352 millions de dollars en 1993: montant redressé) de l'impôt des sociétés pour des crédits remboursables pour pertes autres que perte en capital, pour la recherche scientifique et le développement expérimental, pour la formation de la main-d'oeuvre, pour les productions cinématographiques québécoises, pour l'entreprise de taxi, pour la capitalisation des PME et le remboursement de taxes foncières pour les producteurs forestiers; de 75 millions de dollars (51 millions de dollars en 1993) des droits et permis pour les crédits de droits miniers remboursables pour pertes afférentes à des frais d'exploration et d'immobilisations et autres fins.

Le détail des revenus par catégorie et sous-catégorie apparaît à l'annexe 4. Les revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement comprennent des dividendes de 898 millions de dollars (853 millions de dollars en 1993) et une participation dans les résultats de 779 millions de dollars (676 millions de dollars en 1993).

3. DÉPENSES

- a) Le taux de répartition de l'année scolaire dans l'année financière du Gouvernement a été modifié, ce qui a eu pour effet de réduire, de façon non récurrente, les dépenses de 1994 relatives aux paiements de transfert aux commissions scolaires et institutions universitaires de 205 millions de dollars.

Cette modification des taux de répartition fait suite aux entrées de fonds plus élevées dans les commissions scolaires et les institutions universitaires qu'ont entraînées les mesures prises, par le gouvernement depuis le 1er juillet 1990, concernant l'élargissement des impôts fonciers scolaires et la hausse progressive des frais de scolarité au niveau universitaire depuis cette date.

- b) Dépenses en capital

Les dépenses en capital, comprises dans les dépenses de l'année 1994, s'élèvent à 1 397 millions de dollars (1 512 millions de dollars en 1993), dont 594 millions de dollars (728 millions de dollars en 1993) pour les dépenses en capital du Gouvernement et 803 millions de dollars incluses dans les dépenses de transfert (784 millions de dollars en 1993). Ces dépenses en capital ainsi que la liste des biens de nature «capital» pour un montant de l'ordre de 13 408 millions de dollars au 31 mars 1994 (13 040 millions de dollars au 31 mars 1993) ainsi que leurs critères d'inscription apparaissent respectivement aux pages 1-9, 1-39, 3-1 et 3-4 du volume 2 des Comptes publics.

3. DÉPENSES (suite)**c) Détail des dépenses**

Le détail des dépenses par mission et domaine ainsi que par ministère et organisme apparaît à l'annexe 5, selon la structure des ministères et organismes prévalant avant la restructuration du 11 janvier 1994.

4. PLACEMENTS**a) Placements dans les entreprises et organismes du Gouvernement**

	1994	1993
	(en millions de dollars)	
Actions - selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation (annexe 6)	12 173	11 432
Dotations - au coût	41	41
Obligations et billets - au coût	9	9
Prêts et avances - à la valeur de réalisation	74	67
	<u>12 297</u>	<u>11 549</u>
Provision pour perte sur placements en actions - participation déficitaire (annexe 6)	<u>130</u>	<u>90</u>

b) Échéancier des obligations et billets, prêts et avances

Excluant un montant de 97 millions de dollars (98 millions de dollars en 1993) dont les échéances ne sont pas déterminées, l'échéancier des obligations, des billets, des prêts et avances aux entreprises et organismes du Gouvernement de 83 millions de dollars (76 millions de dollars en 1993), aux municipalités et organismes municipaux de 41 millions de dollars (46 millions de dollars en 1993) et aux particuliers, sociétés et autres, de 221 millions de dollars (301 millions de dollars en 1993) se résume comme suit:

Années d'échéance	1994	1993
	(en millions de dollars)	
1994		115
1995	23	21
1996	26	22
1997	20	22
1998	20	22
1999	34	37
	<u>123</u>	<u>239</u>
2000 et plus	125	86
	<u>248</u>	<u>325</u>

5. CHÈQUES EN CIRCULATION MOINS ESPÈCES EN BANQUE, ESPÈCES ET EFFETS EN MAIN ET DÉPÔTS EN CIRCULATION

	1994	1993
	(en millions de dollars)	
Chèques en circulation	<u>443</u>	<u>274</u>
Moins:		
Espèces en banque	80	88
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	<u>173</u>	<u>79</u>
	<u>253</u>	<u>167</u>
	<u>190</u>	<u>107</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

6. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Le Gouvernement a autorisé au cours de l'année la formation de comptes à fin déterminée conformément à la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6) qui stipule que des sommes reçues en vertu d'un contrat ou d'une entente prévoyant l'affectation à une fin spécifique soient déposées dans de tels comptes. Ainsi, certains transferts du gouvernement du Canada afférents à des programmes à frais partagés avec compensation financière seulement et d'autres sommes provenant de la vente de biens et services sont inscrits dans ces comptes au lieu de l'être aux revenus comme c'était antérieurement le cas.

De plus, le coût et le produit des activités de gestion de la taxe sur les produits et services gérés par le Québec pour le gouvernement du Canada sont considérés dans ces comptes plutôt que dans le poste spécifique «Dû par le gouvernement du Canada» inscrit en 1993. Il en résulte, aux activités de fonctionnement, un montant de 134 millions de dollars (87 millions de dollars en 1993) à ces fins.

7. RÉGIMES DE RETRAITE

a) Régimes de retraite du gouvernement du Québec

	Nombre estimé de cotisants au 31 décembre 1993	Nombre de prestataires au 31 décembre 1993
Régimes actifs: Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)	503 500	47 960
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (RRSQ)	4 530	1 898
Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC)	3 020	221
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RRMAN)	126	226
Régime de retraite des juges de la Cour du Québec (RRJCQ)	300	239
Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ)	380	3
Autres régimes: Régime de retraite des enseignants* (RRE)	26 750	26 848
Régime de retraite de certains enseignants* (RRCE)	2 370	2 721
Régime de retraite des fonctionnaires* (RRF)	12 750	23 128
	<u>553 726</u>	<u>103 244</u>

* Depuis le 1er juillet 1973, ces régimes n'acceptent plus de nouveaux adhérents.

b) Passif

	1994	1993
	(en millions de dollars)	
Passif inscrit ^(note 7e)	24 002	21 502
Participation inscrite d'avance ^(note 7f)	(2 665)	(1 834)
	<u>21 337</u>	<u>19 668</u>
Fonds d'amortissement des régimes de retraite ^(note 7g)	(854)	
	<u>20 483</u>	<u>19 668</u>

7. RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

	1994	1993
	(en millions de dollars)	
	(note 12)	
c) Dépense annuelle des régimes de retraite		
Coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services	633	721
Amortissement des écarts d'expérience	(353)	(353)
Amortissement du passif actuariel non inscrit	700	698
Intérêts	1 569	1 281
Participation du Gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite	2 549	2 347

d) Méthodes d'amortissement

1) Passif actuariel non inscrit

i) RREGOP et RRAPSC

Pour ces régimes, l'écart entre l'actif retenu pour fins des évaluations actuarielles, excluant les sommes capitalisées à la Caisse de dépôt et placement du Québec, et le solde du compte des régimes de retraite à la même date est amorti en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondant à la durée estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP.

Le passif actuariel non inscrit, incluant les écarts d'expérience constatés à chacune des évaluations actuarielles, relatif aux années transférées du RRE et du RRF au RREGOP et aux crédits de rentes accordés à certains employés du secteur des Affaires sociales (article 84 de la Loi sur le RREGOP) est amorti à compter de l'année financière 1987-1988 sur le solde à courir de la période de 50 ans débutant en 1979-1980 et au prorata des salaires versés à l'ensemble des participants aux RRE, RRF et RREGOP.

ii) Régimes autres que RREGOP et RRAPSC

Pour ces régimes, l'écart d'expérience entre le taux de référence utilisé pour la détermination des hypothèses de rendement à long terme des évaluations actuarielles et le taux d'intérêt appliqué sur le solde du compte des régimes de retraite est amorti en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondant à la durée estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP.

Le passif non inscrit des régimes, incluant les écarts d'expérience constatés à chacune des évaluations actuarielles, est amorti sur une période de 50 ans à compter de l'année financière 1979-1980, au prorata des salaires versés aux participants des régimes, à l'exception du RRE, RRF et RCCE où le passif actuariel non inscrit est amorti au prorata des salaires versés à l'ensemble des participants aux RRE, RRF et au RREGOP.

2) Écarts d'expérience et coût des modifications

Les écarts d'expérience constatés à chacune des évaluations actuarielles du RREGOP et du RRAPSC sont amortis en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondant à la durée estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP. À compter de l'année financière 1989-1990, le coût des modifications apportées à tout régime au titre des services rendus par les participants au cours des années financières antérieures est amorti selon la même méthode et ce, à compter de l'année financière commençant dans l'année civile dans laquelle les modifications deviennent effectives.

e) Passif inscrit

	1994	1993
	(en millions de dollars)	
Régimes actifs:		
-RREGOP	15 301	13 553
-Autres	1 666	1 480
Autres régimes	7 035	6 469
	24 002	21 502

7. RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

e) Passif inscrit (suite)

Pour le RREGOP et le RREFQ, le passif correspond à l'obligation du Gouvernement à titre d'employeur tandis que pour tous les autres régimes, le passif comprend les obligations du Gouvernement envers les participants incluant celles constituées par les cotisations des employés. Les cotisations des participants et les contributions de certains employeurs au RREGOP sont versées aux fonds des employés et des employeurs de ce régime et sont investies dans des fonds particuliers à la Caisse de dépôt et placement du Québec, dont le total est de 15 917 millions de dollars au 31 décembre 1993 (12 895 millions de dollars au 31 décembre 1992) tel qu'apparaissant aux états financiers de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA).

f) Participation inscrite d'avance

1) RREGOP et RRAPSC

Le passif inscrit au compte des régimes de retraite est établi selon la méthode actuarielle de nivellement des cotisations pour se conformer aux dispositions législatives et contractuelles propres au RREGOP et au RRAPSC. La participation du Gouvernement inscrite d'avance pour ces deux régimes de retraite représente le redressement requis au passif inscrit au compte des régimes de retraite pour présenter le passif du Gouvernement à titre d'employeur envers les régimes de retraite, selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services et les hypothèses les plus probables déterminées par le Gouvernement, telles qu'elles sont recommandées par l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA).

La participation du Gouvernement à titre d'employeur pour le coût des prestations de retraite constituées, établie selon les dispositions législatives et contractuelles propres au RREGOP et RRAPSC (selon la méthode actuarielle de nivellement de cotisations et les hypothèses retenues de la CARRA), a été inscrite au passif du compte des régimes de retraite pour un montant de 538 millions de dollars. Par ailleurs, le coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services et selon les hypothèses les plus probables déterminées par le Gouvernement, s'établit à 464 millions de dollars. L'amortissement des écarts d'expérience calculé selon la même méthode et les mêmes hypothèses s'établit à 513 millions de dollars, excluant 160 millions de dollars pour l'amortissement de l'insuffisance relative aux intérêts calculé, à compter de 1987-1988, selon la méthode de nivellement des cotisations. Il s'ensuit donc une participation inscrite d'avance de 587 millions de dollars à laquelle on doit ajouter un montant de 146 millions de dollars en intérêts sur le solde à la fin de l'année précédente. Le montant accumulé de la participation inscrite d'avance et des intérêts s'y rapportant est de 2 567 millions de dollars au 31 mars 1994 (1 834 millions de dollars au 31 mars 1993), auquel s'ajoute un montant de 8,0 millions de dollars, représenté par l'amortissement du passif actuariel non inscrit imputable aux années transférées du RRF et RRE au RREGOP et aux crédits de rente accordés à certains employés du secteur «affaires sociales» (article 84 de la Loi du RREGOP), pour tenir compte des obligations du Gouvernement aux fins de financement par rapport à celles prévalant pour les fins de comptabilisation.

2) RRF, RRE, RRCE et RRSQ

En se basant sur les mêmes hypothèses que celles qui ont servi à l'élaboration des états financiers du gouvernement du Québec aux fins de l'établissement et de la comptabilisation de la charge de retraite du Gouvernement et en utilisant la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services, la CARRA a déterminé les obligations du Gouvernement pour les régimes de retraite aux fins de comptabilisation au 31 décembre 1993. Également, pour se conformer aux dispositions législatives et contractuelles propres à chacun des régimes et selon les hypothèses retenues aux fins de financement tout en utilisant la même méthode de répartition des prestations au prorata des années de services, la CARRA, afin de s'assurer que les prestations seront entièrement capitalisées au moment de la retraite des participants, a déterminé les obligations du Gouvernement pour les régimes de retraite aux fins de financement au 31 décembre 1993.

La participation du Gouvernement inscrite d'avance pour ces régimes de retraite représente le redressement requis au passif inscrit au compte des régimes de retraite pour présenter le passif du Gouvernement à titre d'employeur envers les régimes de retraite, selon les hypothèses les plus probables déterminées par le Gouvernement. Cette contribution inscrite d'avance est composée du coût des prestations de retraite constituées et aussi de l'amortissement du passif actuariel non inscrit.

Le coût des prestations de retraite constituées et l'amortissement du passif actuariel non inscrit calculés selon les hypothèses retenues dans le cadre des évaluations des obligations aux fins de financement s'élèvent, pour l'ensemble des régimes, respectivement à 198 millions de dollars et 650 millions de dollars, alors que selon les hypothèses les plus probables déterminées par le Gouvernement, aux fins de l'établissement et de la comptabilisation de la charge de retraite, ils s'élèvent respectivement à 160 millions de dollars et 598 millions de dollars. Il s'ensuit donc une participation inscrite d'avance de

7. RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

f) Participation inscrite d'avance (suite)

2) RRF, RRE, RRCE et RRSQ (suite)

90 millions de dollars inscrite au compte des régimes de retraite, dont 38 millions de dollars pour le coût des prestations de retraite constituées et 52 millions de dollars pour l'amortissement du passif actuariel non inscrit.

g) Fonds d'amortissement des régimes de retraite

La Loi sur l'administration financière a été modifiée en décembre 1993, afin de permettre au Ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la Caisse de dépôt et placement du Québec, toute partie du Fonds consolidé du revenu jusqu'à concurrence des sommes qui sont comptabilisées au compte «Régimes de retraite» pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations de ces régimes de retraite.

Au cours du dernier trimestre de l'année financière, le Ministre a effectué de tels placements au montant de 850 millions de dollars au Fonds d'amortissement des régimes de retraite, auquel est venu s'ajouter un montant de 4 millions de dollars au titre de réinvestissement du produit de ces placements.

Les activités de financement, à l'état des besoins financiers et financement, comprennent donc 854 millions de dollars, tant dans les emprunts effectués qu'aux versements au Fonds d'amortissement des régimes de retraite.

h) Évaluations et estimations actuarielles

Les évaluations actuarielles et les estimations actuarielles sont préparées par la CARRA selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services. Les évaluations actuarielles sont préparées tous les trois ans à partir des hypothèses les plus probables déterminées par le Gouvernement, tandis que les estimations actuarielles sont préparées annuellement à partir de la dernière évaluation actuarielle disponible.

Les obligations du Gouvernement envers les régimes selon les calculs actuariels s'établissent comme suit:

	Estimations actuarielles au 31 décembre 1993	Estimations actuarielles au 31 décembre 1992
	(en millions de dollars)	
Régimes actifs:		
-RREGOP	11 565	10 342
-Autres	2 496	2 380
Autres régimes	17 653	16 828
	<u>31 714</u>	<u>29 550</u>

Ces estimations actuarielles ont été produites et émises en novembre 1994 par la CARRA.

Les estimations au 31 décembre 1993 ont été établies à partir des évaluations actuarielles préparées par la CARRA au 31 décembre 1990 pour le RREGOP, le RRE, le RRF, le RRCE, le RRSQ, le RRAPSC et au 31 décembre 1991 pour le RRMAN et le RRJCQ. L'évaluation actuarielle pour le RREFQ n'a pas été préparée.

Pour l'ensemble des régimes de retraite, les prestations sont généralement indexées au coût de la vie pour la partie constituée avant le 1er juillet 1982 alors qu'après cette date, elles le sont seulement pour l'excédent de 3 % de la hausse du coût de la vie.

Les évaluations actuarielles ont été établies en prenant en considération, entre autres, une hausse du coût de la vie de 2 % de 1993 à 1995, de 2,25 % à 2,75 % entre 1996 et 1998 et de 3 % par la suite. Le taux de rendement nominal à long terme net d'inflation s'établit à 4,25 %.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

8. EMPRUNTS

Les emprunts convertis en dollars canadiens sont présentés ci-dessous par monnaie et par année d'échéance. Les unités monétaires par monnaie tiennent compte des contrats d'échange de devises:

Monnaies	1994		1993	
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)
En monnaie du Canada (\$CAN)	27 820	27 820	25 971	25 971
En monnaies étrangères ⁽¹⁾ :				
États-Unis (\$US)	8 077	11 176	6 943	8 729
Japon (¥)	267 504	3 614	209 004	2 286
Suisse (FS)	2 241	2 199	2 247	1 894
Allemagne (DM)	800	664	800	625
France (FF)	2 000	486	2 000	460
Grande-Bretagne (£)	50	103	50	95
		46 062		40 060
MOINS:				
Fonds d'amortissement		902 ⁽²⁾		829
Total		45 160		39 231

(1) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars.

(2) Excluant un million de dollars afférent aux emprunts pour le Fonds de financement.

Années d'échéance

	1994	1993
	(en millions de dollars)	
1994		5 649
1995	7 241	2 297
1996	1 973	2 038
1997	2 922	2 723
1998	3 849	3 251
1999	3 491	3 070
	19 476	19 028
2000 et plus	25 684	20 203
	45 160	39 231

9. FONDS DE FINANCEMENT

Des emprunts ont été réalisés pour le Fonds de financement, fonds spécial qui regroupe les emprunts des établissements des réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux ainsi que ceux de certaines entreprises et organismes du Gouvernement. En contrepartie de ces emprunts, des avances sont inscrites à l'état de l'actif aux mêmes conditions que les emprunts pour le Fonds de financement, lesquels sont présentés conformément aux conventions comptables en vigueur pour les emprunts. En tenant compte des contrats d'échange de devises, ces emprunts et avances ainsi que l'échéancier s'y rattachant sont présentés ci-après:

9. FONDS DE FINANCEMENT (suite)

	1994		1993	
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)
En monnaie du Canada (\$CAN)				
Emprunts temporaires	47	47		
Obligations et billets				
Négociables - Non négociables	3 869	3 869	2 640	2 640
En monnaie étrangère ⁽¹⁾				
États-Unis (\$US)				
Obligations et billets				
Négociables - Non négociables	203	281		
		4 197		2 640
Moins: Fonds d'amortissement		1		
Total		4 196		2 640

(1) Les unités monétaires en monnaie étrangère sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars.

Années d'échéance

	1994	1993
	(en millions de dollars)	
1994		34
1995	143	26
1996	2	1
1997	154	133
1998	819	749
1999	86	16
	1 204	959
2000 et plus	2 992	1 681
	4 196	2 640

De plus, les dépenses du service de la dette et les intérêts courus sur emprunts aux montants de 288 millions de dollars (181 millions de dollars en 1993) et 121 millions de dollars (88 millions de dollars en 1993) respectivement ont été diminués en contrepartie des intérêts sur avances au Fonds de financement.

10. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

Les engagements pour des paiements de transfert à des corporations, entreprises et organismes du Gouvernement, commissions scolaires, municipalités, institutions d'enseignement et établissements de santé et de services sociaux pour leurs dépenses en capital et pour le remboursement du principal de leurs emprunts contractés pour des dépenses en capital ainsi que certains autres engagements sont présentés sommairement à l'annexe 7. Ces engagements totalisent 17 361 millions de dollars au 31 mars 1994 (16 174 millions de dollars au 31 mars 1993: montant redressé). De plus, le Gouvernement a autorisé les ministres responsables à verser des sommes aux entreprises et organismes du Gouvernement pour suppléer, s'il y a lieu, à l'inexécution de leurs obligations envers le Fonds de financement, jusqu'à concurrence d'un montant total de 1 434 millions de dollars au 31 mars 1994 (977 millions de dollars au 31 mars 1993).

Les emprunts garantis par le Gouvernement s'élèvent à 39 745 millions de dollars au 31 mars 1994 (37 191 millions de dollars au 31 mars 1993) dont 36 061 millions de dollars (33 290 millions de dollars au 31 mars 1993) se rapportent aux emprunts d'Hydro-Québec. Ces emprunts garantis ainsi que les autres éventualités autorisés par lois sont présentés sommairement à l'annexe 7.

10. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (suite)

Le Gouvernement fait par ailleurs l'objet de certaines réclamations et de causes en instance ou éventuelles. Elles portent notamment sur des revendications territoriales par des bandes indiennes et des revendications de prestations par des assistés sociaux de moins de trente ans. Les autres causes, qui impliquent des montants de 427 millions de dollars, sont reliées à des inexécutions de contrats, à des dommages subis par des personnes ou des biens et à des éléments connexes. Le dénouement de ces litiges étant incertain, la perte éventuelle que le Gouvernement pourrait devoir assumer ne peut être déterminée. Les montants que le Gouvernement pourrait être appelé à déboursier lors du règlement de ces réclamations seront imputés aux dépenses de l'année financière alors en cours.

11. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR AU 31 MARS 1994**Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR)**

La Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec a conclu, le 3 août 1994, une entente avec un groupe d'investisseurs pour la vente des actions (49 %) qu'elle détenait dans Unibord Canada Inc. pour une somme globale de 88 millions de dollars. La valeur comptable de ces actions disposées s'élevait à 46 millions de dollars.

Aux états financiers du Gouvernement, au 31 mars 1995, les revenus seront augmentés de 42 millions de dollars représentant le gain net résultant de la vente de ces actions.

12. CHIFFRES COMPARATIFS

Certaines sommes reçues en vertu de contrats ou d'ententes qui en prévoient l'affectation à une fin spécifique ont été déposées dans des comptes à fin déterminée; en conséquence, les chiffres des revenus et dépenses de 1993 ont été redressés de 22 millions de dollars.

De plus, certains chiffres comparatifs de 1993 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1994.

Affaires internationales	Industrie, Commerce et Technologie
Affaires municipales	* Société de développement industriel du Québec
Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec	Justice
Commission municipale du Québec	Commission de protection des droits de la jeunesse
Régie du logement	Commission des droits de la personne
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Office de la protection du consommateur
Commission de protection du territoire agricole du Québec	Tribunal des droits de la personne
* Commission des courses du Québec (1)	Loisir, Chasse et Pêche
* Société de financement agricole	Régie de la sécurité dans les sports du Québec
- Financement agricole	Main-d'œuvre, Sécurité du revenu et formation professionnelle
* Régie des assurances agricoles du Québec	Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Conseil du statut de la femme
Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole	Office des services de garde à l'enfance
Approvisionnement et Services	Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique
Assemblée nationale	* Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
Communautés culturelles et Immigration	Commission de la fonction publique
Bureau de révision en immigration	Office des ressources humaines
Conseil des communautés culturelles et de l'immigration	Organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française
Communications	Commission d'appel de francisation des entreprises (4)
Commission d'accès à l'information	Commission de protection de la langue française (4)
Régie des télécommunications du Québec	Commission de toponymie
Conseil du trésor	Conseil de la langue française
Conseil exécutif	Office de la langue française (4)
Conseil de la famille	Personnes désignées par l'Assemblée nationale
Culture	Directeur général des élections - Commission de la représentation électorale
Commission des biens culturels du Québec	Protecteur du citoyen
Régie du cinéma	Vérificateur général
Éducation et Science (2)	* Régie de l'assurance-maladie du Québec
Conseil supérieur de l'éducation	Revenu
Conseil de la science et de la technologie	Santé et Services sociaux
Conseil des collèges (5)	Conseil de la santé et du bien-être
Conseil des universités (3)	Conseil des aînés
Commission consultative de l'enseignement privé	Conseil médical du Québec
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial (5)	Office des personnes handicapées du Québec
Office des professions	Sécurité publique
Énergie et Ressources	Comité de déontologie policière
Régie du gaz naturel	Commission québécoise des libérations conditionnelles
Environnement	Régie des alcools, des courses et des jeux (1)
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Régie des loteries du Québec (1)
Conseil de la conservation et de l'environnement	Régie des permis d'alcool du Québec (1)
Finances	Tourisme
Commission des valeurs mobilières du Québec	Transports
Inspecteur général des institutions financières	Commission des transports du Québec
* Régie de l'assurance-dépôts du Québec	Travail
Forêts	Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre
* Société de financement agricole	Conseil des services essentiels
- Financement forestier	Régie du bâtiment du Québec
* Ces organismes effectuent aussi des opérations financières distinctement du Fonds consolidé du revenu.	(2) Le ministère de l'Éducation et Science remplace les ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et Science depuis le 2 décembre 1993.
(1) Ces organismes ont été abrogés et intégrés à la Régie des alcools, des courses et des jeux le 27 octobre 1993. Cependant, les dépenses de transfert relatives à la promotion et l'aide à l'industrie des courses de chevaux sont sous la responsabilité du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	(3) Cet organisme a été abrogé le 14 juillet 1993.
	(4) Ces organismes ont été abrogés le 22 décembre 1993 et intégrés à l'Office la langue française.
	(5) Cet organisme est entré en vigueur le 14 juillet 1993 et remplace le Conseil des collèges.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
ORGANISMES, ENTREPRISES ET FONDS QUI ONT
LEUR PROPRE ENTITÉ COMPTABLE

Année financière 1993-1994

**ORGANISMES EFFECTUANT DES ACTIVITÉS À CARAC-
TÈRE GOUVERNEMENTAL**

Bibliothèque nationale du Québec
 Centre de recherche industrielle du Québec
 Centre québécois de valorisation de la biomasse
 Commission d'appel en matière de lésions professionnelles
 Commission des affaires sociales
 Commission de reconnaissance des associations d'artistes
 Commission des services juridiques
 Conseil des arts et des lettres du Québec
 Conseil des assurances de dommages
 Conseil des assurances de personnes
 Corporation d'hébergement du Québec
 Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal métropolitain
 Fondation de la faune du Québec
 Fondation Jean-Charles Bonenfant
 Fonds d'aide aux recours collectifs
 Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers
 Fonds de la recherche en santé du Québec
 Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche
 Institut de police du Québec
 Institut de recherche et d'information sur la rémunération
 Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
 Institut québécois du cinéma
 Musée d'art contemporain de Montréal
 Musée de la civilisation
 Musée du Québec
 Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
 Parc technologique du Québec métropolitain
 Radio-Québec
 Régie de l'assurance-maladie du Québec
 Régie des installations olympiques
 Société d'habitation du Québec
 Société de développement industriel du Québec
 Société de financement agricole
 Société de la Place des Arts de Montréal
 Société d'investissement Jeunesse
 Société du Centre des congrès de Québec
 Société du Grand Théâtre de Québec
 Société du Palais des congrès de Montréal
 Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
 Société du port ferroviaire de Baie-Comeau-Hauterive
 Société Innovatech du Grand Montréal
 Société Innovatech Québec et Chaudière - Appalaches
 Société québécoise d'assainissement des eaux
 Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre
 Société québécoise de récupération et de recyclage
 Société québécoise d'information juridique

ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT À CAPITAL-ACTIONS

Leur énumération est présentée à l'annexe 6 des notes complémentaires.

**FONDS EN FIDUCIE ADMINISTRÉS PAR DES ORGANIS-
MES DU GOUVERNEMENT**

Caisse de dépôt et placement du Québec
 Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
 Commission de la construction du Québec
 Commission de la santé et de la sécurité du travail
 Commission des normes du travail
 Curateur public (Le)
 Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées
 Fonds d'indemnisation du courtage immobilier
 Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers
 Régie de l'assurance-dépôts du Québec
 Régie des assurances agricoles du Québec
 Régie des rentes du Québec
 Société de l'assurance automobile du Québec

FONDS SPÉCIAUX

Fonds administrés par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
 Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
 Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec
 Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec
 Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec
 Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec
 Fonds de développement international
 Fonds de financement
 Fonds de la formation à distance
 Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger
 Fonds de la réforme du cadastre québécois
 Fonds de reprographie gouvernementale
 Fonds des approvisionnements et services
 Fonds des cautionnements des agents de voyages
 Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun
 Fonds des moyens de communication
 Fonds des registres du ministère de la Justice
 Fonds des services de santé
 Fonds des services de télécommunications
 Fonds des services informatiques
 Fonds du Bureau de la statistique du Québec
 Fonds du courrier et de la messagerie
 Fonds du service aérien gouvernemental
 Fonds d'information géographique et foncière
 Fonds en fidéicommiss
 Fonds Les Publications du Québec
 Fonds spécial olympique

**ORGANISMES, ENTREPRISES ET FONDS QUI DOIVENT VERSER AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU
LEURS CONTRIBUTIONS D'EMPLOYEURS AU RÉGIME DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES**

ORGANISMES EFFECTUANT DES ACTIVITÉS À CARACTÈRE GOUVERNEMENTAL

Bibliothèque nationale du Québec
Centre de recherche industrielle du Québec
Centre québécois de valorisation de la biomasse
Commission d'appel en matière de lésions professionnelles
Commission des affaires sociales
Commission de reconnaissance des associations d'artistes
Commission des services juridiques
Conseil des arts et des lettres du Québec
Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal métropolitain
Fondation de la faune du Québec
Fonds d'aide aux recours collectifs
Fonds de la recherche en santé du Québec
Institut de police du Québec
Institut de recherche et d'information sur la rémunération
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
Musée d'art contemporain de Montréal
Musée de la civilisation
Musée du Québec
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
Radio-Québec
Régie de l'assurance-maladie du Québec
Régie des installations olympiques
Société d'habitation du Québec
Société de la Place des Arts de Montréal
Société du Centre des congrès de Québec
Société du Palais des congrès de Montréal
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
Société québécoise d'assainissement des eaux
Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre
Société québécoise de récupération et de recyclage
Société québécoise d'information juridique

ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT À CAPITAL-ACTIONS

Loto-Québec
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR)
Société des alcools du Québec
Société des établissements de plein air du Québec
Société des traversiers du Québec
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud
Société générale des industries culturelles (SGIC)
Société immobilière du Québec
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)

FONDS EN FIDUCIE ADMINISTRÉS PAR DES ORGANISMES DU GOUVERNEMENT

Caisse de dépôt et placement du Québec
Commission de la santé et de la sécurité du travail
Commission des normes du travail
Curateur public (Le)
Régie des rentes du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec

FONDS SPÉCIAUX

Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
Fonds de développement international
Fonds de financement
Fonds de la formation à distance
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger
Fonds de la réforme du cadastre québécois
Fonds de reprographie gouvernementale
Fonds des approvisionnements et services
Fonds des moyens de communication
Fonds des registres du ministère de la Justice
Fonds des services de télécommunications
Fonds des services informatiques
Fonds du Bureau de la statistique du Québec
Fonds du courrier et de la messagerie
Fonds du service aérien gouvernemental
Fonds d'information géographique et foncière
Fonds Les Publications du Québec

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE
 Année financière terminée le 31 mars 1994

ANNEXE 4

(en millions de dollars)

	1994	1993
		(note 12)
Impôts sur les revenus et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	11 766	11 434
Contributions des employeurs au Fonds des services de santé	2 932	2 816
Impôts des sociétés	1 954	1 848
Autres	(2)	
	16 650	16 098
Taxes à la consommation		
Vente au détail	5 579	6 001
Carburants	1 263	1 222
Tabac	288	411
Pari mutuel	15	19
	7 145	7 653
Droits et permis		
Véhicules automobiles	567	559
Boissons alcooliques	102	121
Ressources naturelles	98	86
Autres	152	143
	919	909
Revenus divers		
Ventes de biens et services	603	541
Intérêts	216	239
Amendes, confiscations et recouvrements	1 063	660
	1 882	1 440
Revenus provenant des entreprises et organismes du Gouvernement		
Société des alcools du Québec	346	348
Loto-Québec	536	457
Hydro-Québec	761	724
Autres	34	
	1 677	1 529
Total des revenus autonomes	28 273	27 629
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	3 812	3 572
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 743	2 236
Contributions aux programmes de bien-être	2 005	1 738
Autres programmes	231	248
Total des transferts du gouvernement du Canada	7 791	7 794
Total des revenus	36 064	35 423

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DÉTAIL DES DÉPENSES
PAR MISSION ET DOMAINE ET PAR MINISTÈRE ET ORGANISME
 Année financière terminée le 31 mars 1994
 (en millions de dollars)

ANNEXE 5

	1994	1993
		(note 12)
PAR MISSION ET DOMAINE		
MISSION SOCIALE		
Sécurité du revenu	4 309	3 959
Santé et services sociaux	12 736	12 535
Services de garde à l'enfance	174	160
Habitation	296	346
	<u>17 515</u>	<u>17 000</u>
MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE		
Éducation	10 048	10 239
Culture	350	362
Immigration	100	103
Loisir et faune	202	222
	<u>10 700</u>	<u>10 926</u>
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE		
Institutions politiques	805	841
Gestion administrative centrale	1 457	1 467
Relations intergouvernementales	127	130
Protection de la personne et de la propriété	937	981
Protection de l'environnement	603	585
	<u>3 929</u>	<u>4 004</u>
MISSION ÉCONOMIQUE		
Ressources naturelles et industries primaires	1 051	1 094
Industries secondaires et développement technologique	441	508
Développement de la main-d'oeuvre	328	287
Services	127	147
Transports	1 543	1 625
	<u>3 490</u>	<u>3 661</u>
MISSION DE LA DETTE DU GOUVERNEMENT		
Dettes du gouvernement	<u>5 324</u>	<u>4 764</u>
TOTAL DES DÉPENSES	<u>40 958</u>	<u>40 355</u>

(en millions de dollars)

	1994	1993
	(note 3c)	(note 12)
PAR MINISTÈRE ET ORGANISME		
Affaires internationales	116	118
Affaires municipales	724	757
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	672	676
Approvisionnement et Services	20	22
Assemblée nationale	67	70
Communautés culturelles et Immigration	100	102
Communications	116	114
Conseil du trésor	23	24
Conseil exécutif	140	99
Culture	325	335
Éducation et Science	9 159	9 364
Énergie et Ressources	120	147
Environnement	574	558
Finances	5 420	4 864
Forêts	285	298
Industrie, Commerce et Technologie	387	485
Justice	483	491
Loisir, Chasse et Pêche	202	222
Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle	4 469	4 093
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	178	164
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique	1 065	1 082
Organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française	25	27
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	36	82
Régie de l'assurance-maladie du Québec	2 779	2 715
Revenu	337	383
Santé et Services sociaux	9 957	9 820
Sécurité publique	796	828
Tourisme	90	109
Transports	1 958	2 026
Travail	67	77
	40 690	40 152
Provisions pour moins value:		
Provision pour créances douteuses	228	185
Provision pour perte sur placements en actions	40	18
	268	203
TOTAL DES DÉPENSES	40 958	40 355

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

ANNEXE 6

PLACEMENTS EN ACTIONS DANS LES ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT

ET PROVISION POUR PERTE SUR CES PLACEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 1994

(en millions de dollars)

	AU 31 MARS 1993			PARTICIPATION DANS LES RÉSULTATS 1993-1994	AU 31 MARS 1994	
	VALEUR DE CONSOLI- DATION MODIFIÉE	PROVISION POUR PERTE	PLACEMENTS EFFECTUÉS 1993-1994		VALEUR DE CONSOLI- DATION MODIFIÉE	PROVISION POUR PERTE
Hydro-Québec	10 121			761 ⁽²⁾	10 882	
Loto-Québec	13			1 ⁽¹⁾	14	
Sidbec		48		(34) ^(2,3)		82
Société de développement de la Baie James		13		(21) ⁽²⁾		34
Société de récupération, d'exploitation et de développement fores- tiers du Québec (REXFOR)	136			28	164	
Société des alcools du Québec	37			(4) ⁽¹⁾	33	
Société des établis- sements de plein air du Québec	34		1	(20) ^(2,4)	15	
Société générale de financement du Québec (SGF)	590			(25) ⁽²⁾	565	
Société générale des industries culturelles (SOGIC)	15			4 ⁽¹⁾	19	
Société immobilière du Québec	84				84	
Société nationale de l'amiante		29		16		13
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)	106		(39)	1	68	
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)	97			6	103	
Société québécoise d'ini- tiatives pétrolières (SOQUIP)	194			30	224	
Autres (*)	5			(4)	2	1
Total	11 432	90	(38)	739 ⁽⁵⁾	12 173	130

(*) Entreprises (Société des traversiers du Québec, Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud et Société québécoise des transports) dont la valeur de consolidation modifiée est inférieure à 2 millions de dollars.

(en millions de dollars)

- (1) Participation dans les résultats inscrite aux revenus et diminuée des dividendes de la Société des alcools (350), de Loto-Québec (535) et de la Société générale des industries culturelles (13).
- (2) Ces résultats sont ceux du 31 décembre à l'exception de la Société des établissements de plein air du Québec (31 mai 1993).
- Si les données intérimaires non vérifiées d'Hydro-Québec au 31 mars 1994 étaient prises en considération, la valeur de consolidation modifiée de ce placement à cette date serait augmentée de 643.
- (3) La participation dans les résultats a été diminuée de 30 pour tenir compte de la perte encourue lors de la vente de Sidbec-Dosco Inc.
- (4) La participation dans les résultats a été diminuée de 15 pour tenir compte de la perte encourue lors de la vente du Parc du Mont Ste-Anne.
- (5) La participation de 739 dans les résultats de l'année financière terminée le 31 mars 1994 est présentée comme suit:
- 779 aux revenus provenant des entreprises et organismes du gouvernement;
40 en augmentation de la provision pour perte sur placements en actions avec contrepartie aux dépenses.

(en millions de dollars)

ENGAGEMENTS	1994 ⁽¹⁾	1993 (redressé)
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	5 079	4 880
Établissements de santé et de services sociaux	2 338	2 076
Municipalités et organismes municipaux		
Construction du Métro de Montréal et autres dépenses en capital	1 216	1 109
Assainissement des eaux	3 437	3 301
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	316	295
Pour des dépenses en capital:		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	1 381	1 124
Établissements de santé et de services sociaux	1 464	1 376
Municipalités et organismes municipaux		
Aqueducs, égouts et autres	511	513
Assainissement des eaux	936	870
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	121	130
Autres engagements (y compris des engagements conditionnels de congés de maladie accumulés)	562	500
	<u>17 361 *</u>	<u>16 174 *</u>
EMPRUNTS GARANTIS		
Entreprises et organismes du Gouvernement		
Hydro-Québec	36 061	33 290
Régie des installations olympiques		389
Sidbec	140	164
Société de développement industriel du Québec	404	401
Société immobilière du Québec	631	646
Société québécoise d'assainissement des eaux	185	287
Autres	131	168
	<u>37 552</u>	<u>35 345</u>
Particuliers et sociétés		
Prêts aux étudiants	2 110	1 785
Prêts aux pêcheurs	54	51
Autres	29	10
	<u>2 193</u>	<u>1 846</u>
	<u>39 745^{(2)*}</u>	<u>37 191^{(2)*}</u>

* Les engagements et les emprunts garantis en monnaies étrangères sont indiqués en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars et tenant compte des contrats d'échange de devises.

⁽¹⁾ En 1994, les marges de crédit bancaire autorisées à des commissions scolaires, des collèges d'enseignement général et professionnel, des universités et des établissements de santé et de services sociaux pour fins d'immobilisations sont considérées comme des engagements financiers pour des dépenses en capital, alors qu'antérieurement la partie utilisée de ces marges de crédit (emprunts temporaires) était considérée comme des engagements financiers pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital. Les chiffres de 1993 ont été reclassés en conséquence.

⁽²⁾ Principal des emprunts.

CAUTIONNEMENT**Société de développement industriel du Québec**

Le gouvernement du Québec a garanti l'exécution des obligations de la Société de développement industriel du Québec relativement à des garanties d'emprunts incluant les intérêts accordées par cette Société. Au 31 mars 1994 le total des garanties d'exécution relatives aux emprunts effectués est de 16 millions de dollars (54 millions de dollars au 31 mars 1993).

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

J'ai vérifié les états financiers suivants du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1994 :

- revenus, dépenses et dette nette;
- actif et passif;
- besoins financiers et financement; et
- emploi des crédits.

La responsabilité de la préparation de ces états financiers, selon les conventions comptables que le gouvernement s'est données, incombe au ministère des finances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction des ministères et des organismes du gouvernement, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Conformément à la convention comptable sur les régimes de retraite énoncée aux notes complémentaires 1 et 7d), le gouvernement ne comptabilise qu'une partie de ses obligations envers ses régimes de retraite autres que le RREGOP et fournit à la note complémentaire 7h) les estimations actuarielles de ses obligations au titre des prestations constituées. À mon avis, cette convention comptable n'est pas appropriée puisque les obligations du gouvernement qui découlent des régimes de retraite constituent de véritables éléments de son passif et devraient être comptabilisées comme tel. Le fait de ne pas comptabiliser entièrement les obligations du gouvernement a pour conséquence que les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1994 sont sous-évalués d'un montant d'au moins 495 millions de dollars. Pour sa part, le passif à l'égard des régimes de retraite et la dette nette sont sous-évalués d'un montant net d'au moins 10 377 millions de dollars (31 mars 1993: d'au moins 9 882 millions de dollars).

À mon avis, à l'exception des effets de la comptabilisation non appropriée des obligations des régimes de retraite dont il est question dans le paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du gouvernement du Québec au 31 mars 1994 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées aux notes complémentaires 1 et 7d). Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions comptables ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

De plus, à mon avis, l'état de l'emploi des crédits représente les crédits autorisés, utilisés et non utilisés selon les notes explicatives fournies à cet état.

Les observations qui sont présentées à la suite de ce rapport constituent des explications et des commentaires sur les états financiers du gouvernement du Québec et sur le rapport qui les accompagne.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 1^{er} décembre 1994

**OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1994**

**OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1994**

On retrouve dans la section qui précède les états financiers annuels du gouvernement du Québec ainsi que le rapport du Vérificateur général sur ces états financiers. Ce rapport comprend notamment une énumération des états financiers que le Vérificateur général a examinés, la portée et la nature de sa vérification, la restriction qu'il a formulée, ainsi que son opinion.

Les observations présentées ici renferment des commentaires et des explications additionnelles quant à la restriction formulée dans ce rapport ainsi qu'à l'égard de la préparation d'états financiers consolidés du gouvernement.

A. COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

La convention comptable sur les régimes de retraite et son application font l'objet d'une restriction dans mon rapport sur les états financiers du gouvernement puisqu'elle ne convient pas à une présentation fidèle du passif et de la dette nette au 31 mars 1994 ainsi que des dépenses et du déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée à cette date.

Selon la méthode de la comptabilisation d'exercice, tous les coûts relatifs aux régimes de retraite devraient être comptabilisés. La quote-part du gouvernement du coût de ces régimes devrait être inscrite à mesure que ses employés et ceux des organismes publics acquièrent des bénéfices ou des droits.

La participation du gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite, incluant les intérêts pour leur financement, devrait être comptabilisée d'une façon telle que la totalité du passif et des dépenses annuelles du gouvernement soit présentée dans les états financiers.

Selon la note complémentaire 7, paragraphes e), f) et h) sur les régimes de retraite, les obligations du gouvernement selon les estimations actuarielles et le passif net inscrit aux états financiers relativement aux régimes de retraite se détaillent comme suit:

Régimes de retraite	Obligations actuarielles	Passif net inscrit *	Obligations actuarielles	Passif net inscrit
(en millions \$)	31 déc. 93	31 mars 94	31 déc. 92	31 mars 93
Régimes actifs:				
RREGOP	11 565	12 736**	10 342	11 726**
Autres	2 496	1 637**	2 380	1 473**
Autres régimes	17 653	6 964**	16 828	6 469
TOTAL	31 714	21 337	29 550	19 668

* Sans tenir compte du Fonds d'amortissement des régimes de retraite au montant de 854 millions de dollars.

** Ces montants sont présentés nets de la participation inscrite d'avance de 2 665 millions de dollars (31 mars 1993 : 1 834 millions de dollars).

Au cours de l'année civile 1993, les obligations actuarielles ont augmenté de 2 164 millions de dollars alors que 1 669 millions de dollars ont été inscrits au passif net au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1994. La différence de 495 millions de dollars n'a pas été portée aux dépenses ni au déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1994. Pour sa part, le passif net inscrit ne comprend pas un montant de 10 377 millions de dollars (31 mars 1993 : 9 882 millions de dollars) pour compléter les obligations du gouvernement envers ces régimes.

D'après la convention comptable en vigueur, le passif non inscrit de tous les régimes autres que le RREGOP est amorti sur une période de 50 ans à compter de l'année financière 1979-1980. Cette méthode d'inscription de ce passif n'est pas réaliste et appropriée puisqu'elle ne permet pas, actuellement, une diminution progressive du passif non inscrit.

Le Conseil sur la comptabilité et la vérification des organismes du secteur public (CCVSP) de l'Institut canadien des comptables agréés a émis, en novembre 1988, une prise de position sur la comptabilisation des obligations découlant des régimes de retraite des salariés dans les états financiers du gouvernement. Cette prise de position couvre, entre autres, le traitement comptable à accorder au montant initial non comptabilisé de la dette au titre des régimes de retraite. Le Conseil recommande à cet effet de constater immédiatement à l'état de la situation financière cette dette non comptabilisée.

Le Vérificateur général recommande au gouvernement de redresser ses pratiques comptables dans le sens proposé par le Conseil, en comptabilisant et en portant à ses états financiers la partie non inscrite du passif des régimes de retraite.

B. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GOUVERNEMENT

Selon le CCVSP, «les états financiers du gouvernement doivent présenter un compte rendu global de la nature et de l'étendue des activités et des ressources dont le gouvernement est responsable, y compris celles qui ont trait aux activités des organismes et entreprises du gouvernement».

Les états financiers publiés actuellement par le gouvernement portent sur le Fonds consolidé du revenu et le Fonds des services de santé. Ils n'incluent pas l'ensemble de ses activités et de ses ressources. Les données financières des fonds spéciaux et de certains organismes, telles la Corporation d'hébergement du Québec et la Société d'habitation du Québec ne sont pas incluses à ces états financiers.

Le gouvernement se conforme à la loi en préparant et publiant des états financiers portant sur les opérations et la situation financière du Fonds consolidé du revenu.

Nous incitons toutefois le gouvernement à publier le plus tôt possible des états financiers qui fourniraient une vue d'ensemble des activités et des ressources financières dont il est responsable. Il serait alors possible de mieux comparer la situation financière du gouvernement avec celle des autres gouvernements provinciaux, notamment les six gouvernements qui publient déjà des états financiers consolidés.

SECTION 1

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Cette section regroupe certains détails sur les liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement et pour des activités d'investissement, ainsi que le détail du compte des régimes de retraite.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	1-3
Activités de fonctionnement	
Déficit des opérations budgétaires à financer	1-4
Régimes de retraite	1-4
Comptes à fin déterminée	1-5
Variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés au fonctionnement	1-5
Activités d'investissement	1-6
Détail du compte Régimes de retraite	1-8

DÉTAIL DES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

Activités de fonctionnement

Déficit des opérations budgétaires à financer	- 2 374 072
Régime de retraite	
Excédent des pensions et autres paiements sur les cotisations des participants et contributions de certains organismes	- 880 920
Variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés au fonctionnement	- 676 108
	<u>- 3 931 100</u>

Activités d'investissement - Placements

Entreprises et organismes du Gouvernement	30 430
Municipalités et organismes municipaux	4 511
Particuliers, sociétés et autres	70 369
	<u>105 310</u>

Besoins financiers nets	<u>- 3 825 790</u>
--------------------------------	---------------------------

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif, une source de financement.

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

Année financière terminée le 31 mars 1994

DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES À FINANCER

(en milliers de dollars)

Déficit des opérations budgétaires		4 894 256
Éléments n'affectant pas les liquidités:		
Participation dans les résultats des entreprises inscrite aux revenus moins les dividendes déclarés:		
Hydro-Québec	761 000	
Loto-Québec	1 315	
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	27 514	
Société des alcools du Québec	(4 605)	
Société des établissements de plein air du Québec	(19 468)	
Société des Traversiers du Québec	(363)	
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	(92)	
Société générale de financement du Québec	(25 129)	
Société générale des industries culturelles	4 243	
Société immobilière du Québec	245	
Société québécoise d'exploration minière	1 198	
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	5 742	
Société québécoise d'initiatives pétrolières	29 401	
Société québécoise des transports	(2 058)	778 943
Provisions pour moins value:		
Augmentation ou (diminution) de la provision pour perte sur placements en actions inscrite aux dépenses:		
Sidbec	(33 534)	
Société de développement de la Baie James	(21 104)	
Société des Traversiers du Québec	(1 302)	
Société nationale de l'amiante	16 249	
	(39 691)	
Provision pour créances douteuses	(227 864)	(267 555)
Contribution pour financer l'assainissement des eaux		(36 995)
Participation du Gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite (1)		(2 549 505)
Amortissement des frais reportés		(204 418)
Amortissement de la perte de change non réalisé		(240 654)
Déficit des opérations budgétaires à financer		2 374 072

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)

Année financière terminée le 31 mars 1994

RÉGIMES DE RETRAITE (1)

(en milliers de dollars)

Pensions et autres paiements	1 077 308
Cotisations des participants et contributions de certains organismes	(196 388)
Excédent des pensions et autres paiements sur les cotisations des participants et contributions de certains organismes	880 920

(1) Pour plus de détail voir page 1-8, Détail du compte "Régimes de retraite".

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1994

COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

(en milliers de dollars)

	Paie- ments et autres débits	Rentrées et autres crédits		Excédent
		Transferts du gouvernement du Canada - Autres programmes	Ventes de biens et services	
Gestion de la taxe sur les produits et services	83 227		83 227	
Compte des revenus autonomes de l'Assemblée nationale	1 287		1 287	
Transferts du gouvernement du Canada:				
Développement forestier	12 713	12 713		
Conservation des ressources et protection de l'environnement	2 317	2 317		
Environnement durable en agriculture	2 165	2 165		
Restauration des lieux contaminés orphelins	3 513	3 513		
Programme stratégique Canada-Québec d'amélioration routière	22 860	22 860		
Autres	6 380	6 380		
		49 948	84 514	
	134 462	134 462		

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1994

VARIATION DES AUTRES ÉLÉMENTS DE L'ACTIF ET DU PASSIF

(en milliers de dollars)

	31 mars 1994	31 mars 1993	Montant porté à la dépense	Variation (*)
		(Reclassé)		
Éléments de l'actif:				
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	172 671	78 791		(93 880)
Débiteurs:				
Agents et mandataires	1 163 432	1 252 210		88 778
Autres débiteurs	2 213 670	1 960 073	217 597	(471 194)
Intérêts courus sur placements	2 878	9 176		6 298
Frais reportés	81 169	45 078	204 418	(240 509)
	3 633 820	3 345 328	422 015	(710 507)
Éléments du passif:				
Chèques en circulation	442 709	273 821		168 888
Avances des fonds en fidéicomis	241 260	182 221		59 039
Compte d'accords de perception fiscale	380 981	360 343		20 638
Créditeurs et frais courus	2 194 182	2 396 253		(202 071)
Intérêts courus sur emprunts	1 715 425	1 705 200		10 225
Provision pour financer l'assainissement des eaux	88 388	73 713	36 995	(22 320)
	5 062 945	4 991 551	36 995	34 399
Excédent des éléments du passif sur les éléments de l'actif relié au fonctionnement	1 429 125 (1)	1 646 223 (1)	459 010	(676 108)

(*) Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif, une source de financement.

(1) Excluant la perte de change non réalisé de 2 453 206 618 \$ (768 765 071 \$ en 1993) inscrite à l'actif.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1994

PLACEMENTS

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

	Placements effectués		Placements réalisés		Total
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	
Entreprises et organismes du Gouvernement	8 424	168	39 022		(30 430)
Municipalités et organismes municipaux			4 502	9	(4 511)
Particuliers, sociétés et autres	49 003	6 225	122 563	3 034	(70 369)
	57 427	6 393	166 087	3 043	(105 310)
	<u>63 820</u>		<u>169 130</u>		<u>(105 310)</u>

DÉTAIL

	Placements effectués		Placements réalisés		Total
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	
Entreprises et organismes du Gouvernement					
Actions et mises de fonds:					
Société des établissements de plein air du Québec	1 000				1 000
Société québécoise d'exploration minière			39 000		(39 000)
	<u>1 000</u>		<u>39 000</u>		<u>(38 000)</u>
Prêts et avances:					
Hydro-Québec			22		(22)
Sibec	7 424				7 424
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec		168			168
	<u>7 424</u>	<u>168</u>	<u>22</u>		<u>7 570</u>
	<u>8 424</u>	<u>168</u>	<u>39 022</u>		<u>(30 430)</u>

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1994

PLACEMENTS (suite)

(en milliers de dollars)

DÉTAIL (suite)

	Placements effectués		Placements réalisés		Total
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	
Municipalités et organismes municipaux					
Obligations et billets			4 341	9	(4 350)
Prêts et avances			161		(161)
			4 502	9	(4 511)
Particuliers, sociétés et autres					
Prêts et avances					
Particuliers					
Étudiants	41 686	6 225 (1)	11 269	76	36 566
Pêcheurs	216		3 399		(3 183)
Producteurs agricoles	360		658		(298)
	42 262	6 225	15 326	76	33 085
Sociétés et autres					
Avances permanentes aux employés du Gouvernement (frais de déplacement) et fonds locaux	667		1 035	30	(398)
Coopératives			106		(106)
Corporations agricoles			12		(12)
Corporations industrielles	3 738		1 192	1 928	618
Corporations minières			2		(2)
Fédération québécoise de la Faune	100				100
Fonds de la formation à distance			1 500		(1 500)
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger			1 950		(1 950)
Fonds de reprographie gouvernementale	28				28
Fonds des approvisionnements et services			11 693		(11 693)
Fonds des moyens de communication			994		(994)
Fonds du Bureau de la statistique du Québec			25		(25)
Fonds du courrier et de la messagerie	120				120
Fonds du service aérien gouvernemental			85 861		(85 861)
Hydro-Serre Inc.	1 382			1 382	
Pêcheurs	706		1 376	(382)	(288)
Université de Sherbrooke			1 491		(1 491)
	6 741		107 237	2 958	(103 454)
	49 003	6 225	122 563	3 034	(70 369)

(1) Montant formé d'intérêt capitalisés.

DÉTAIL DU COMPTE RÉGIMES DE RETRAITE
Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

DÉTAIL	Cotisations des partici- pants et con- tributions de certains organismes	+	Participation du Gouverne- ment à titre d'employeur	-	Pensions et autres paiements + (-) Redressements	=	Excédent
R.R.E.G.O.P.	6 172		1 126 066		111 281	(11 458)(3)	1 009 499
R.R.E.	90 560		826 610		531 662		385 508
R.R.C.E.	17 592 (3)		64 869		66 280	11 458 (3)	27 639
R.R.F.	55 109 (1)		315 787		289 787		81 109
R.R.S.Q.	16 471		159 293		56 573		119 191
R.R.M.A.N.	849		8 614		8 065		1 398
R.R.J.C.Q.	426		21 391		9 574		12 243
R.R.A.P.S.C.	7 819		26 584		4 086		30 317
R.R.E.F.Q.	1 390 (4)		291				1 681
	<u>196 388</u>		<u>2 549 505 (2)</u>		<u>1 077 308</u>		<u>1 668 585</u>

(1) Y compris des contributions de certains organismes de 6 989 540 \$ pour le service courant et 17 000 000 \$ pour le service passé.

(2)

	Coût des prestations constituées (*)	Amortissement des écarts d'expérience	Amortissement du passif actuariel non inscrit	Intérêts	Total
R.R.E.G.O.P.					
Réseau des Affaires sociales	218 002	(167 430)	439	444 576	495 587
Réseau de l'Éducation	177 842	(132 859)	65 329	352 778	463 090
Réseau de la Fonction publique	61 569	(52 121)	19 543	138 398	167 389
	<u>457 413</u>	<u>(352 410)(**)</u>	<u>85 311 (**)</u>	<u>935 752</u>	<u>1 126 066</u>
Autres régimes					
R.R.E.	86 344		345 064	395 202	826 610
R.R.C.E.	11 239		22 642	30 988	64 869
R.R.F.	27 966		197 753	90 068	315 787
R.R.S.Q.	34 490		32 790	92 013	159 293
R.R.M.A.N.	3 056		5 315	243	8 614
R.R.J.C.Q.	6 153		7 646	7 592	21 391
R.R.A.P.S.C.	5 708	(935)	4 164	17 647	26 584
R.R.E.F.Q.	291				291
	<u>175 247</u>	<u>(935)</u>	<u>615 374</u>	<u>633 753</u>	<u>1 423 439</u>
	<u>632 660</u>	<u>(353 345)(**)</u>	<u>700 685 (**)</u>	<u>1 569 505</u>	<u>2 549 505</u>

(*) Coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services.

(**) Tenant compte de 160 millions de dollars pour l'amortissement de l'insuffisance relative aux intérêts calculé, à compter de 1987-1988, selon la méthode de nivellement des cotisations.

(3) En vertu de la Loi sur le Régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., c. R-9.1), la Caisse de dépôt et placement du Québec a remis au Fonds consolidé du revenu un montant de 10 148 186 \$ représentant la somme des cotisations des participants antérieures aux 1^{er} avril 1993 à ce régime; en conséquence, la portion des contributions du Gouvernement à titre d'employeur qui avait été cumulée au passif du compte R.R.E.G.O.P. a été transférée au compte du Régime de retraite de certains enseignants pour un montant de 11 457 402 \$.

(4) Participation de l'employeur inscrite aux comptes à fin déterminée.

R.R.E.G.O.P. = Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.
R.R.E. = Régime de retraite des enseignants.
R.R.C.E. = Régime de retraite de certains enseignants.
R.R.F. = Régime de retraite des fonctionnaires.
R.R.S.Q. = Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.
R.R.M.A.N. = Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale.
R.R.J.C.Q. = Régime de retraite des juges de la Cour du Québec.
R.R.A.P.S.C. = Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels.
R.R.E.F.Q. = Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec.

SECTION 2

FINANCEMENT

Cette section démontre de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	2-3
Variation de liquidités relatives à l'encaisse	2-4
Nouveaux emprunts	2-4
Nouveaux emprunts pour le Fonds de financement	2-8
Remboursements d'emprunts	2-10
Remboursements d'emprunts pour le Fonds de financement	2-14

FINANCEMENT

Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

PAGE	Besoins financiers nets	
1-3	Activités de fonctionnement	- 3 931 100
1-3	Activités d'investissement	105 310
		<u>- 3 825 790</u>
	Financement (1)	
2-4	Variation de liquidités relatives à l'encaisse	<u>675 557</u>
2-4	Nouveaux emprunts	6 741 229
	Augmentation résultant du produit de contrats d'échange de devises	4 085
		<u>6 745 314</u>
2-10	Remboursements d'emprunts (2)	- 2 741 618
	Variation des emprunts	<u>4 003 696</u>
	Versements au fonds d'amortissement des régimes de retraite	- 853 463
		<u>3 150 233</u>
		<u>3 825 790 (3)</u>

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

(1) Le financement exclut l'ensemble des transactions réalisées pour le Fonds de financement:

Variation de liquidités relatives à l'encaisse	
Emprunts temporaires	<u>47 480 000</u>
Variation de la dette à long terme	
Nouveaux emprunts	1 528 979 475 (voir détail à la page 2-8)
Remboursements d'emprunts (i)	- 32 461 900 (voir détail à la page 2-14)
Contributions aux fonds d'amortissement	- 1 176 958 (voir détail à la page 2-14)
	<u>1 495 340 617</u>

(i) Excluant un montant de 13 365 790 \$ représentant la variation de change de l'année financière sur les emprunts en monnaies étrangères.

(2) Incluant 73 045 024 \$ de contributions au fonds d'amortissement après déduction de contributions du Fonds de financement de 1 176 958 \$. Le détail apparaît à la page 2-14.

(3) Excluant un montant de 1 925 095 792 \$ représentant la variation de change de l'année financière sur les emprunts en monnaies étrangères.

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

VARIATION DE LIQUIDITÉS RELATIVES À L'ENCAISSE

DÉTAIL

	31 mars 1994	31 mars 1993	Variation
Espèces en banque	79 632	88 596	8 964
Placements temporaires	1 674 093	2 340 686	666 593
	<u>1 753 725</u>	<u>2 429 282</u>	<u>675 557</u>

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

NOUVEAUX EMPRUNTS

SOMMAIRE

Bons du trésor	625 000
Billets de trésorerie	513 960
Obligations - négociables	3 971 176
- remboursables à demande	567 423
	<u>4 538 599</u>
Billets	1 063 670
	<u>6 741 229</u>

DÉTAIL

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
BONS DU TRÉSOR					
diverses	diverses	divers	divers		625 000 (1)
BILLETS DE TRÉSORERIE					
diverses	diverses	divers	divers	351 590 \$US (2)	513 960 (2)
OBLIGATIONS					
Négociables					
EN MONNAIE DU CANADA					
1993-09-08	2003-12-01	7,5000	98,8130		442 338
1993-12-16	1999-04-01	6,0000	98,2300		100 000
1994-03-17	1997-04-01	8,5000	105,8740		108 811 (3)
1994-03-17	1999-04-01	6,0000	95,8290		1 270 (4)
1994-03-24	2023-01-16	9,3750	107,5160		51 912 (5)
1994-03-24	2003-12-01	7,5000	97,1260		30 016
1994-03-31	2004-10-01	8,0000	97,4950		200 000
					<u>934 347</u>

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
OBLIGATIONS (suite)					
Négociables (suite)					
EN MONNAIE DU CANADA (suite)					
Emprunts escomptés diverses	1995-2012	7,285 - 11,00			6 444 (6)
					<u>940 791</u>
EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS					
1993-07-08	2023-07-15	7,50	99,689	1 000 000	1 283 551
1994-02-09	2024-02-09	7,125	99,485	1 000 000	1 330 199 (7)
				<u>2 000 000</u>	<u>2 613 750</u>
Emprunts escomptés diverses	1995-2001	7,15 - 8,25		5 650	7 509 (6)
				<u>2 005 650 \$US</u>	<u>2 621 259</u>
EN MONNAIE DE L'ALLEMAGNE					
1993-11-03	2003-11-03	6,375	102,000	500 000 DM	409 126 (8)
					<u>3 971 176</u>
REMBOURSABLES À DEMANDE					
EN MONNAIE DU CANADA					
Obligations d'épargne du Québec					
1992-06-01	2002-06-01	5,00 - variable	100,00		2 574
1993-06-01	2003-06-01	5,00 - variable	100,00		564 849
					<u>567 423</u>
					<u>4 538 599</u>

FINANCEMENT (suite)

Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
BILLETS					
EN MONNAIE DU CANADA					
Billets à moyen terme					
Au Canada 1994-02-28	1997-02-28	5,20	99,94		6 000 (9)
EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS					
Billets à moyen terme					
Au Canada 1994-01-13	2007-10-15	6,65	100,00	5 000	6 609 (9)
En Europe 1993-04-01	2003-04-01	variable (a)	100,00	100 000	124 400 (9)
1993-04-16	2003-04-01	variable (a)	100,00	50 000	62 966 (9)
1993-08-27	1998-08-27	5,125	85,00	255 000	335 669 (10)
1994-03-10	2004-03-10	variable (b)	100,00	17 220	23 369 (9)
1994-03-11	2004-03-11	variable (c)	100,00	17 180	23 335 (9)
				439 400	569 739
Emprunt escompté diverses	1995-1997	4,761 - 7,0468		3 168	4 195 (6)
				447 568 \$US	580 543
EN MONNAIE DU JAPON					
1993-08-20	2003-08-21	5,13	100,00	8 500 000	105 671
1993-09-30	2003-09-30	4,80	100,00	10 000 000	126 437
				18 500 000	232 108
Billets à moyen terme					
En Europe 1993-12-13	2023-12-13	5,00	100,00	20 000 000	245 019 (9)
				38 500 000 ¥	477 127
					1 063 670
EMPRUNTS EFFECTUÉS					6 741 229

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

* En milliers d'unités monétaires.

** Équivalent canadien de la valeur de réalisation ou de la valeur nominale à la date de réalisation de l'emprunt.

(a) Taux d'intérêt LIBOR É.U. 6 mois moins 0,25 % avec un minimum de 5,25 % et un maximum de 8 %.

(b) Taux d'intérêt LIBOR É.U. 3 mois plus 0,21 %.

(c) Taux d'intérêt LIBOR É.U. 3 mois plus 0,25 %.

(1) Bons du trésor			
Émis			11 375 000
Remboursés			10 750 000
Net			625 000
(2) Billets de trésorerie			
	En monnaie des États-Unis		
Émis	2 627 006 (i)		3 458 223
Remboursés	2 275 416 (ii)		2 944 263
Net	351 590		513 960

(i) Incluant au 31 mars 1994 un solde de 441 850 \$US (équivalent canadien à la date de réalisation de l'emprunt de 594 994 \$) et 308 000 \$US ayant fait l'objet de contrats de change à terme en monnaie du Canada pour 419 659 \$.

(ii) Incluant 398 260 \$US (équivalent canadien au 31 mars 1993 de 500 692 \$).

- (3) Émission d'obligations à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 6,344 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 102 774 000 \$ à l'échéance pour un capital reçu de 108 810 945 \$.
- (4) Émission d'obligations à fort taux d'escompte dont le taux effectif pour l'acheteur est de 6,995 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 1 325 000 \$ à l'échéance pour un capital reçu de 1 269 734 \$.
- (5) Émission d'obligations à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 8,660 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 48 283 200 \$ à l'échéance pour un capital reçu de 51 912 165 \$.
- (6) Capitalisation de l'escompte sur des emprunts émis à fort taux d'escompte au cours des années antérieures.
- (7) Emprunt de 1 000 000 000 \$US dont 986 100 000 \$US ayant fait l'objet de deux contrats d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 1 311 513 000 \$ lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable et avec intérêts semestriels à taux fixe.
- (8) Emprunt de 500 000 000 DM ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 306 466 442 \$US (équivalent canadien de 401 195 219 \$). Deux autres contrats d'échange de devises en monnaie du Canada couvrent la totalité des paiements de capital et d'intérêts. L'effet net en monnaie du Canada est de 409 126 234 \$ lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.
- (9) Montants émis en vertu des programmes canadien et européen de billets à moyen terme.
- (10) Émission de billets à moyen terme en vertu du programme européen et à fort taux d'escompte. Le taux effectif pour l'acheteur est de 5,116 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 300 000 000 \$US avec un montant à rembourser à l'échéance de 242 100 000 \$US (prix 80,7 %) pour un capital reçu de 255 000 000 \$US.

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT

SOMMAIRE

Obligations - négociables	1 288 054
Billets	240 925
	<u>1 528 979</u>

DÉTAIL

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
--------------------	--------------------	-----------	----------------------	------------------------	--------------------------------

OBLIGATIONS

NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA

1993-09-08	2003-12-01	6,29 - 7,50 (a)	98,8130		657 708 (1)
1993-12-16	1999-04-01	6,0000	98,2300		400 000
1994-03-17	1997-04-01	8,5000	105,8740		50 000 (2)
1994-03-17	1999-04-01	6,0000	95,8290		27 479 (3)
1994-03-24	2023-01-16	9,3750	107,5160		55 604 (4)
1994-03-24	2003-12-01	7,5000	97,1260		94 984

1 285 775

Emprunt escompté

1992-04-15	1997-04-01	8,50 - variable (b)			2 279 (5)
------------	------------	---------------------	--	--	-----------

1 288 054

BILLETS

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS

Billets à moyen terme

Aux États-Unis					
1994-03-10	1999-03-10	variable (c)	100,0000	61 000	82 814 (6)
En Europe					
1993-04-13	1994-09-26	3,8750	99,8750	50 000	63 060 (6)
				<u>111 000 \$US</u>	<u>145 874</u>

EN MONNAIE DE L'ALLEMAGNE

Billets à moyen terme

En Europe					
1993-04-08	2003-04-08	variable (d)	98,5000	100 000 DM	73 603 (7)

EN MONNAIE DE LA GRANDE-BRETAGNE

Billets à moyen terme

En Europe					
1994-02-07	1997-02-07	5,5600	100,0000	10 000 £	20 193 (8)

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (*)	En équivalent canadien (**)
--------------------	--------------------	-----------	----------------------	------------------------	--------------------------------

BILLETS (suite)

EN MONNAIE DU JAPON

Billets à moyen terme

Emprunt escompté 1993-03-31	1998-03-31	8,1300			1 255 (9)
					240 925
					1 528 979

EMPRUNTS EFFECTUÉS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT

- (a) 556 129 200 \$ à un taux d'intérêt fixe de 7,50 % et 101 579 274 \$ à un taux d'intérêt fixe de 6,29 %.
- (b) 1 065 546 \$ à un taux d'intérêt fixe de 8,50 %, 643 806 \$ à un taux d'intérêt BA 90 jours plus 0,28 % et 569 811 \$ à un taux BA 90 jours plus 0,245 %.
- (c) Le taux d'intérêt prévu à l'émission est celui basé sur les billets du trésor à maturité constante de 2 ans moins 0,25 %. Le même jour, il a fait l'objet d'un contrat d'échange d'intérêts seulement pour devenir du LIBOR É.U. 3 mois plus 0,18 %.
- (d) Taux d'intérêt annuel de 9 % la première année et de 8,25 % la seconde. Par la suite LIBOR DM 6 mois jusqu'à l'échéance.
- (1) Emprunt de 657 708 474 \$ dont 101 533 053 \$ ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 77 035 700 \$US (équivalent canadien de 101 579 274 \$) lors de l'émission et au remboursement avec intérêts semestriels à taux variable.
- (2) Émission d'obligations à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 6,344 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 47 226 000 \$ à l'échéance pour un capital reçu de 50 000 055 \$.
- (3) Émission d'obligations à fort taux d'escompte dont le taux effectif pour l'acheteur est de 6,995 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 28 675 000 \$ à l'échéance pour un capital reçu de 27 478 966 \$.
- (4) Émission d'obligations à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 8,660 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 51 716 800 \$ à l'échéance pour un capital reçu de 55 603 835 \$.
- (5) Capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 400 000 000 \$ émis à fort taux d'escompte le 15 avril 1992.
- (6) Montants émis en vertu des programmes américain et européen de billets à moyen terme.
- (7) Emprunt de 100 000 000 DM émis en vertu du programme européen de billets à moyen terme. Il a fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 58 929 645 \$US (équivalent canadien de 74 133 494 \$). Un deuxième contrat d'échange de devises en monnaie du Canada couvre la totalité des paiements de capital et d'intérêts. L'effet net en monnaie du Canada est de 73 603 127 \$ lors de l'émission et au remboursement avec intérêts annuels à taux fixe les 2 premières années et avec intérêts semestriels à taux variable par la suite.
- (8) Emprunt de 10 000 000 £ émis en vertu du programme européen de billets à moyen terme. Il a fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 15 051 442 \$US (équivalent canadien de 20 193 014 \$) lors de l'émission et au remboursement avec intérêts semestriels à taux variable.
- (9) Capitalisation de l'escompte d'un billet de 1 412 868 000 ¥ ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises et de taux d'intérêts dont le résultat est un billet en dollars canadiens, de type zéro coupon, émis à un prix de 67,14 dont le taux effectif pour l'acheteur est de 8,13 % puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale à l'échéance de 22 510 000 \$ pour un capital versé de 15 112 500 \$.

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS

SOMMAIRE

		En milliers d'unités monétaires (*)	Total En équivalent canadien (*)
OBLIGATIONS ET BILLETS			
En monnaie du Canada	\$CAN	2 209 399	2 209 399
En monnaie des États-Unis	\$US	361 346	454 284
En monnaie de la Suisse	FS	5 800	4 890
			2 668 573
Contributions aux fonds d'amortissement			73 045
			2 741 618

DÉTAIL

OBLIGATIONS ET BILLETS

EN MONNAIE DU CANADA

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

Date d'échéance	Date d'émission	Montant
1993-04-01	1978-04-01	44 200 (1)
1993-04-01	1981-11-10	100 000
1993-04-07	1973-04-01	131 532 (2)
1993-04-07	1983-04-07	169 749
1993-05-01	1979-05-01	1 764 (3)
1993-05-01	1979-05-01	1 380 (3)
1993-08-25	1983-08-25	150 000
1993-09-15	1972-03-15	42 367 (4)
1993-11-05	1980-11-05	34 039
1993-11-08	1976-10-06	50 000 (5)
1993-11-07	1981-05-07	98 300
1993-11-07	1981-05-07	100 000
1993-12-05	1983-12-05	125 000
1993-12-05	1983-12-22	75 000
1993-12-15	1971-12-15	24 594 (6)
1993-12-16	1977-12-16	125 000 (7)
1993-12-16	1978-03-01	110 000 (7)
1993-12-22	1980-12-22	12 600 (3)
1993-12-22	1980-12-22	12 400 (3)
1993-12-22	1981-02-24	16 400 (3)
1993-12-22	1981-02-24	18 600 (3)
1994-02-27	1984-02-27	132 000
1994-02-27	1984-08-13	62 192
		1 637 117

OBLIGATIONS NON NÉGOCIABLES

Gouvernement du Canada		
Régime de pensions du Canada		
Diverses	1973-1974	8 133

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

REBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

OBLIGATIONS REMBOURSABLES À DEMANDE

Obligations d'épargne du Québec

1993-06-01	1983-06-01	145 761
1994-06-01	1984-06-01	9 588
1995-06-01	1980-06-01	5 396
1995-06-01	1985-06-01	4 003
1996-06-01	1981-06-01	1 670
1996-06-01	1986-06-01	4 651
1996-06-01	1989-06-01	8 638
1997-06-01	1982-06-01	4 132
1997-06-01	1987-06-01	5 133
1998-06-01	1988-06-01	6 122
2000-06-01	1990-06-01	24 976
2001-06-01	1991-06-01	43 145
2002-06-01	1992-06-01	195 221
2003-06-01	1993-06-01	79 076

537 512

Total des obligations

2 182 762

BILLETS

Date d'échéance	Date d'émission	Montant
--------------------	--------------------	---------

Gouvernement du Canada

Zones spéciales

1993-04-01 1972 - 1979-04-01

25 249

Institutions universitaires (assumées)

Diverses 1963 - 1967

1 388

Total des billets

26 637

Total des obligations et billets en monnaie du Canada

2 209 399

FINANCEMENT (suite)

Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale	
		Unités monétaires en monnaie étrangère (*)	En équivalent canadien (*)
		\$US	
1993-07-01	1981-07-01	70 240	88 306
1993-09-30	1967-03-01	35 718	44 904 (8)
1993-10-01	1983-10-01	100 000	125 720
1993-11-15	1973-11-15	350	440
1994-02-01	1984-02-01	130 000	163 436
Total des obligations		336 308	422 806

BILLETS

1993-06-25	1986-06-24	12 519	15 739 (9)
1993-12-24	1986-06-24	12 519	15 739 (9)
Total des billets		25 038	31 478
Total des obligations et billets en monnaie des États-Unis		361 346	454 284

EN MONNAIE DE LA SUISSE

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale	
		Unités monétaires en monnaie étrangère (*)	En équivalent canadien (*)
		FS	
Diverses	1987-07-15	5 000	4 215 (10)
Diverses	1986-11-20	800	675 (10)
Total des obligations en monnaie de la Suisse		5 800	4 890

PLUS: CONTRIBUTIONS AUX FONDS D'AMORTISSEMENT

73 045 (11)

Emprunts remboursés

2 741 618

FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

- (*) Les unités monétaires en monnaies étrangères et en monnaie du Canada tiennent compte des contrats d'échange de devises et sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1993.
- (1) Obligations échéant le 1^{er} avril 1998 remboursées par anticipation le 1^{er} avril 1993, tel que permis par l'option.
 - (2) Emprunt en monnaie des États-Unis de 105 651 000 \$US ayant fait l'objet d'un contrat de change en monnaie du Canada, échéant le 1^{er} avril 2003 et remboursé par anticipation le 7 avril 1993, tel que permis par l'option.
 - (3) Obligations rachetées par le Gouvernement afin de satisfaire à une clause de remboursement contractuel obligatoire d'un montant ou pourcentage de la valeur nominale déterminé.
 - (4) Obligations échéant le 15 mars 1996 remboursées par anticipation le 15 septembre 1993, tel que permis par l'option.
 - (5) Obligations échéant le 6 novembre 1996 remboursées par anticipation le 8 novembre 1993, tel que permis par l'option.
 - (6) Obligations échéant le 15 décembre 1996 remboursées par anticipation le 15 décembre 1993, tel que permis par l'option.
 - (7) Obligations échéant le 16 décembre 1996 remboursées par anticipation le 16 décembre 1993, tel que permis par l'option.
 - (8) Obligations échéant le 1^{er} mars 1997 remboursées par anticipation le 30 septembre 1993, tel que permis par l'option.
 - (9) Billets en yen d'une valeur de 1 650 000 000 ¥ chacun venant à échéance le 25 juin 1993 et le 24 décembre 1993 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis.
 - (10) Obligations rachetées par le Gouvernement afin de satisfaire à l'amortissement annuel requis lorsque le prix de l'obligation sur le marché est inférieur ou égal au pair.
 - (11) Après avoir déduit des contributions des fonds d'amortissement de 98 675 379 \$ au fonds consolidé du revenu lors des remboursements d'emprunts.

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1994

SOMMAIRE

(en milliers de dollars)

	Total En équivalent canadien (**)
BILLETS DE TRÉSORERIE	
En monnaie du Canada	12 402
OBLIGATIONS ET BILLETS	
En monnaie du Canada	20 060
Total en monnaie du Canada	32 462
Contributions aux fonds d'amortissement	1 177
	33 639

DÉTAIL

Billets de trésorerie

EN MONNAIE DU CANADA

Date d'échéance	Date d'émission	Montant
1993-11-03	1993-03-11	12 402 (1)

BILLETS

1993-04-26	1991-12-20	20 060
Total en monnaie du Canada		32 462
PLUS: CONTRIBUTIONS AUX FONDS D'AMORTISSEMENT		1 177
Emprunts remboursés pour le fonds de financement		33 639

(1) Billets de trésorerie	En équivalent canadien (**)
Remboursés	702 897 (i)
Émis	690 495
Net	12 402

(i) Incluant 9 800 000 \$US ayant fait l'objet d'un contrat de change à terme en monnaie du Canada pour 12 401 900 \$.

(**) Équivalent canadien de la valeur de réalisation ou de la valeur nominale à la date de réalisation de l'emprunt.

SECTION 3

ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIFau 31 mars 1994

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ACTIF	
Placements temporaires	3-2
Débiteurs	3-4
Intérêts courus sur placements	3-5
Placements	3-6
Continuité de la provision pour créances douteuses	3-26
Frais reportés	3-27
 PASSIF	
Emprunts temporaires	3-28
Continuité du compte d'accords de perception fiscale	3-29
Créditeurs et frais courus	3-29
Intérêts courus sur emprunts	3-29
Continuité de la provision pour perte sur placements en actions	3-30
Continuité du compte Régimes de retraite	3-30
Sommaire des emprunts	3-31
Emprunts	3-32
Fonds de financement	3-43
Fonds d'amortissement	3-47
Provenance et utilisation des fonds d'amortissement	3-48
Échéancier sommaire des emprunts	3-49
Engagements	3-50
Échéancier sommaire des engagements pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital	3-51
Détail des engagements	3-52
Emprunts garantis	3-74

ACTIF

PLACEMENTS TEMPORAIRES

Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

Détail	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Montant	
				1994	1993
En monnaie du Canada:					
Banque Canadienne Impériale de Commerce					125 180
Banque de Montréal	1994-03-31	1994-04-04	4,5000	100 000	24 746
Banque de Montréal					24 905
Banque de Montréal					24 886
Banque Fuji du Canada					20 000
Banque Laurentienne du Canada	1994-03-28	1994-04-05	4,5000	50 000	25 000
Banque Laurentienne du Canada	1994-03-30	1994-04-06	4,7000	50 000	60 000
Banque Nationale du Canada	1994-03-25	1994-04-05	4,3000	50 000	6 992
Banque Nationale du Canada	1994-03-29	1994-04-05	4,5000	100 000	24 892
Banque Nationale du Canada	1994-03-31	1994-04-05	4,7500	100 000	9 357
Banque Nationale du Canada	1994-03-30	1994-04-06	4,7000	50 000	14 844
Banque Nationale du Canada	1994-03-30	1994-04-07	4,7000	50 000	15 207
Banque Nationale du Canada					32 835
Banque Nationale du Canada					24 747
Banque Nationale du Canada					1 980
Banque Nationale du Canada					100 000
Banque National Westminster du Canada					40 000
Banque Royale du Canada					10 213
Banque Royale du Canada					14 936
Banque Royale du Canada					4 949
Banque Royale du Canada					24 887
Banque Royale du Canada					3 632
Banque Royale du Canada					19 792
Banque Toronto-Dominion	1994-03-30	1994-04-06	4,7500	100 000	6 892
Banque Toronto-Dominion					37 856
Banque Toronto-Dominion					6 973
Banque Toronto-Dominion					24 744
Banque Toronto-Dominion					24 883
Banque Toronto-Dominion					4 978
Banque Toronto-Dominion					150 000
Burns Fry Ltée	1994-03-31	1994-04-05	4,7500	50 000	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1994-03-29	1994-04-05	4,4000	50 000	15 000
Caisse Centrale Desjardins du Québec					40 000
Caisse Centrale Desjardins du Québec					75 000
Caisse Centrale Desjardins du Québec					50 000
Caisse Centrale Desjardins du Québec					50 000
Caisse Centrale Desjardins du Québec					19 000
Caisse de dépôt et placement du Québec					4 855
CIBC Wood Gundy					19 940
CIBC Wood Gundy					5 970
CIBC Wood Gundy					13 962
CIBC Wood Gundy					24 957
CIBC Wood Gundy					7 991
CIBC Wood Gundy					24 746
CIBC Wood Gundy					24 875
CIBC Wood Gundy					24 876
CIBC Wood Gundy					24 885
CIBC Wood Gundy					4 978
CIBC Wood Gundy					15 869
Citibanque Canada					20 000
Concept Techniques Institutionnelles Inc.	1994-03-30	1994-04-05	4,5900	24 981	14 939
Concept Techniques Institutionnelles Inc.					4 977
Crédit Suisse Canada					25 000
Fonds d'amortissement:					
Emprunts de Commissions scolaires					996
Emprunts de Commissions scolaires					994
Emprunts de Commissions scolaires					3 974
Emprunts de Commissions scolaires					993
Emprunts de Commissions scolaires					6 544

ACTIF (suite)
 PLACEMENTS TEMPORAIRES (suite)
 Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Montant	
				1994	1993
Détail (suite)					
En monnaie du Canada (suite):					
Bons du trésor:					
Gouvernement du Québec	1994-03-25	1994-06-23	4,7020	74 141	24 054
Gouvernement du Québec	1994-03-31	1994-06-30	5,5200	24 660	98 306
Merrill Lynch Canada Inc.	1994-03-30	1994-04-05	4,7000	100 000	31 873
Merrill Lynch Canada Inc.	1994-03-31	1994-04-04	4,7000	100 000	4 984
Merrill Lynch Canada Inc.	1994-03-31	1994-04-04	4,7000	50 000	19 900
Merrill Lynch Canada Inc.					5 951
Nesbitt Thompson Ltée	1994-03-31	1994-04-04	4,7500	26 531	24 746
Nesbitt Thompson Ltée	1994-03-31	1994-04-04	4,7500	73 311	50 000
Nesbitt Thompson Ltée	1994-03-31	1994-04-04	4,5000	90 537	50 000
Nesbitt Thompson Ltée	1994-03-31	1994-04-04	4,5000	44 352	75 500
Nesbitt Thompson Ltée					24 500
Nesbitt Thompson Ltée					40 000
Nesbitt Thompson Ltée					85 000
RBC Dominion Securities Inc.	1994-03-31	1994-04-07	4,6500	99 911	31 673
RBC Dominion Securities Inc.	1994-03-04	1994-05-12	3,6700	9 931	8 476
RBC Dominion Securities Inc.					17 979
RBC Dominion Securities Inc.					9 789
RBC Dominion Securities Inc.					24 876
Richardson Greenshields du Canada Ltée	1994-03-31	1994-04-04	4,5000	100 000	
Richardson Greenshields du Canada Ltée	1994-03-31	1994-04-04	4,5000	100 000	
Scotia Mcleod					24 871
Scotia Mcleod					29 908
Scotia Mcleod					9 970
Scotia Mcleod					19 729
Scotia Mcleod					38 601
Scotia Mcleod					34 826
Scotia Mcleod					14 929
Scotia Mcleod					49 770
Scotia Mcleod					14 848
Société Générale Canada					20 000
Société Générale Canada					20 000
En monnaie des États-Unis:					
Citibanque (1)	1994-03-31	1994-04-01	2,1000	5 739	
				1 674 094	2 340 686

(1) Équivalent canadien.

DÉBITEURS

Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

	Agents et mandataires - remises d'avril		Autres débiteurs		Total	
	1994	1993	1994	1993	1994	1993
Par catégorie et sous-catégorie de revenus						
Impôts sur les revenus et les biens:						
Impôt sur le revenu des particuliers	446 800	380 445	1 029 054	939 438	1 475 854	1 319 883
Contributions des employeurs au fonds des services de santé	101 100	92 070			101 100	92 070
Impôts des sociétés			249 552	199 001	249 552	199 001
Droits de successions			2 925	6 183	2 925	6 183
Taxes à la consommation:						
Vente au détail	444 191	600 351	334 223	269 770	778 414	870 121
Carburants	100 526	101 159	19 337	10 720	119 863	111 879
Tabac	14 142	28 234	25 936	24 010	40 078	52 244
Pari mutuel	158	887	148		306	887
Droits et permis:						
Ressources forestières			15 814	8 952	15 814	8 952
Véhicules automobiles	48 075	42 285			48 075	42 285
Autres	8 440	6 779	16 928	24 568	25 368	31 347
Revenus divers:						
Ventes de biens et services			356 105	326 985 (1)	356 105	326 985 (1)
Autres			260 201	207 587	260 201	207 587
Revenus provenant des entreprises et organismes du gouvernement -						
Dividendes:						
Société des alcools du Québec			20 000	25 000	20 000	25 000
Total des revenus autonomes	1 163 432	1 252 210	2 330 223	2 042 214 (1)	3 493 655	3 294 424 (1)
Transferts du gouvernement du Canada:						
Aide financière - Catastrophes			110 744	106 987	110 744	106 987
Aide juridique			4 167	6 306	4 167	6 306
Assurance - Récolte			3 115	1 191	3 115	1 191
Bilinguisme			22 713	18 012	22 713	18 012
Enseignement aux enfants indiens			96 833	78 739	96 833	78 739
Formation des chômeurs			13 109	6 958	13 109	6 958
Formation professionnelle des adultes			52 060	50 144	52 060	50 144
Réadaptation professionnelle des invalides			21 859	19 292	21 859	19 292
Référendum 92			47 358	47 358	47 358	47 358
Réseau routier de l'Outaouais			13 761	12 304	13 761	12 304
Services de traitements et de réadaptation			6 230	2 559	6 230	2 559
Transport aérien			6 302	12 314	6 302	12 314
Autres (2)			12 041	11 411 (1)	12 041	11 411 (1)
Total des transferts du gouvernement du Canada			410 292	373 575 (1)	410 292	373 575 (1)
Total des revenus	1 163 432	1 252 210	2 740 515	2 415 789 (1)	3 903 947	3 667 999 (1)

DÉBITEURS (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

	Agents et mandataires - remises d'avril		Autres débiteurs		Total	
	1994	1993	1994	1993	1994	1993
Par catégorie et sous-catégorie de revenus (suite)						
Comptes à fin déterminée:						
Revenus divers						
Ventes de biens et services:						
Gestion de la T.P.S. -						
Opération				370		
Gestion de la T.P.S. -						
Implantation			8 333	15 000	8 333	15 000
Revenus autonomes de						
l'Assemblée nationale			41	53	41	53
Transferts du gouvernement du						
Canada - Autres programmes						
Développement forestier			4 471	13 880	4 471	13 880
Développement minéral			4 771		4 771	
Programme stratégique Canada-						
Québec d'amélioration routière			22 860		22 860	
Autres (3)			5 748	1 123	5 748	1 123
Total des comptes à fin déterminée			46 224	30 426	46 224	30 426
Dépenses et autres			241 209	220 833	241 209	220 833
Total des débiteurs	1 163 432	1 252 210	3 027 948	2 667 048 (1)(3)	4 191 380	3 919 258 (1)(3)
Moins: Provision pour						
créances douteuses			814 278	706 975	814 278	706 975
	<u>1 163 432</u>	<u>1 252 210</u>	<u>2 213 670</u>	<u>1 960 073 (1)(3)</u>	<u>3 377 102</u>	<u>3 212 283 (1)(3)</u>

(1) Redressements pour tenir compte de la présentation des comptes à fin déterminée.

(2) Comprend des montants inférieurs à 3 000 000 \$.

(3) Après avoir déduit des créances radiées de 110 293 000 \$.

INTÉRÊTS COURUS SUR PLACEMENTS
Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

	1994	1993
Entreprises et organismes du gouvernement du Québec:		
Sidbec	207	
	<u>207</u>	
Municipalités et organismes municipaux	2 027	2 968
Particuliers, sociétés et autres	209	1 671
Placements temporaires et comptes de banque	435	4 537
	<u>2 878</u>	<u>9 176</u>

PLACEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

		Actions	
		1994	1993
Sommaire			
1	Entreprises et organismes du gouvernement du Québec	12 173 373 40 610 (1)	11 432 430 40 610 (1)
2	Municipalités et organismes municipaux (voir page 3-16)		
	Projets d'investissements dans le développement	A	
	Programmes des zones spéciales	B	
	Autres projets	C	
		14 000	14 000
3	Particuliers, sociétés et autres (voir page 3-24)	12 227 983	11 487 040

		Actions	
		1994	1993
1	Entreprises et organismes du gouvernement du Québec		
1	Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers		
2	Hydro-Québec	10 881 509	10 120 509
3	Loto-Québec	14 191	12 876
4	Office du crédit agricole du Québec		
5	Radio-Québec		
6	Sidbec		
7	Société de développement industriel du Québec	32 944 (1)	32 944 (1)
8	Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec - REXFOR	164 278	136 764
9	Société des alcools du Québec	32 895	37 500
10	Société des établissements de plein air du Québec	15 424	33 892
11	Société des Traversiers du Québec		363
12	Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	1 624	1 716
13	Société générale de financement du Québec	564 834	589 963
14	Société générale des industries culturelles	19 773	15 530
15	Société immobilière du Québec	84 030	83 785
		7 666 (1)	7 666 (1)
16	Société québécoise des transports	339	2 397
17	Société québécoise d'exploration minière	68 396	106 198
18	Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	102 218	96 476
19	Société québécoise d'initiatives pétrolières	223 862	194 461
		12 173 373 40 610 (1)	11 432 430 40 610 (1)

Note: Les actions sont inscrites selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Les dotations et les obligations et billets le sont au coût alors que les prêts et avances le sont à la valeur de réalisation.

(1) Dotations

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1994	1993	1994	1993	1994	1993
9 000	9 000	74 325	66 754	12 256 698 40 610 (1)	11 508 184 40 610 (1)
2 920	4 523			2 920	4 523
29 390	32 137	5 459	5 620	34 849	37 757
1	1	3 292	3 292	3 293	3 293
32 311	36 661	8 751	8 912	41 062	45 573
		220 494	301 130	234 494	315 130
41 311	45 661	303 570	376 796	12 572 864	11 909 497

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1994	1993	1994	1993	1994	1993
		10 000	10 000	10 000	10 000 1
		6 500	6 522	10 888 009	10 127 031 2
				14 191	12 876 3
		100	100	100	100 4
		1 800	1 800	1 800	1 800 5
		7 424		7 424	7 424 6
				32 944 (1)	32 944 7
		48 501	48 332	212 779	185 096 8
				32 895	37 500 9
				15 424	33 892 10
					363 11
				1 624	1 716 12
				564 834	589 963 13
				19 773	15 530 14
				84 030	83 785 15
				7 666 (1)	7 666
				339	2 397 16
				68 396	106 198 17
9 000	9 000			111 218	105 476 18
				223 862	194 461 19
9 000	9 000	74 325	66 754	12 256 698 40 610 (1)	11 508 184 40 610 (1)

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

		1994	1993
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers			
L.R.Q., c. A-29.1, aa. 23.2 et 23.3	Avances	10 000	10 000

Selon les dispositions de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, avancer au Fonds les montants nécessaires pour l'application de cette loi.

Au 31 mars 1994, les taux d'intérêt et les modalités de remboursements de ces avances n'étaient pas déterminés.

Hydro-Québec
 L.R.Q., c. H-5, a. 3.2 et 28

Actions	10 881 509	10 120 509
Avances	6 500	6 522
	<u>10 888 009</u>	<u>10 127 031</u>

Le fonds social autorisé de la Société est de 5 000 000 000 \$ divisé en 50 000 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune. Ces actions sont attribuées au ministre des Finances et peuvent être acquises par ce dernier avec l'approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1994, le ministre des Finances détient 1 certificat totalisant 43 741 090 actions. Ces actions ont été attribuées au ministre des Finances et imputées au total des réserves de la Société au 31 décembre 1980 au montant de 4 374 109 000 \$.

Au 31 mars 1994, ces actions ont une valeur de consolidation de 10 881 509 000 \$.

Au 31 mars 1994, les avances en cours s'élèvent à 6 500 000 \$ remboursable jusqu'en l'an 1998, par Nouveler Inc., filiale d'Hydro-Québec. Ces avances sont sans intérêt.

Loto-Québec
 L.R.Q., c. S-13.1, aa. 5 et 6

Actions	14 191	12 876
----------------	--------	--------

Le fonds social autorisé de la Société est de 170 000 \$ divisé en 1 700 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.

Au 31 mars 1994, le Ministre détient 1 certificat totalisant 1 700 actions pour un coût de 170 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 14 191 000 \$.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1994	1993
Radio-Québec		
L.R.Q., c. S-11.1, a. 26	Avances 1 800	1 800

La Loi sur la Société de radio-télévision du Québec prévoit que le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, à même le Fonds consolidé du revenu, tout montant jugé nécessaire à l'exécution de son mandat.

Au 31 mars 1994, le ministre des Finances a consenti une avance de 1 800 000 \$ à Radio-Québec sans intérêt et sans échéance déterminée aux fins de la constitution d'un fonds spécifique de production de matériel audio-visuel à caractère éducatif.

Sidbec
 L.R.Q., c. E-14, aa. 1, 14, 14.1 et 16 et
 L.Q., 1988, c. 70, aa. 9 et 10

Avances 7 424

Le fonds social autorisé de la Société est de 800 000 000 \$. Il est divisé en 80 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune.

Au 31 mars 1994, le ministre des Finances détenait 64 589 398 actions ordinaires acquises pour 663 559 980 \$ dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 745 384 000 \$ (711 850 000 \$ en 1993) de cette entreprise.

Le ministre des Finances est autorisé à avancer à la compagnie tout montant jugé nécessaire pour la poursuite des opérations ou l'exécution des obligations de la compagnie aux conditions que détermine le Gouvernement.

Ces avances, remboursables à la demande du ministre des Finances, totalisent 7 424 153 \$ au 31 mars 1994 et portent intérêt au taux bancaire préférentiel.

Société de développement de la Baie James
 L.R.Q., c. D-8, aa. 24 et 25

Actions

Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 000 \$ divisé en 10 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu et ce, au rythme de 10 000 000 \$ par année durant 10 ans. Cependant, advenant que le versement à l'égard d'une année ne soit pas fait ou ne le soit que partiellement, il peut être versé subséquemment.

Au 31 mars 1994, le Ministre détient 54 certificats totalisant 6 000 000 d'actions pour un coût de 60 000 000 \$ dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 93 560 000 \$ (72 456 000 \$ en 1993) de cette entreprise.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1994	1993
Société de développement industriel du Québec		
L.R.Q., c. S-11.01, a. 46.1		
Dotation	32 944	32 944
<p>Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, 100 000 000 \$ pour la constitution d'une dotation qui doit être affectée au remboursement d'avances consenties par le ministre des Finances à la Société.</p> <p>Au 31 mars 1994, le Ministre avait versé 32 944 115 \$ à ce titre qui fut appliqué au remboursement des avances consenties par le Ministre.</p>		
Société de financement agricole		
L.Q., 1992, c. 32		
L.R.Q., c. C-78, a. 46.3		
Avances	100	100
<p>Pour l'exécution du mandat de la Loi sur la Société de financement agricole et de celui de la Loi sur le crédit forestier, le ministre des Finances a consenti des avances sans intérêt pour le fonds de roulement de la Société.</p> <p>Au 31 mars 1994, les avances consenties sont de 100 000 \$ et les modalités de remboursements de ces avances n'étaient pas déterminées.</p>		
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec - REDFOR		
L.R.Q., c. S-12, aa. 4, 6, 7, 7.1 et 22		
L.Q., 1990, c. 16, aa.1 et 2		
Actions	164 278	136 764
Avances	48 500	48 332
	212 778	185 096
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 300 000 000 \$ divisé en 3 000 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 2 862 500 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1994, le ministre des Finances détient 61 certificats totalisant 2 473 900 actions pour un coût de 247 390 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 164 278 000 \$.</p> <p>De plus, le Gouvernement peut autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution du mandat de la Société, y compris une somme maximale de 25 000 000 \$ pour l'acquisition de machinerie et d'équipement, l'aménagement d'installations et l'érection de constructions.</p> <p>Au 31 mars 1994, les avances en cours totalisent 48 500 291 \$. Des avances totalisant 43 680 000 \$ ont été consenties sans intérêt dont 13 680 000 \$ (valeur nominale) pour le financement de l'accord avec les industries I.T.T. du Canada Ltée, 5 000 000 \$ pour Cascades (Port-Cartier) Inc. et 25 000 000 \$ pour l'implantation d'une usine de pâte à Matane. Une avance de 4 820 291 \$ dont 2 320 291 \$ représentant de l'intérêt capitalisé au taux préférentiel bancaire plus 1 % également a été consentie.</p>		

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1994	1993
Société des alcools du Québec		
L.R.Q., c. S-13, aa. 5 et 6		
Actions	32 895	37 500

Le fonds social de la Société est de 30 000 000 \$ divisé en 300 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.

Au 31 mars 1994, le ministre des Finances détient 1 certificat totalisant 300 000 actions pour un coût de 30 000 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 32 895 000 \$.

Société des établissements de plein air du Québec		
L.R.Q., c. S-13.01, aa. 20, 21, 24 et 26		
Actions	15 424	33 892

Le fonds social autorisé de la Société est de 75 000 000 \$ divisé en 750 000 actions d'une valeur de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances, à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.

Pour l'exécution de son mandat, le Gouvernement a transféré à la Société, des biens meubles et immeubles pour une valeur de 26 861 700 \$. À titre de paiement, la Société a émis 268 617 actions en faveur du ministre des Finances. Le ministre des Finances a également versé 23 525 000 \$ pour 235 250 actions.

Au 31 mars 1994, le ministre des Finances détient 20 certificats totalisant 503 867 actions dont la valeur de consolidation est de 15 424 000 \$.

Société des Traversiers du Québec		
L.R.Q., c. S-14, aa. 4 et 5		
Actions		363

Le fonds social autorisé de la Société est de 10 000 000 \$ divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune réservées au ministre des Finances.

Au 31 mars 1994, le Ministre détient 2 certificats totalisant 15 000 actions pour un coût de 1 500 000 \$ dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 2 802 000 \$ (1 137 000 \$ en 1993) de cette entreprise.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1994	1993
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud L.R.Q., c. S-16.01, aa. 11 et 12		
Actions	1 624	1 716

Le fonds social autorisé de la Société est de 1 000 \$ divisé en 1 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 \$ chacune, lesquelles peuvent être attribuées aux gouvernements du Québec et du Canada dans des proportions respectives de 60 % et 40 %.

Le ministre des Finances est autorisé à souscrire au nom du gouvernement du Québec 600 \$ payables à même le Fonds consolidé du revenu pour 600 actions ordinaires de la Société. De plus, il est autorisé à acheter, à leur valeur nominale, les actions de la Société détenues par le gouvernement du Canada, sur réception d'un avis du ministre de l'Expansion industrielle régionale du Canada indiquant l'intention du gouvernement du Canada de retirer sa participation dans la Société.

Au 31 mars 1994, le ministre des Finances a versé 600 \$ dans la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud. Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie détient 1 certificat totalisant 600 actions de la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud pour un coût de 600 \$ dont la valeur de consolidation est de 1 624 000 \$.

Société générale de financement du Québec
L.R.Q., c. S-17, aa. 6, 8, 10 et 11

Actions	564 834	589 963
----------------	----------------	----------------

Le fonds social autorisé de la Société est de 415 000 000 \$ divisé en 41 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune. Les actions de la Société sont réservées au gouvernement du Québec. Le ministre des Finances est autorisé à acquérir, à même le Fonds consolidé du revenu, 41 500 000 actions ordinaires.

Au 31 mars 1994, le ministre des Finances a versé 343 768 481 \$ et détient 55 certificats totalisant 34 749 995 actions ordinaires. La valeur de consolidation de ce placement en actions est de 564 834 000 \$.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
 Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1994	1993
Société générale des industries culturelles L.R.Q., c. S-17.01, aa. 17, 18, 19 et 19.1		
Actions	19 773	15 530

Le fonds social autorisé de la Société est de 20 000 000 \$ divisé en 200 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu; les paiements peuvent être faits en un ou plusieurs versements dont le montant et les conditions sont déterminés par le Gouvernement.

Au 31 mars 1994, le ministre des Finances détient 21 certificats pour 195 000 actions au coût de 19 500 000 \$. La valeur de consolidation de ce placement est de 19 773 000 \$.

Société immobilière du Québec
 L.R.Q., c. S-17.1, aa. 24, 31 et 64

Actions	84 030	83 785
Dotation	7 666	7 666
	91 696	91 451

Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 000 \$ divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$.

Pour l'exécution de son mandat, le Gouvernement a transféré à la Société des biens meubles et immeubles pour une valeur de 527 984 632 \$. À titre de paiement, la Société a émis 80 001 000 \$ d'actions et un billet à demande de 447 984 632 \$ ne portant pas intérêt en faveur du ministre des Finances. Le solde dû sur le billet est nul au 31 mars 1994.

Au 31 mars 1994, le ministre des Finances détient 2 certificats totalisant 80 001 actions pour un coût de 80 001 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 84 030 000 \$.

Depuis le 1^{er} octobre 1984, la Société s'est substituée à la Société de développement immobilier du Québec et, en cette qualité, elle en assume les pouvoirs, les obligations et en acquiert les droits. Une somme de 7 666 100 \$, ne portant pas intérêt et sans condition de remboursement, avait été versée par le ministre des Finances à la Société de développement immobilier du Québec et représente au 31 mars 1994 une dotation du ministère des Finances en faveur de la Société.

Société nationale de l'amiante
 L.R.Q., c. S-18.2, aa. 11 et 13

Actions		
----------------	--	--

Le fonds social autorisé de la Société est de 250 000 000 \$ divisé en 250 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1994, le ministre des Finances détient 67 certificats totalisant 158 369 actions pour un coût de 158 369 000 \$ dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 171 701 000 \$ (187 950 000 \$ en 1993) de cette entreprise.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
 Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

		1994	1993
Société québécoise des transports			
L.R.Q., c. S-22.1, aa. 23 et 25	Actions	339	2 397

Le fonds social autorisé de la Société est de 75 000 000 \$ divisé en 750 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1994, le ministre des Finances détient 5 certificats pour 286 798 actions ordinaires pour un coût de 28 679 800 \$.

De plus, le ministre des Transports détient 3 certificats pour 6 666 666 actions privilégiées de catégorie B, participantes, convertibles, sans valeur nominale de 1848-7199 Québec Inc. (filiale de cette Société) qu'il a acquis en 1981 pour 15 000 000 \$.

La valeur de consolidation de ce placement au 31 mars 1994 est de 339 000 \$.

Société québécoise d'exploration minière - SOQUEM
 L.R.Q., c. S-19, aa. 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 11.1 et 21.1

Actions	68 396	106 198
----------------	---------------	----------------

Le fonds social autorisé de la Société est de 125 000 000 \$ divisé en 12 500 000 actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, dont 6 750 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.

Le Ministre peut, avec l'approbation préalable du Gouvernement et aux conditions qu'il détermine, demander à la Société de procéder à la réduction de toute partie de son capital-actions émis et payé et à un remboursement correspondant de capital.

Au cours de l'exercice 1988-1989 et 1993-1994, le ministre des Finances a demandé à la Société de procéder à la réduction de 25 000 000 \$ et 39 000 000 \$ de son capital-actions émis et payé et à un remboursement correspondant de capital. Cette réduction n'a eu aucun effet sur son capital-actions autorisé.

Au 31 mars 1994, le Ministre détient 17 certificats totalisant 4 660 000 actions pour un coût de 46 600 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 68 396 000 \$.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
 Entreprises et organismes du Gouvernement

(en milliers de dollars)

		1994	1993
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires - SOQUIA L.R.Q., c. S-21, aa. 5, 7 et 7.1			
	Actions	102 218	96 476
	Billets	9 000	9 000
		111 218	105 476

Le fonds social autorisé de la Société est de 85 000 000 \$ divisé en 850 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune, payables par le ministre des Finances sur le Fonds consolidé du revenu dont 560 000 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1994, le Ministre détient 24 certificats totalisant 588 000 actions pour un coût de 58 800 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 102 218 000 \$.

La Société a émis un billet à ordre de 9 000 000 \$ en faveur du gouvernement du Québec à titre de paiement partiel du billet émis antérieurement par Sucre Lantic Ltée. La date de remboursement du billet se situe entre le 15 mars 1998 et le 15 mars 2002.

Société québécoise d'initiatives pétrolières - SOQUIP
 L.R.Q., c. S-22, aa. 4, 6, 7, 8, 9, 9.1, 9.2, 9.2.1 et 9.3

Actions	223 862	194 461
---------	---------	---------

Le fonds social autorisé de la Société est de 255 000 000 \$ divisé en 5 100 000 actions d'une valeur nominale de 50 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 2 600 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1994, le Ministre détient 21 certificats totalisant 4 278 000 actions pour un coût de 213 900 000 \$ dont la valeur de consolidation est de 223 862 000 \$.

NOTE:

Pour plus de détails concernant ces entreprises et organismes dans lesquelles le Gouvernement a investi, il faut consulter leurs états financiers ou le volume " États financiers des entreprises du gouvernement du Québec" publié annuellement, qui comprend la plupart de ces états financiers.

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
2 Municipalités et organismes municipaux			
Municipalités			
1	Alma	A	8 1/8
2	Alma	B	6,7057
3	Beauceville	A	8 27/64
4	Beauport (Giffard)	B	6,948
5	Bécancour	A	8 27/64
6	Bécancour	B	8,5437
7	Bedford	A	8 27/64
8	Bernierville	A	8 1/8
9	Berthier-sur-Mer	A	8 27/64
10	Berthierville	A	8 27/64
11	Boisbriand	A	8 1/8
12	Bonaventure	A	8 27/64
13	Boucherville	A	8 27/64
14	Cap-aux-Meules	A	8 27/64
15	Cap-de-la-Madeleine	B	7,2954
16	Carleton	A	8 27/64
17	Chambly	A	8 27/64
18	Charlesbourg	B	7,8293
19	Charlesbourg (Orsainville)	A	8 27/64
20	Charny	A	8 27/64
21	Châteauguay	A	8 27/64
22	Chicoutimi (Chicoutimi-Nord)	A	8 27/64
23	Cloridorme	A	8 1/8
24	Delisle (St-Coeur-de-Marie)	A	8 27/64
25	Deux-Montagnes	A	8 1/8
26	Deux-Montagnes	B	8,4977
27	Dorion	A	8 27/64
28	Dorion	A	8 27/64
29	East Broughton	A	8 27/64
30	Escoumins (Les)	A	8 1/8
31	Gaspé	A	8 27/64
32	Gatineau	A	8 1/8
33	Grande-Île	A	8 27/64
34	Grande-Rivière	A	8 27/64
35	Grand-Mère	B	7,5053
36	Hébertville	A	8 27/64
37	Iberville	A	8 27/64
38	Kingsbury	A	8 1/8
39	La Baie (Bagotville)	A	8 27/64
40	Lachute	B	9,6455
41	Lachute	B	8,1152
42	Lac-Mégantic	A	8 27/64
43	La Pocatière	A	8 1/8
44	Lebel-sur-Quévillon	A	8 1/8
45	Lévis (Lauzon)	B	7,9396
46	Lévis	A	8 27/64
47	Lévis	B	7,4869
48	Lévis (St-David-de-L'Auberivière)	B	7,2694
49	Longue-Pointe	A	8 27/64
50	Lorraine	A	8 27/64
51	Louiseville	A	8 27/64
52	Macamic	A	8 27/64

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1994	1993	1994	1993	1994	1993
1994-12-15	93 027 \$	178 932 \$			93 027 \$	178 932 \$
2002-03-31	188 174	221 825			188 174	221 825
1995-11-01	3 286	4 736			3 286	4 736
2002-03-31	90 579	106 583			90 579	106 583
1995-03-01	15 171	29 140			15 171	29 140
2006-04-01	161 283	167 953			161 283	167 953
1995-12-01	38 304	55 213			38 304	55 213
1994-12-01	5 446	10 475			5 446	10 475
1995-03-01	5 590	10 738			5 590	10 738
1996-02-01	27 043	38 980			27 043	38 980
1994-12-15	3 717	7 150			3 717	7 150
1996-03-01	8 427	12 146			8 427	12 146
1995-06-01	13 181	18 999			13 181	18 999
1995-05-01	39 041	56 275			39 041	56 275
2005-04-01		130 533				130 533
1995-11-01	7 073	10 195			7 073	10 195
1995-05-01	30 172	43 491			30 172	43 491
2005-04-01	853 722	895 867			853 722	895 867
1995-08-01	190 215	274 181			190 215	274 181
1995-03-01	7 772	14 927			7 772	14 927
1995-04-01	10 053	14 491			10 053	14 491
1995-10-01	91 289	131 587			91 289	131 587
1994-12-01	1 881	3 618			1 881	3 618
1995-12-01	34 018	49 035			34 018	49 035
1994-12-01	2 471	4 753			2 471	4 753
2007-04-01	147 373	152 786			147 373	152 786
1995-03-01	12 904	24 786			12 904	24 786
1995-11-01	60 811	87 655			60 811	87 655
1995-12-01	14 980	27 681			14 980	27 681
1994-12-01	2 256	4 339			2 256	4 339
1996-02-01	18 678	26 923			18 678	26 923
1994-12-15	11 297	31 366			11 297	31 366
1995-06-01	27 651	39 856			27 651	39 856
1996-03-31	84 031	155 281			84 031	155 281
1994-04-01	6 025	11 629			6 025	11 629
1995-03-01	5 532	10 625			5 532	10 625
1996-03-31	18 257	33 737			18 257	33 737
1994-12-15	16 178	31 117			16 178	31 117
1995-10-01	139 028	200 399			139 028	200 399
2007-04-01	424 863	439 075			424 863	439 075
2005-04-01			227 279 \$	238 281 \$	227 279	238 281
1995-03-01	7 089	13 617			7 089	13 617
1994-09-01	23 884	45 940			23 884	45 940
1994-12-01	25 808	49 641			25 808	49 641
2006-04-01	623 948	650 946			623 948	650 946
1995-12-01	72 195	104 064			72 195	104 064
2004-04-01	1 594 292	1 685 868			1 594 292	1 685 868
2003-04-01	287 475	306 626			287 475	306 626
1995-10-01	30 636	44 159			30 636	44 159
1995-05-01	13 512	19 477			13 512	19 477
1996-03-31	24 256	44 823			24 256	44 823
1995-12-01	14 304	20 618			14 304	20 618

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
2 Municipalités et organismes municipaux (suite)			
Municipalités (suite)			
53	Maple Grove	A	8 27/64
54	Matane	A	8 27/64
55	McMasterville	A	8 1/8
56	Métabetchouan	A	8 27/64
57	Mirabel	B	10,0095
58	Mistassini	A	8 27/64
59	Montréal	C	
60	Murdochville	A	8 27/64
61	Normandin	A	8 1/8
62	Notre-Dame-du-Lac	A	8 27/64
63	Oka	B	8,2812
64	Pont-Rouge	A	8 27/64
65	Port-Cartier	B	7,3603
66	Port-Cartier	B	8,2048
67	Port-Cartier	B	7,7314
68	Port-Cartier	B	8,1621
69	Port-Cartier	B	8,3477
70	Port-Cartier	B	9,3933
71	Port-Cartier	B	7,3540
72	Port-Cartier	B	9,4738
73	Port-Cartier	B	9,9874
74	Princeville	A	8 27/64
75	Québec	B	7,5744
76	Québec	B	7,5846
77	Québec	B	7,9737
78	Québec	B	9,4283
79	Rivière-du-Loup	A	8 27/64
80	Rouyn-Noranda (Rouyn)	A	8 27/64
81	Sacré-Coeur	A	8 27/64
82	Sayabec	A	8 1/8
83	Sept-Îles	B	7,0181
84	Sept-Îles	B	7,2127
85	Sept-Îles	B	7,3766
86	Sept-Îles	B	7,5324
87	Sept-Îles	B	8,6548
88	Sept-Îles	B	9,831
89	Shipshaw	A	8 1/8
90	Ste-Agathe-des-Monts	A	8 27/64
91	Ste-Anne-de-Bellevue	A	8 1/8
92	St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup	A	8 27/64
93	St-Basile-le-Grand	A	8 27/64
94	St-Bernard	A	8 27/64
95	St-Bruno-de-Montarville	A	8 27/64
96	St-Bruno-de-Montarville	A	8 27/64
97	Ste-Catherine	A	8 27/64
98	St-Césaire	A	8 27/64

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1994	1993	1994	1993	1994	1993
1995-05-01	9 105 \$	13 124 \$			9 105 \$	13 124 \$
1995-04-01	97 958	141 200			97 958	141 200
1994-09-01	4 502	8 659			4 502	8 659
1995-11-01	57 075	82 269			57 075	82 269
1997-04-01	139 135	166 382			139 135	166 382
1995-10-01	3 296	4 751			3 296	4 751
			3 291 560 \$	3 291 560 \$	3 291 560	3 291 560
1996-02-01	102 279	147 428			102 279	147 428
1994-09-01	5 710	10 983			5 710	10 983
1995-07-01	11 132	16 046			11 132	16 046
2005-04-01	347 023	363 632			347 023	363 632
1995-07-01	65 845	94 911			65 845	94 911
2003-04-01	270 494	288 422			270 494	288 422
2006-04-01	2 045 908	2 132 699			2 045 908	2 132 699
2005-04-01	165 473	173 696			165 473	173 696
2005-04-01	224 180	234 997			224 180	234 997
2007-04-01	200 676	208 137			200 676	208 137
2007-04-01	361 353	373 692			361 353	373 692
2004-04-01			5 997	6 345	5 997	6 345
2009-04-01			1 302 267	1 336 883	1 302 267	1 336 883
2009-04-01			1 346 144	1 380 226	1 346 144	1 380 226
1995-06-01	8 943	12 891			8 943	12 891
2004-04-01	363 355	384 113			363 355	384 113
2005-04-01	2 569 174	2 698 146			2 569 174	2 698 146
2005-04-01	904 915	949 147			904 915	949 147
2009-04-01		332 906				332 906
1995-05-01	33 407	48 153			33 407	48 153
1995-06-01	30 916	44 564			30 916	44 564
1995-05-01	51 176	73 767			51 176	73 767
1994-12-01	4 716	9 070			4 716	9 070
2002-03-31	252 322	296 746			252 322	296 746
2003-04-01	65 279	75 017			65 279	75 017
2004-04-01	880 927	993 582			880 927	993 582
2004-04-01	2 298 079	2 589 177			2 298 079	2 589 177
2006-04-01	161 203	175 643			161 203	175 643
2009-04-01	2 562 148	2 704 312			2 562 148	2 704 312
1994-12-01	9 256	17 804			9 256	17 804
1995-05-01	8 019	11 560			8 019	11 560
1994-12-01	3 263	6 276			3 263	6 276
1996-03-31	24 256	44 823			24 256	44 823
1995-07-01	69 520	100 208			69 520	100 208
1996-03-31	10 071	18 611			10 071	18 611
1995-07-01	39 764	57 317			39 764	57 317
1996-03-31	47 068	86 977			47 068	86 977
1995-12-01	33 474	48 251			33 474	48 251
1996-02-01	46 970	67 704			46 970	67 704

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
2 Municipalités et organismes municipaux (suite)			
Municipalités (suite)			
99	St-Eugène	A	8 27/64
100	St-Eustache	A	8 27/64
101	St-Eustache	A	8 27/64
102	St-Eustache	B	8,5359
103	St-Eustache	B	9,2891
104	St-Eustache	B	9,1454
105	St-Fabien-de-Panet	A	8 27/64
106	St-Félicien	A	8 27/64
107	St-Ferréol-les-Neiges	B	7,8852
108	Ste-Foy	B	8,2850
109	Ste-Foy	B	9,3614
110	St-Georges	A	8 27/64
111	St-Henri	B	7,1832
112	St-Hippolyte	A	8 27/64
113	St-Hyacinthe	A	8 27/64
114	St-Hyacinthe (La Providence)	A	8 27/64
115	St-Jérôme	B	8,5155
116	St-Jérôme	B	9,6175
117	St-Jovite	A	8 27/64
118	Ste-Lucie-de-Beauregard	C	
119	St-Narcisse	A	8 27/64
120	St-Pascal	A	8 27/64
121	St-Philémon	A	8 27/64
122	St-Raymond	A	8 27/64
123	St-Romuald	B	7,2694
124	Ste-Thècle	A	8 27/64
125	Ste-Thérèse	B	9,3594
126	Ste-Thérèse	B	9,4146
127	Ste-Thérèse	B	8,2758
128	Ste-Thérèse	B	8,6546
129	St-Tite	A	8 27/64
130	St-Zénon	A	8 1/8
131	Terrebonne	A	8 27/64
132	Terrebonne	B	8,2094
133	Tingwick (Chénier)	A	8 27/64
134	Trois-Rivières	B	6,9939
135	Trois-Rivières	B	7,6297
136	Trois-Rivières	B	7,2551
137	Trois-Rivières	B	7,4796
138	Trois-Rivières	B	6,3008
139	Trois-Rivières	B	9,5147
140	Trois-Rivières-Ouest	A	8 27/64
141	Vaudreuil	A	8 27/64
142	Vaudreuil	A	8 27/64
143	Warwick	A	8 27/64
144	Waterloo	A	8 27/64
145	Yamachiche (Ste-Anne-d'Yamachiche)	A	8 27/64

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1994	1993	1994	1993	1994	1993
1995-03-01	9 487 \$	18 223 \$			9 487 \$	18 223 \$ 99
1995-05-01	19 386	27 944			19 386	27 944 100
1996-02-01	78 110	112 591			78 110	112 591 101
2006-04-01	210 266	218 967			210 266	218 967 102
2007-04-01	337 880	349 516			337 880	349 516 103
2007-04-01	38 244	39 577			38 244	39 577 104
1996-03-31	5 001	9 242			5 001	9 242 105
1996-03-01	48 935	70 537			48 935	70 537 106
2005-04-01	263 883	276 860			263 883	276 860 107
2006-04-01	425 921	443 881			425 921	443 881 108
2006-04-01	1 958 509	2 034 692			1 958 509	2 034 692 109
1995-06-01	110 824	159 745			110 824	159 745 110
2002-03-31	8 886	10 438			8 886	10 438 111
1995-11-01	17 163	24 739			17 163	24 739 112
1996-03-31	12 902	23 841			12 902	23 841 113
1995-08-01	117 394	169 215			117 394	169 215 114
2006-04-01	541 613	564 062			541 613	564 062 115
2009-04-01	66 962	68 718			66 962	68 718 116
1996-02-01	39 677	57 191			39 677	57 191 117
2000-11-01	700	800			700	800 118
1995-03-01	4 583	8 803			4 583	8 803 119
1995-12-01	28 811	41 529			28 811	41 529 120
1995-11-01	10 023	14 448			10 023	14 448 121
1995-05-01	17 469	25 181			17 469	25 181 122
2003-04-01	72 477	77 305			72 477	77 305 123
1996-02-01	9 641	13 896			9 641	13 896 124
2006-04-01	45 192	46 951			45 192	46 951 125
2006-04-01	133 994	139 186			133 994	139 186 126
2005-04-01	85 249	89 330			85 249	89 330 127
2006-04-01			292 364 \$	304 356 \$	292 364	304 356 128
1995-03-01	9 317	17 897			9 317	17 897 129
1994-09-01	2 277	4 379			2 277	4 379 130
1995-03-01	23 909	45 925			23 909	45 925 131
2006-04-01	288 585	300 824			288 585	300 824 132
1995-06-01	7 848	11 313			7 848	11 313 133
2002-03-01	531 293	624 947			531 293	624 947 134
2005-04-01	191 933	213 011			191 933	213 011 135
2003-04-01	285 058	327 482			285 058	327 482 136
2004-04-01	140 496	158 350			140 496	158 350 137
2005-04-01	47 845	53 588			47 845	53 588 138
2007-04-01	1 475 868	1 584 439			1 475 868	1 584 439 139
1995-03-01	33 785	64 895			33 785	64 895 140
1995-12-01	93 700	135 062			93 700	135 062 141
1996-02-01	20 331	29 306			20 331	29 306 142
1996-02-01	79 350	114 377			79 350	114 377 143
1996-03-01	89 912	166 148			89 912	166 148 144
1995-03-01	2 418	4 644			2 418	4 644 145
	28 260 670	32 056 645	6 465 611	6 557 651	34 726 281	38 614 296

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Taux %
<hr/>			
2	Municipalités et organismes municipaux (suite)		
	Organismes municipaux		
146	Comité d'enfouissement sanitaire Argenteuil/Deux-Montagnes (Lachute)	B	9,9821
147	Comité intermunicipal Deux-Montagnes (St-Eustache)	B	9,7125
148	Communauté urbaine de Québec (B.A.E.Q.M.)	B	7,445
149	Communauté urbaine de Québec (B.A.E.Q.M.)	B	7,3589
150	Communauté urbaine de Québec	B	7,4754
151	Communauté urbaine de Québec	B	8,3052

Moins: Provision pour créances douteuses

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1994	1993	1994	1993	1994	1993
2009-04-01			445 554 \$	445 554 \$	445 554 \$	445 554 \$ 146
2007-04-01			489 526	489 526	489 526	489 526 147
2002-03-31	2 796 482 \$	3 278 472 \$			2 796 482	3 278 472 148
2004-04-01	727 979	770 130			727 979	770 130 149
2004-04-01	526 023	556 260			526 023	556 260 150
2007-04-01			1 839 383	1 908 001	1 839 383	1 908 001 151
	4 050 484	4 604 862	2 774 463	2 843 081	6 824 947	7 447 943
	32 311 154	36 661 507	9 240 074	9 400 732	41 551 228	46 062 239
			489 000	489 000	489 000	489 000
	32 311 154 \$	36 661 507 \$	8 751 074 \$	8 911 732 \$	41 062 228 \$	45 573 239 \$

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

		Actions	
		1994	1993
3	Particuliers, sociétés et autres		
	Particuliers		
1	Étudiants		
2	Pêcheurs		
3	Autres		
4	Moins: Provision pour créances douteuses		
	Sociétés et autres		
5	Avances aux employés du Gouvernement et fonds locaux		
6	Conseil des cris d'Oujébugoumou		
7	Coopératives		
8	Corporations agricoles		
9	Corporations industrielles		
10	Corporations minières		
11	Corporations touristiques		
12	Fédération québécoise de la faune		
13	Fonds des approvisionnements et services		
14	Fonds d'information géographique et foncière		
15	Fonds de la formation à distance		
16	Fonds de reprographie gouvernementale		
17	Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	10 000 000 \$	10 000 000 \$
18	Fonds du Bureau de la statistique du Québec		
19	Fonds du courrier et de la messagerie		
20	Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger		
21	Fonds des moyens de communication		
22	Fonds du service aérien gouvernemental		
23	Groupe Gérard Saucier Ltée		
24	Pêcheurs		
25	Société de développement autochtone de la Baie James	4 000 000	4 000 000
26	Société de la Loterie Inter-Provinciale Inc.	1	1
27	Université de Sherbrooke		
		14 000 001	14 000 001
28	Moins: Provision pour créances douteuses		
		14 000 001	14 000 001
		14 000 001 \$	14 000 001 \$

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1994	1993	1994	1993	1994	1993
		188 062 564 \$(1)	153 675 829 \$	188 062 564 \$	153 675 829 \$ 1
		7 928 504 (1)	11 248 391	7 928 504	11 248 391 2
		189 588	487 978	189 588	487 978 3
		196 180 656	165 412 198	196 180 656	165 412 198
		53 425 387 (1)	48 116 464	53 425 387	48 116 464 4
		142 755 269	117 295 734	142 755 269	117 295 734
		16 240 085 (1)	16 638 980	16 240 085	16 638 980 5
		5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000 6
		144 500	250 630	144 500	250 630 7
		195 149 (1)	227 896	195 149	227 896 8
		37 780 468 (1)	39 348 337	37 780 468	39 348 337 9
		113 000	115 000	113 000	115 000 10
		1 190 578	1 190 578	1 190 578	1 190 578 11
		100 000		100 000	
		6 759 958	18 452 959	6 759 958	18 452 959 13
		448 436	448 436	448 436	448 436 14
			1 500 000		1 500 000 15
		1 236 000	1 208 000	1 236 000	1 208 000 16
				10 000 000	10 000 000 17
		326 000	351 000	326 000	351 000 18
		120 000		120 000	
		200 000	2 150 000	200 000	2 150 000 20
			994 000		994 000 21
			85 861 135		85 861 135 22
		3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000 23
		9 883 692 (1)	11 578 040	9 883 692	11 578 040 24
				4 000 000	4 000 000 25
				1	1 26
		2 237 330	3 728 330	2 237 330	3 728 330 27
		85 475 196	192 543 321	99 475 197	206 543 322
		7 736 478 (1)	8 709 070	7 736 478	8 709 070 28
		77 738 718	183 834 251	91 738 719	197 834 252
		220 493 987 \$	301 129 985 \$	234 493 988 \$	315 129 986 \$

(1) Après déduction des créances radiées de 2 179 130 \$ pour les étudiants, 136 797 \$ pour les pêcheurs et 3 614 742 \$ pour les sociétés et autres.

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES
Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

	Solde au 1 ^{er} avril 1993	Radiations débitées à la provision	Solde après radiations	Provision au 31 mars 1994	Montant porté aux dépenses
DÉBITEURS					
Ministères:					
Affaires municipales	421		421	421	
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	390	268	122	323	201
Culture		2	(2)	106	108
Éducation et Science	382	36	346	507	161
Énergie et Ressources	441	26	415	626	211
Environnement	192		192	193	1
Finances	252	214	38	148	110
Forêts	3 480	86	3 394	3 536	142
Industrie, Commerce et Technologie	990	243	747	854	107
Justice	16 700		16 700	25 894	9 194
Loisir, Chasse et Pêche	423	203	220	792	572
Main-d'œuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle	151 821	4 457	147 364	143 891	(3 473)
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	613		613	1 017	404
Revenu	529 296	104 350	424 946	634 300	209 354
Sécurité publique	13	27	(14)	154	168
Transports	268	64	204	268	64
Travail	1 133	290	843	1 091	248
Autres (1)	158	27	131	156	25
	706 973	110 293	596 680	814 277	217 597
PRÊTS ET AVANCES					
Municipalités et organismes municipaux:					
Comité intermunicipal Deux-Montagnes sud	489		489	489	
Particuliers:					
Étudiants	47 880	2 179	45 701	52 696	6 995
Pêcheurs	236	137	99	691	592
Autres (1)				39	39
	48 116	2 316	45 800	53 426	7 626
Sociétés et autres:					
Corporations agricoles	60	21	39		(39)
Corporations industrielles	7 555	2 186	5 369	5 800	431
Corporations touristiques	200		200	200	
Pêcheurs (corporations)	895	1 407	(512)	1 735	2 247
Autres (1)		1	(1)	1	2
	8 710	3 615	5 095	7 736	2 641
	57 315	5 931	51 384	61 651	10 267
Total	764 288	116 224	648 064	875 928	227 864

(1) "Autres" comprend tout ministère dont le montant de la provision est inférieur à 100 000 \$ au début et/ou à la fin de la période.

FRAIS REPORTÉS

Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

	1994		1993	
	Fonds de financement	Excluant le Fonds de financement	Fonds de financement	Excluant le Fonds de financement
Frais d'émission, escompte et prime	15 734	203 314	(4 125)	157 585
Escompte sur les bons du trésor		32 637		23 436
Compensation pour annulation de contrats d'échange		(166 745)		(133 216)
Instruments financiers de couverture		11 963		(2 727)
	<u>15 734</u>	<u>81 169</u>	<u>(4 125)</u>	<u>45 078</u>

PASSIF
EMPRUNTS TEMPORAIRES
 Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

	Émissions et remboursements
Détail	
En monnaie du Canada:	
Banque ABN Amro du Canada	3 500
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1 034 264
Banque de Montréal	2 149 568
Banque Laurentienne du Canada	16 561
Banque Nationale du Canada	15 765 314
Banque Royale du Canada	3 476 547
Banque Scotia	198 754
Banque Toronto-Dominion	3 458 529
Caisse Centrale Desjardins du Québec	887 175
Caisse de dépôt et placement du Québec	3 135 200
Commission des affaires sociales	21 430
Concept Techniques Institutionnelles Inc.	96 000
Fonds de financement	587 185
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger	7 500
Fonds de la formation à distance	14 800
Fonds de la réforme du cadastre québécois	50 600
Fonds des approvisionnements et services	9 600
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun	74 988
Fonds des registres du ministère de la Justice	225 500
Fonds du service aérien gouvernemental	79 500
Fonds des services de télécommunications	590 200
Fonds des services informatiques	60 700
Fonds d'aide et d'indemnisation des victimes d'actes criminels	5 000
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec	580 578
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	1 428 477
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec	714 045
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec	2 367 580
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement du Québec	3 578 440
Fonds d'information géographique et foncière	16 090
Fonds Les Publications du Québec	47 100
Fonds spécial olympique	3 000
Hydro-Québec	2 081 200
Merrill Lynch Canada Inc.	480 100
Nesbitt Thompson Ltée	244 400
RBC Dominion Securities Inc.	1 446 650
Richardson Greenshields du Canada Ltée	1 070 050
Scotia Mcleod	2 137 770
Valeurs Mobilières Desjardins	130 700
Wood Gundy Inc.	1 633 085
	49 907 680 (1)
Détail - billets de trésorerie	
En monnaie des États-Unis:	
Goldman Sach	33 110
Merrill Lynch	2 644
	35 754 (2)
	49 943 434

(1) Excluant un montant de 47 480 000 \$ pour le Fonds de financement non remboursé au 31 mars 1994.

(2) Équivalent canadien des billets de trésorerie de 27 000 000 \$US.

CONTINUITÉ DU COMPTE D'ACCORDS DE PERCEPTION FISCALE
Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

	Diverses municipa- lités	Fonds de la réforme du cadastre québécois	Fonds spécial olympique	Régie des rentes du Québec	Autres	Total
Solde au début	312 216 (1)	405	(4 209)	47 188	4 743 (1)	360 343
Encaissements	354 758 (2)	269	45 937	2 816 611 (2)	29 485	3 247 060
Remises	330 055	618	37 054	2 832 026	26 669	3 226 422
Solde à la fin	336 919	56	4 674	31 773	7 559	380 981

(1) Reclassés pour fin de comparaison.

(2) Les frais de perception et de redistribution de 15 635 505 \$ pour les Diverses municipalités et de perception de 26 370 447 \$ pour la Régie des rentes du Québec portés aux revenus "Ventes de biens et services" ont été diminués des encaissements.

CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS
Année financière terminée le 31 mars 1994
(en milliers de dollars)

	1994	1993
Transferts aux		
Commissions scolaires	842 620	831 105
Établissements de santé et de services sociaux	180 686	238 905
Institutions d'enseignement:		
Collégiales	50 300	65 032
Universitaires	2 468	3 061
Municipalités et organismes municipaux	31 350	38 106
Organismes et entreprises de Gouvernement	355 003	487 543
Autres bénéficiaires	178 890	128 730
	1 641 317	1 792 482
Traitements et avantages sociaux	170 423	178 065
Fournisseurs et autres	382 442	425 706
	2 194 182	2 396 253

INTÉRÊTS COURUS SUR EMPRUNTS
Année financière terminée le 31 mars 1994
(en milliers de dollars)

	1994		1993	
	Fonds de financement (1)	Excluant le Fonds de financement (1)	Fonds de financement (1)	Excluant le Fonds de financement (1)
En monnaie du Canada	117 252	1 275 944	88 044	1 304 786
En monnaie des États-Unis	3 861	296 149		264 311
En monnaie de l'Allemagne		12 980		19 442
En monnaie de la France		15 090		23 684
En monnaie de la Suisse		47 318		47 828
En monnaie du Japon		67 944		45 149
	121 113	1 715 425	88 044	1 705 200

(1) Les intérêts courus sont présentés en monnaie de destination et tiennent compte des contrats d'échange de devises et de taux d'intérêts.

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR PERTE SUR PLACEMENTS EN ACTIONS
Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

	Solde au début	Déficit des opérations des entreprises du Gouvernement en excédent du coût des actions	Solde à la fin
Sidbec	48 290	33 534	81 824
Société nationale de l'amiante	29 581	(16 249)	13 332
Société de développement de la Baie James	12 456	21 104	33 560
Société des Traversiers du Québec		1 302	1 302
	<u>90 327</u>	<u>39 691</u>	<u>130 018</u>

CONTINUITÉ DU COMPTE RÉGIMES DE RETRAITE
Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

	Solde au début				Solde à la fin	
	Avant déduction de la participation inscrite d'avance	Participation du Gouvernement inscrite d'avance	Excédent de la participation et des cotisations sur les pensions et autres paiements	Versements au fonds d'amortissement	Avant déduction de la participation inscrite d'avance	Participation du Gouvernement inscrite d'avance
R.R.E.G.O.P.	13 552 593	1 826 382	1 009 499		15 300 743	2 565 033
R.R.E.	4 952 404		385 508		5 382 492	44 580
R.R.C.E.	388 318		27 639		434 616	18 659
R.R.F.	1 128 665		81 109		1 217 805	8 031
R.R.S.Q.	1 153 038		119 191		1 291 719	19 490
R.R.M.A.N.	3 050		1 398		4 448	
R.R.J.C.Q.	95 142		12 243		107 385	
R.R.A.P.S.C.	228 309	7 158	30 317		261 075	9 607
R.R.E.F.Q.			1 681		1 681	
	<u>21 501 519</u>	<u>1 833 540</u>	<u>1 668 585 (*)</u>		<u>24 001 964</u>	<u>2 665 400</u>
Fonds d'amortissement des régimes de retraite				(853 463)	(853 463)	
	<u>21 501 519</u>	<u>1 833 540</u>	<u>1 668 585 (*)</u>	<u>(853 463)(**)</u>	<u>23 148 501</u>	<u>2 665 400</u>

(*) Voir le détail à la page 1-8.

(**) Y compris les revenus du fonds de 3 462 938 \$ au 31 mars 1994.

- R.R.E.G.O.P. = Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.
 R.R.E. = Régime de retraite des enseignants.
 R.R.C.E. = Régime de retraite de certains enseignants.
 R.R.F. = Régime de retraite des fonctionnaires.
 R.R.S.Q. = Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.
 R.R.M.A.N. = Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale.
 R.R.J.C.Q. = Régime de retraite des juges de la Cour du Québec.
 R.R.A.P.S.C. = Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels.
 R.R.E.F.Q. = Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec.

EMPRUNTS

Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

Sommaire

		En milliers d'unités monétaires (1)	Total En équivalent canadien
Bons du trésor	SCAN	3 475 000	3 475 000
Billets de trésorerie			
En monnaie du Canada	SCAN	420 725	420 725
En monnaie des États-Unis	\$US	441 850	611 388 (2)
			1 032 113
Obligations et billets			
En monnaie du Canada	SCAN	23 924 705	23 924 705
En monnaie des États-Unis	\$US	7 635 111	10 564 703 (2)
En monnaie de l'Allemagne	DM	800 000	663 840 (2)
En monnaie de la France	FF	2 000 000	485 600 (2)
En monnaie de la Suisse	FS	2 240 796	2 198 893 (2)
En monnaie du Japon	¥	267 503 967	3 613 979 (2)
En monnaie de la Grande-Bretagne	£	50 000	102 980 (2)
			41 554 700
Moins: Fonds d'amortissement			902 304 (3)
			40 652 396
			45 159 509 (4)

(1) Les unités monétaires en monnaies étrangères et en monnaie du Canada tiennent compte des contrats d'échange de devises.

(2) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1994, selon les taux de conversion suivants:

En monnaie des États-Unis, Dollar (\$US)	- 1,3837
En monnaie de l'Allemagne, Deutsche Mark (DM)	- 0,8298
En monnaie de la France, Franc français (FF)	- 0,2428
En monnaie de la Suisse, Franc Suisse (FS)	- 0,9813
En monnaie de l'Italie, Lire (LIT)	- 0,000862
En monnaie du Japon, Yen (¥)	- 0,01351
En monnaie de l'Australie, Dollar australien (\$A)	- 0,97
En monnaie de la Grande-Bretagne, Livre Sterling (£)	- 2,0596
En monnaie des Pays-Bas, Florin néerlandais (FL)	- 0,7386

(3) Excluant 1 176 958 \$CAN afférent aux emprunts pour le Fonds de financement

(4) Excluant 4 149 126 355 \$CAN pour le Fonds de financement dont le détail apparaît à la page 3-43.

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BONS DU TRÉSOR

EN MONNAIE DU CANADA

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
Du 1994-04-08 au 1995-03-17	1993 - 1994	3,6590 - 6,2319	3 475 000

BILLETTS DE TRÉSORERIE

EN MONNAIE DU CANADA

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
Total des billets			

PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DU CANADA

En monnaie des États-Unis (308 000 \$US)	420 725
Total en monnaie du Canada	420 725

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale	
			Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
			\$US	
Du 1994-04-05 au 1994-09-19	1994	3,2824 - 4,6400	749 850	

MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES

En monnaie du Canada	308 000	
Total en monnaie des États-Unis	441 850	611 388

OBLIGATIONS ET BILLETS

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
1994-05-25	1984	14,000	50 000
1994-08-31	1984	13,250	150 000
1994-10-17	1979	11,250	75 000
1994-10-31	1991	8,500	75 000
1994-11-29	1984	12,500	155 000

(1) En milliers d'unités monétaires.

(2) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1994.

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
1994-11-29	1984	12,500	75 000
1994-12-22	1980	13,250	135 458
1994-12-22	1980	13,250	62 885
1994-12-22	1981	13,250	116 052
1994-12-22	1981	13,250	32 000
1994-12-28	1984	12,150	75 000
1995-01-15	1985	12,000	150 000
1995-05-28	1980	12,780	200 000
1995-06-26	1985	10,500	109 000
1995-06-26	1989	10,500	123 400
1995-12-22	1980	13,750	25 200
1995-12-22	1980	13,750	24 800
1995-12-22	1981	13,750	32 800
1995-12-22	1981	13,750	37 200
1996-03-12	1990	10,750	400 000
1996-04-09	1991	10,500	250 000
1996-06-18	1981	16,500	149 015
1996-09-02	1986	9,000	122 000
1996-09-02	1986	9,000	75 000
1996-09-02	1986	9,000	190 000
1996-09-02	1987	9,000	50 000
1996-10-08	1980	13,400	200 000
1996-10-20	1981	17,250	149 656
1996-10-20	1981	17,250	50 000
1996-11-01	1976	10,150	8 921
1997-01-15	1985	10,500	100 000
1997-01-29	1987	9,000	150 000
1997-02-10	1987	8,500	164 000
1997-02-10	1987	8,500	100 000
1997-02-10	1987	8,500	50 000
1997-03-22	1977	9,750	1
1997-03-22	1982	16,500	174 197
1997-04-01	1991	8,500	264 984
1997-04-01	1994	8,500	108 811
1997-06-04	1987	10,000	75 000
1997-06-04	1987	10,000	50 000
1997-07-15	1977	9,750	100 000
1997-07-15	1977	9,750	100 000
1997-08-15	1980	12,150	200 000
1997-11-01	1977	9,800	8 921
1998-02-01	1978	10,000	600
1998-03-25	1991	7,285	108 226
1998-03-30	1992	8,000	323 053
1998-04-07	1988	10,250	199 000
1998-04-07	1988	10,250	75 000
1998-04-07	1988	10,250	200 000
1998-04-07	1988	10,250	50 000
1998-04-07	1988	10,250	441 112
1998-04-07	1988	10,250	150 000
1998-06-12	1978	10,000	100 000
1998-06-12	1978	10,000	100 000
1998-06-19	1986	9,250	120 000
1998-06-19	1988	9,250	100 000
1998-07-07	1986	9,750	125 000
1998-07-31	1985	10,750	50 000
1998-07-31	1987	10,750	24 526
1998-11-01	1978	10,350	8 921
1998-11-30	1988	10,500	250 000
1998-12-15	1973	8,500	44 491
1999-02-01	1979	10,550	600
1999-03-01	1974	8,625	42 367
1999-04-01	1993	6,000	100 000

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
1999-04-01	1994	6,000	1 270
1999-05-01	1979	10,700	52 003
1999-05-01	1979	10,700	40 680
1999-09-04	1974	10,375	2 120
1999-09-04	1974	10,750	33 898
1999-09-04	1974	10,750	35 000
1999-09-04	1975	10,750	67 660
1999-09-04	1976	10,750	78 937
1999-11-01	1979	12,000	15 000
2000-02-01	1980	12,850	600
2000-02-16	1993	8,500	300 000
2000-04-26	1989	10,000	150 000
2000-04-26	1989	10,000	500 000
2000-04-26	1990	10,000	183 819
2000-04-26	1990	10,000	93 307
2000-06-16	1990	11,500	250 000
2000-09-09	1975	9,500	1 288
2000-09-09	1975	10,500	53 779
2000-10-16	1978	10,000	125 000
2000-11-10	1975	9,875	750
2000-11-10	1976	9,875	406
2001-01-15	1985	10,500	225 000
2001-01-15	1991	10,500	150 000
2001-02-01	1981	13,770	600
2001-02-15	1990	11,750	100 000
2001-03-01	1976	9,375	1 435
2001-03-15	1977	9,750	60 000
2001-05-04	1976	10,250	91 268
2001-05-04	1976	10,250	114 812
2001-10-15	1991	10,250	204 946
2001-10-15	1991	10,250	513 200
2001-10-30	1991	10,073	83 500
2002-02-01	1982	16,900	600
2002-04-01	1991	9,250	282 165
2002-06-15	1979	10,350	150 000
2002-12-15	1978	10,000	150 000
2002-12-15	1979	10,000	150 000
2002-12-22	1982	13,250	40 000
2003-04-07	1983	13,000	50 841
2003-04-07	1984	13,000	89 085
2003-04-07	1984	13,000	71 720
2003-04-07	1984	13,000	50 000
2003-04-17	1979	10,625	150 000
2003-05-01	1992	9,000	225 000
2003-05-01	1993	9,000	300 000
2003-12-01	1993	7,500	442 338
2003-12-01	1994	7,500	30 016
2004-05-31	1984	14,625	150 000
2004-09-24	1979	10,900	75
2004-10-01	1994	8,000	200 000
2004-11-29	1984	12,750	95 000
2004-11-29	1984	12,750	75 000
2004-11-29	1985	12,750	100 000
2004-12-27	1979	11,700	75 000
2004-12-28	1984	12,600	75 000
2005-06-30	1985	12,250	100 000
2005-10-03	1985	11,375	75 000
2006-05-01	1986	9,500	100 000
2006-07-07	1986	10,000	75 000
2009-04-01	1988	11,000	201 000
2009-04-01	1988	11,000	75 000
2009-04-01	1988	11,000	250 000

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES**EN MONNAIE DU CANADA (suite)**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
2009-04-01	1988	11,000	100 000
2009-04-01	1988	11,000	25 000
2009-04-01	1989	11,000	50 000
2009-04-01	1988	11,000	97 133
2009-04-01	1988	11,000	125 000
2009-06-26	1985	10,750	171 000
2009-06-26	1985	10,750	50 000
2010-06-28	1989	10,000	500 000
2011-03-28	1991	10,750	75 000
2011-09-02	1986	9,500	178 000
2011-09-02	1986	9,500	75 000
2011-09-02	1986	9,500	60 000
2011-09-02	1987	9,500	50 000
2012-02-10	1987	9,000	161 000
2012-06-04	1987	10,500	100 000
2012-06-04	1987	10,500	97 087
2012-10-09	1987	11,875	100 000
2014-06-01	1989	10,500	125 000
2015-07-27	1990	11,000	50 000
2023-01-16	1993	9,375	1 357 304
2023-01-16	1994	9,375	51 912
2023-03-30	1992	9,500	375 000
			<hr/>
			18 938 751

OBLIGATIONS NON NÉGOCIABLES**EN MONNAIE DU CANADA**

Régime de pensions du Canada
diverses dates
1994-2012

1974-1992

7,61 - 17,51

134 710

OBLIGATIONS REMBOURSABLES À DEMANDE**EN MONNAIE DU CANADA**

Obligations d'épargne du Québec

1994-06-01	1984	8,50 (a)	209 678
1995-06-01	1980	10,50 (a)	243 377
1995-06-01	1985	8,50 - 7,50 (a)	100 246
1996-06-01	1981	10,50 (a)	80 146
1996-06-01	1986	8,50 - 6,50 (a)	80 155
1996-06-01	1989	8,50 - 6,00 (a)	87 026
1997-06-01	1982	10,50 (a)	243 204
1997-06-01	1987	8,50 - 6,00 (a)	74 602
1998-06-01	1988	8,50 - 6,00 (a)	76 664
2000-06-01	1990	8,50 - variable	124 073
2001-06-01	1991	8,50 - variable	168 916
2002-06-01	1992	6,50 - variable	254 680
2003-06-01	1993	5,00 - variable	485 774

2 228 541

Total des obligations

21 302 002

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS**EN MONNAIE DU CANADA**

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
Gouvernement du Canada			
Zones spéciales 2002 - 2006-04-01	1972 - 1976	7,1821 - 8,1722	35 342
Société canadienne d'hypothèques et de logement 2013 - 2017-03-01	1963 - 1967	5,125 - 5,375	32 286
Billets à moyen terme			
Au Canada			
1997-02-28	1994	5,200	3 000
1997-02-28	1994	5,200	3 000
			6 000
En Europe			
2002-08-25	1992	8,100	20 000
2002-08-25	1992	8,100	10 000
			30 000
Total des billets à moyen terme			36 000
Total des billets			103 628
Total des obligations et billets			21 405 630

PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DU CANADA

Monnaie des États-Unis (2 590 932 \$US)	3 365 856
Monnaie de l'Allemagne (300 000 DM)	180 200
Monnaie du Japon (11 130 000 ¥)	100 000
Monnaie de l'Australie (235 000 \$A)	200 000
	3 846 056

MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES

En monnaie des États-Unis	1 220 411
En monnaie du Japon	106 570
	1 326 981
	2 519 075
Total en monnaie du Canada	23 924 705

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES**EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS**

			Valeur nominale	
Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
Aux États-Unis			\$US	
1994-09-15	1984	12,750	100 000	
1995-01-03	1974	10,000	3 000	
1995-07-15	1975	9,375	1 000	
1995-07-15	1975	9,375	14 000	
1999-04-01	1989	9,375	250 000	

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES (suite)

EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS (suite)

			Valeur nominale	
Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
Aux États-Unis (suite)			\$US	
2000-03-01	1990	9,125	500 000	
2001-03-12	1986	7,150	110 660	
2002-07-15	1992	7,500	750 000	
2003-04-15	1991	8,800	500 000	
2013-10-01	1983	13,000	100 000	
2014-09-15	1984	13,250	150 000	
2015-06-15	1985	11,000	200 000	
2023-07-15	1993	7,500	1 000 000	
2024-02-09	1994	7,125	1 000 000	
2026-12-01	1986	8,625	300 000	
			4 978 660	
En Europe				
1995-01-10	1985	8,250	60 956	
1995-01-29	1985	8,050	61 876	
1995-05-24	1983	10,000	50 000	
1998-04-07	1988	9,000	200 000	
2001-05-08	1991	9,000	300 000	
2016-04-01	1986	9,000	250 000	
			922 832	
Total des obligations			5 901 492	
BILLETS				
EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS				
En Europe				
1992 - 1997-05-31	1985	11,000	36 500	
1998-01-16	1991	Variable (b)	100 000	
2001-08-22	1991	9,1250	500 000	
2001-10-23	1986	Variable (c)	300 000	
			936 500	
Billets à moyen terme				
Au Canada				
2007-10-15	1994	6,650	5 000	
Aux États-Unis				
Du 1995-04-04 au 2002-09-01	1991 - 1992	6,92 - 9,15	476 919	

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS (suite)**EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS (suite)**

			Valeur nominale	
Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
En Europe				
Du 1995-01-15		6,92 - 9,15		
au 2000-02-03	1992-1993	5,125 - 7,64	627 225	
2003-04-01	1993	variable (d)	150 000	
2004-03-10	1994	variable (e)	17 220	
2004-03-11	1994	variable (f)	17 180	
			811 625	
Total des billets			2 230 044	
Total des obligations et billets			8 131 536	
PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS			\$US	
Monnaie du Canada (1 220 411 \$CAN.)			1 029 578	
Monnaie de l'Allemagne (500 000 DM)			306 466	
Monnaie de la France (2 507 750 FF)			479 748	
Monnaie de la Suisse (420 903 FS)			330 898	
Monnaie du Japon (131 659 987 ¥)			991 813	
Monnaie des Pays-Bas (350 000 FL)			195 215	
			3 333 718	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie du Canada			2 590 932	
En monnaie du Japon			456 510	
En monnaie de la Suisse			782 701	
			3 830 143	
			(496 425)	
Total en monnaie des États-Unis			7 635 111	10 564 703
OBLIGATIONS NÉGOCIABLES				
EN MONNAIE DE L'ALLEMAGNE			DM	
1995-02-15	1985	7,625	200 000	
1997-04-01	1987	6,000	300 000	
1998-03-01	1986	6,500	300 000	
2002-02-27	1992	8,000	500 000	
2003-11-03	1993	6,375	500 000	
Total des obligations			1 800 000	

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES (suite)

EN MONNAIE DE L'ALLEMAGNE (suite)

			Valeur nominale	
Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie du Canada			300 000	
En monnaie de États-Unis			500 000	
En monnaie de la Suisse			200 000	
			1 000 000	
Total en monnaie de l'Allemagne			800 000	663 840

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DE LA FRANCE

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	FF	
1997-08-11	1992	9,250	2 000 000	
1999-12-20	1991	9,375	2 000 000	
2001-05-22	1986	7,875	800 000	
Total des obligations			4 800 000	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie des États-Unis			2 507 750	
En monnaie de la Suisse			292 250	
			2 800 000	
Total en monnaie de la France			2 000 000	485 600

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DE LA SUISSE

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	FS	
1992 - 1998-11-20	1986	4,875	116 000	
2001-03-14	1991	6,750	200 000	
1992 - 2003-07-15	1987	5,000	185 000	
1992 - 2005-11-06	1985	5,500	185 000	
1992 - 2006-11-20	1986	5,250	118 200	
1996 - 2008-04-07	1988	5,000	200 000	
Total des obligations			1 004 200	

BILLETS

EN MONNAIE DE LA SUISSE

1996-01-15	1991	7,750	200 000	
Billets à moyen terme				
1994-11-03	1993	5,250	20 903	
Total des obligations et billets			1 225 103	

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS (suite)

EN MONNAIE DE LA SUISSE (suite)

			Valeur nominale	
Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DE LA SUISSE				
Monnaie des États-Unis (782 701 \$US)			1 180 100	
Monnaie de l'Allemagne (200 000 DM)			170 360	
Monnaie de la France (292 250 FF)			86 136	
			1 436 596	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES			FS	
En monnaie des États-Unis			420 903	
			1 015 693	
Total en monnaie de la Suisse			2 240 796	2 198 893
OBLIGATIONS NÉGOCIABLES				
EN MONNAIE DU JAPON			¥	
1997-05-07	1987	5,000	30 000 000	
1998-06-03	1986	6,000	20 000 000	
2000-10-30	1990	9,000	20 000 000	
2001-02-28	1991	8,000	8 000 000	
2001-03-22	1991	7,150	8 651 257	
2001-03-28	1991	7,350	9 611 633	
Total des obligations			96 262 890	
BILLETS				
EN MONNAIE DU JAPON				
1993 - 1996-06-25	1986	6,500	8 400 000	
1997-10-27	1987	5,700	11 130 000	
1999-06-22	1992	variable (g)	11 000 000	
1999-11-08	1989	5,450	5 000 000	
2001-03-15	1991	7,100	5 000 000	
- 2001-11-05	1991	6,250	50 000 000	
1998 - 2003-04-25	1988	5,500	20 000 000	
2003-08-21	1993	5,130	8 500 000	
2003-09-30	1993	4,800	10 000 000	
1997 - 2009-10-31	1986	6,400	20 000 000	
1998 - 2012-05-25	1987	5,300	30 000 000	
			179 030 000	
Billets à moyen terme				
En Europe				
1997-03-26	1992	variable (h)	2 000 000	
1997-03-26	1992	variable (i)	2 000 000	
1998-03-26	1993	variable (j)	20 000 000	
1998-03-31	1993	variable (k)	8 587 132	
2023-12-13	1993	5,000	20 000 000	
			52 587 132	
Total des billets			231 617 132	
Total des obligations et billets			327 880 022	

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS (suite)

EN MONNAIE DU JAPON (suite)

			Valeur nominale	
Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DU JAPON				
Monnaie du Canada (106 570 \$CAN)			8 500 000	
Monnaie des États-Unis (456 510 \$US)			57 916 835	
Monnaie de l'Australie (150 000 \$A)			15 997 097	
			82 413 932	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES			¥	
En monnaie du Canada			11 130 000	
En monnaie des États-Unis			131 659 987	
			142 789 987	
			(60 376 055)	
Total en monnaie du Japon			267 503 967	3 613 979
OBLIGATION NÉGOCIABLE				
EN MONNAIE DE LA GRANDE-BRETAGNE			£	
2020-03-15	1984	12,250	50 000	
Total en monnaie de la Grande-Bretagne			50 000	102 980
OBLIGATION NÉGOCIABLE				
EN MONNAIE DES PAYS-BAS			FL	
2002-12-18	1992	7,750	350 000	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie des États-Unis			350 000	
Total en monnaie des Pays-Bas				
OBLIGATIONS NÉGOCIABLES				
EN MONNAIE DE L'AUSTRALIE			\$A	
1998-11-29	1988	6,670	100 000	
1999-11-08	1989	7,270	50 000	
Total des obligations			150 000	
BILLET				
EN MONNAIE DE L'AUSTRALIE				
2002-10-02	1992	9,500	235 000	
Total des obligations et billets			385 000	

EMPRUNTS (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS (suite)

EN MONNAIE DE L'AUSTRALIE (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale	
			Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (2)
			\$A	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie du Canada			235 000	
En monnaie du Japon			150 000	
			385 000	
Total en monnaie de l'Australie				

(a) Taux minimum jusqu'à l'échéance.

(b) Taux d'intérêt LIBOR 6 mois moins 0,175 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1994 est de 3,2625 %, incluant la marge.

(c) Taux d'intérêt LIBID 6 mois dont le taux en vigueur au 31 mars 1994 est de 3,2500 %.

(d) Taux d'intérêt LIBOR 6 mois moins 0,25 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1994 est de 5,25 %, incluant la marge.

(e) Taux d'intérêt LIBOR 3 mois plus 0,21 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1994 est de 4,085 %, incluant la marge.

(f) Taux d'intérêt LIBOR 3 mois plus 0,25 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1994 est de 4,125 %, incluant la marge.

(g) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,20 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1994 est de 2,6063 %, incluant la marge.

(h) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,25 % jusqu'au 10 septembre 1992, de 10,85 % jusqu'au 25 mars 1993 et par la suite 5 % jusqu'à l'échéance.

(i) Taux d'intérêt de 5,0 % jusqu'au 1er octobre 1992, de 10,0 % jusqu'au 25 mars 1993, et par la suite de 4,8 % jusqu'à l'échéance.

(j) Taux d'intérêt fixe à 5,0 % jusqu'au 26 mars 1995 et taux d'intérêt LIBOR YEN 6 mois plus 1,0 % par la suite jusqu'à l'échéance.

(k) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,50 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1994 est de 2,8125 %, incluant la marge.

FONDS D'AMORTISSEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

SOLDE DU FONDS		Total
Solde au début		829 259
Plus: Versements du Fonds consolidé du revenu (1)	71 041	
Revenu net (2)	101 856	
	172 897	
Moins: Fonds utilisés pour remboursement d'emprunts spécifiques	98 675	74 222
Solde à la fin		903 481
Bilan au 31 mars 1994		
Placements		
Bons du trésor		
Gouvernement du Québec	7 800	
Gouvernement du Canada	26 900	34 700
Certificats de dépôts en \$US		31 825
Billets au pair		25 000
Prêts sur titres		16 230
Obligations		
Gouvernement du Québec	522 008	
Gouvernement du Canada	84 600	
Gouvernement des États-Unis	6 227	
Garanties par le gouvernement du Québec	142 272	
Cité de St-Lambert 3,50% 1989 - 1995-03-01	19	755 126
		862 881
Autres éléments d'actif		
Encaisse	914	
Intérêts courus sur placements	21 185	
Frais reportés	35 185	57 284
		920 165
Passif		
Gain de change non réalisé	16 684	16 684
Solde du Fonds		903 481

(1) Incluant un montant de 1 176 958 \$ versé au Fonds consolidé du revenu par le Fonds de financement.

(2) Incluant un gain de change de 822 717 \$ représentant l'amortissement du gain de change non réalisé de 17 506 828 \$ sur les placements en monnaies étrangères réévalués au taux de change en vigueur le 31 mars 1994.

FONDS D'AMORTISSEMENT

Provenance et utilisation du Fonds

Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

Provenance des fonds

Versements du Fonds consolidé du revenu et revenu net	172 897
Valeurs échues ou vendues	15 812 813
	15 985 710
Diminution du solde de banque	30 223
	<u>16 015 933</u>

Utilisations des fonds

Achats d'obligations et de billets	15 912 958
Fonds utilisés pour remboursement d'emprunts spécifiques	98 675
	16 011 633
Augmentation des intérêts courus sur placements	4 272
Diminution des crédateurs et frais courus	28
	<u>16 015 933</u>

EMPRUNTS POUR LE FOND DE FINANCEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

Sommaire

		En milliers d'unités monétaires (1)	Total En équivalent canadien
Obligations et billets			
En monnaie du Canada	\$CAN	3 869 292	3 869 292
En monnaie des États-Unis	\$US	203 087	281 011
			4 150 303
moins: Fonds d'amortissement			1 177 (1)
			<u>4 149 126</u>

Détail

OBLIGATIONS ET BILLETS

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DU CANADA

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
1997-04-01	1991	8,500	110 016
1997-04-01	1992	8,500	388 720
1997-04-01	1992	8,500	200 000
1997-04-01	1994	8,500	50 000
1998-03-30	1992	8,000	51 947
1999-04-01	1993	6,000	400 000
1999-04-01	1994	6,000	27 479
2000-02-16	1993	8,500	200 000
2001-10-15	1991	10,250	195 054
2001-10-15	1991	10,250	61 800
2001-10-15	1991	10,250	175 000
2002-04-01	1991	9,250	92 835
2002-04-01	1992	9,250	200 000
2003-12-01	1993	7,500	657 662
2003-12-01	1994	7,500	94 984
2023-01-16	1993	9,375	42 696
2023-01-16	1993	9,375	75 000
2023-01-16	1994	9,375	55 604
Total des obligations			<u>3 078 797</u>

(1) Contribution du Fonds de financement au Fonds d'amortissement

BILLETS

EN MONNAIE DU CANADA

BILLETS À MOYEN TERME

Aux États-Unis			
2001-10-24	1991	10,24	82 000
Total des obligations et billets			<u>3 160 797</u>

EMPRUNTS POUR LE FOND DE FINANCEMENT (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS (suite)

EN MONNAIE DU CANADA (suite)

BILLETS À MOYEN TERME (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Montant
PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DU CANADA			
En monnaie des États-Unis (360 082 \$US)			429 344
En monnaie du Japon (40 412 868 ¥)			380 684
			810 028
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES			
En monnaie des États-Unis			101 533
			708 495
Total en monnaie du Canada			3 869 292

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale	
			Unités monétaires en monnaies étrangères (2)	En équivalent canadien (3)
EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS				
Billets à moyen terme			US	
Aux États-Unis 1999-03-10	1994	variable (a)	61 000	
En Europe 1994-09-26	1993	3,875	50 000	
Total des billets			111 000	
PLUS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS				
En monnaie du Canada (101 533 \$CAN)			77 036	
En monnaie de l'Allemagne (300 000 DM)			184 538	
En monnaie de l'Italie (150 000 000 LIT)			115 830	
En monnaie de la Suisse (29 097 FS)			19 617	
En monnaie du Japon (5 000 000 ¥)			40 096	
En monnaie de la Grande-Bretagne (10 000 £)			15 052	
			452 169	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie du Canada			360 082	
			92 087	
Total en monnaie des États-Unis			203 087	281 011

EMPRUNTS POUR LE FOND DE FINANCEMENT (suite)

(en milliers de dollars)

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DE L'ITALIE

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale	
			Unités monétaires en monnaies étrangères (2)	En équivalent canadien (3)
			LIT	
1996-10-09	1991	12,20	150 000 000	

MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES

En monnaie des États-Unis

150 000 000

Total en monnaie de l'Italie

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

EN MONNAIE DE L'ALLEMAGNE

			DM	
2002-02-18	1992	8,20	200 000	

BILLETS

Billets à moyen terme

En Europe

2003-04-08

1993

variable (b)

100 000

Total des obligations et des billets

300 000

MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES

En monnaie des États-Unis

300 000

Total en monnaie de l'Allemagne

EN MONNAIE DE LA SUISSE

Billets à moyen terme

FS

En Europe

1994-11-03

1993

5,25

29 097

MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES

En monnaie des États-Unis

29 097

Total en monnaie de la Suisse

EMPRUNTS POUR LE FOND DE FINANCEMENT (suite)

(en milliers de dollars)

BILLETS (suite)

EN MONNAIE DU JAPON

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale	
			Unités monétaires en monnaies étrangères (2)	En équivalent canadien (3)
			¥	
1997 - 1999-06-22	1992	variable (c)	39 000 000	
2003-02-26	1993	variable (d)	5 000 000	
			44 000 000	
Billets à moyen terme				
En Europe				
1998-03-31	1993	variable (e)	1 412 868	
Total des billets			45 412 868	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie du Canada			40 412 868	
En monnaie des États-Unis			5 000 000	
			45 412 868	
Total en monnaie du Japon				

BILLETS

EN MONNAIE DE LA GRANDE-BRETAGNE

			£	
Billets à moyen terme				
En Europe				
1997-02-07	1994	5,560	10 000	
MOINS: CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES				
En monnaie des États-Unis			10 000	
Total en monnaie de la Grande-Bretagne				

(1) Les unités monétaires en monnaies étrangères et en monnaie du Canada tiennent compte des contrats d'échange de devises.

(2) En milliers d'unités monétaires.

(3) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1994.

(a) Le taux d'intérêt prévu à l'émission est celui basé sur les billets du trésor à maturité constante de 2 ans moins 0,25 %. Le même jour, il a fait l'objet d'un contrat d'échange d'intérêts seulement pour devenir du LIBOR EU plus 0,18 %.

(b) Taux d'intérêt annuel de 9 % la première année et de 8,25 % la seconde. Par la suite LIBOR DM 6 mois dont le taux en vigueur au 31 mars 1994 est de 9 %.

(c) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,20 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1994 est de 2,6063 %, incluant la marge.

(d) Taux d'intérêt LIBOR YEN 6 mois plus 0,81 % pour les quatre premières périodes d'intérêt et un taux LIBOR YEN 6 mois par la suite. Le taux en vigueur au 31 mars 1994 est de 3,1225 % incluant la marge.

(e) Taux d'intérêt LIBOR YEN 3 mois plus 0,50 % dont le taux en vigueur au 31 mars 1994 est de 2,8125 %, incluant la marge.

ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES EMPRUNTS
au 31 mars 1994

(en milliers de dollars)

Échéance	En monnaie du Canada (1)	En monnaie des États-Unis (1)	En monnaie de l'Allemagne (1)	En monnaie du Japon (1)	En monnaie de la Grande- Bretagne (1)	En monnaie de la Suisse (1)	En monnaie de la France (1)	Total	
								1994	1993
1994									5 648 808
1995	5 158 453	1 915 520	82 980	(3)		84 088		7 241 041	2 297 415
1996	1 449 518	523 223		(3)				1 972 741	2 038 176
1997	2 394 731	(2)		135 100		392 520		2 922 351	2 722 452
1998	2 030 923	514 340	248 940	812 318			242 800	3 849 321	3 251 178
1999	2 468 815	325 768		435 157		261 026		3 490 766	3 070 338
	13 502 440	3 278 851	331 920	1 382 575		737 634	242 800	19 476 220	19 028 367
2000 - 2004	8 779 140	4 008 562	331 920	1 599 136		967 469	242 800	15 929 027	13 669 391
2005 - 2009	1 243 986	188 875		243 855		493 790		2 170 506	1 720 055
2010 - 2014	2 144 897	232 802		118 213				2 495 912	2 339 290
2015 - 2019	204 522	737 258						941 780	750 062
2020 ET PLUS	1 300 001	2 472 883		270 200	102 980			4 146 064	1 723 495
TOTAL	27 174 986	10 919 231	663 840	3 613 979	102 980	2 198 893	485 600	45 159 509 (4)	39 230 660

NOTE: Cet échéancier tient compte d'un montant de 3 475,0 M\$ (millions de dollars) en 1995, pour les bons du trésor, d'un montant de 1 032,1 M\$ en 1995 pour les billets de trésorerie et il est établi en tenant compte, pour les obligations remboursables à demande, d'une prévision de remboursement de 613,5 M\$ en 1995, 542,9 M\$ en 1996, 341,1 M\$ en 1997, 276,4 M\$ en 1998 et 116,1 M\$ en 1999. Par ailleurs, les montants en monnaie du Canada et des États-Unis tiennent compte des fonds d'amortissement ainsi que des contributions futures à ces fonds diminuant ainsi le solde à rembourser lors de l'échéance.

- (1) Les montants indiqués par monnaie le sont après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises et, l'équivalent canadien est établi sur les monnaies étrangères selon le taux de conversion au 31 mars.
- (2) L'excédent de l'encaissement des devises, suite à la réalisation des contrats d'échange de devises, a été appliqué en diminution du solde des emprunts à rembourser de 1998 pour un montant de 364 605 140 \$.
- (3) L'excédent de l'encaissement des devises, suite à la réalisation des contrats d'échange de devises, a été appliqué en diminution du solde des emprunts à rembourser de 1997 pour un montant de 40 530 000 \$ en 1995 et 13 510 000 \$ en 1996.
- (4) Excluant les emprunts pour le Fonds de financement dont l'échéancier apparaît ci-après:

Échéance	En monnaie du Canada (*)	En monnaie des États-Unis (*)	Total	
			1994	1993
1994				33 639
1995	26 769	69 185	95 954	26 252
1996	1 694		1 694	1 177
1997	133 219	20 827	154 046	132 702
1998	818 744		818 744	749 580
1999	1 694	84 406	86 100	16 289
	982 120	174 418	1 156 538	959 639
2000 - 2004	2 730 812	106 594	2 837 406	1 576 031
2005 - 2009	8 471		8 471	5 885
2010 - 2014	8 471		8 471	5 885
2015 - 2019	8 471		8 471	5 885
2020 ET PLUS	129 769		129 769	87 095
TOTAL	3 868 114	281 012	4 149 126	2 640 420

(*) Les montants indiqués par monnaie le sont après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises et, l'équivalent canadien est établi sur les monnaies étrangères selon le taux de conversion au 31 mars 1994.

ENGAGEMENTS

(en milliers de dollars)

	Détail en page	Autorisés par le Gou- vernement (2)	Autorisés par le ou la Ministre (3)	1994 (8)	1993
(Redressé)					
POUR DES PAIEMENTS DE TRANSFERT					
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital (1)					
Commissions scolaires	3-52	9 596	2 822 923	2 832 519 (7)	2 716 668
Collèges d'enseignement général et professionnel	3-55	69 682	949 953	1 019 635 (7)	919 811
Universités	3-56	330 183	896 556	1 226 739 (7)	1 243 592
Établissements de santé et de services sociaux	3-57	95 089 (4)	2 242 598	2 337 687 (7)	2 076 077
Municipalités et organismes municipaux	3-66	4 652 672		4 652 672	4 409 639
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	3-69	316 364		316 364	295 493
		<u>5 473 586</u>	<u>6 912 030</u>	<u>12 385 616 (5)</u>	<u>11 661 280</u>
POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL					
Commissions scolaires	3-52		686 632	686 632	583 706
Collèges d'enseignement général et professionnel	3-55		319 745	319 745	322 038
Universités	3-56		374 132	374 132	218 108
Établissements de santé et de services sociaux	3-57		1 464 008	1 464 008	1 375 806
Municipalités et organismes municipaux	3-70				
Aqueducs, égouts et autres		511 297		511 297	512 892
Assainissement des eaux		935 969		935 969	870 067
Entreprises et organismes du Gouvernement et divers autres organismes	3-73	121 404		121 404	130 147
		<u>1 568 670</u>	<u>2 844 517</u>	<u>4 413 187</u>	<u>4 012 764</u>
AUTRES ENGAGEMENTS (y compris des engagements conditionnels de congés de maladie accumulés)				562 437	499 634
				<u>17 361 240 (6)</u>	<u>16 173 678</u>

- (1) Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur au 31 mars et tenant compte des contrats d'échange de devises.
- (2) Autorisés par le Gouvernement et/ou le Conseil du trésor.
- (3) Autorisés par le ou la ministre de l'Éducation et Science ou le ou la ministre de la Santé et des Services sociaux.
- (4) Excluant 177 784 480 \$ (180 362 207 \$ en 1993) pour les établissements de santé et de services sociaux à l'égard de projets complétés, dettes pour lesquelles aucune cession et aucun transport de subventions n'ont été autorisés pour en garantir le paiement.
- (5) Voir l'échéancier sommaire à la page suivante.
- (6) Ces engagements financiers seront liquidés à mêmes les crédits annuels autorisés par l'Assemblée nationale.
- (7) Après avoir déduit les revenus accumulés des fonds d'amortissement afférents à des emprunts de commissions scolaires 2 695 456 \$ (10 096 767 \$ en 1993), de collèges d'enseignement général et professionnel 12 200 710 \$ (2 165 431 \$ en 1993), d'universités 9 693 533 \$ (8 695 586 \$ en 1993) et d'établissements de santé et de services sociaux 15 441 288 \$ (13 897 089 \$ en 1993).
- (8) En 1994, les marges de crédit bancaire autorisées à des commissions scolaires, collèges d'enseignement général et professionnel, universités et établissements de santé et de services sociaux pour des fins d'immobilisations sont considérées comme des engagements financiers pour des dépenses en capital, alors qu'antérieurement la partie utilisée de ces marges de crédit (emprunts temporaires) était considérée comme des engagements financiers pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital. Les chiffres de 1993 ont été reclassés en conséquence.

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES ENGAGEMENTS
POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
Au 31 mars 1994**

(en milliers de dollars)

Échéance	Commissions scolaires	Collèges d'ensei- gnement général et profes- sionnel	Universités	Établis- sements de santé et de services sociaux	Munici- palités et organismes municipaux	Entreprises et orga- nismes du Gouvernement et divers autres organismes	Total
1995	327 921 (1)	86 792 (1)	77 874 (1)	293 586 (1)	630 593 *	22 362	1 439 128
1996	324 436	147 018	204 119	207 695	481 777	26 170	1 391 215
1997	243 520	124 219	104 710	176 800	381 236	20 479	1 050 964
1998	368 501	182 412	200 748	336 759	189 687	22 924	1 301 031
1999	197 939	87 514	103 977	80 136	270 399	18 703	758 668
1995 - 1999	1 462 317 (1)	627 955 (1)	691 428 (1)	1 094 976 (1)	1 953 692 *	110 638	5 941 006
2000 - 2004	1 079 409	297 964	403 886	966 452	1 870 980	68 434	4 687 125
2005 - 2009	166 873	60 057	118 536	156 972	366 137	63 474	932 049
2010 - 2014	108 853	16 195	9 107	40 490	186 552	48 671	409 868
2015 - 2019	14 250	9 388	2 709	40 679	151 150	25 147	243 323
2020 - 2024	817	4 448	1 073	11 710	62 628		80 676
2025 - 2029		3 122		17 467	38 914		59 503
2030 - 2034		506		8 941	22 619		32 066
	<u>2 832 519 (1)</u>	<u>1 019 635 (1)</u>	<u>1 226 739 (1)</u>	<u>2 337 687 (1)</u>	<u>4 652 672 *</u>	<u>316 364</u>	<u>12 385 616</u>

* Incluant les emprunts temporaires de 395 366 574 \$ aux municipalités et organismes municipaux qui feront l'objet d'un financement à long terme lors de l'achèvement des projets ou lors du refinancement des projets terminés.

(1) Après avoir déduit les revenus accumulés des fonds d'amortissement afférents à des emprunts de commissions scolaires 2 695 456 \$, de collèges d'enseignement général et professionnel 12 200 710 \$, d'universités 9 693 533 \$ et d'établissements de santé et de services sociaux 15 441 288 \$.

NOTE: L'échéancier est déterminé selon les dates indiquées aux obligations ou billets, mais il peut arriver qu'au moment de l'échéance le montant soit refinancé modifiant l'échéancier tel que présenté plus haut.

**DÉTAIL DES ENGAGEMENTS
COMMISSIONS SCOLAIRES**

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ou la ministre de l'Éducation et Science.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le ou la ministre de l'Éducation et Science.

Régionales et locales	A-1	A-2	Sous- total	B	1994	1993 (Reclassé)
Eastern Quebec (Prot)		5 405	5 405	461	5 866	6 063
Greater Quebec (Prot)		2 462	2 462	2 182	4 644	4 492
Greater Seven Islands (Prot)		1 606	1 606	293	1 899	1 859
St-Maurice (Prot)		1 991	1 991	1 198	3 189	3 107
Saguenay (Prot)		943	943	320	1 263	1 148
Intégrées:						
Abitibi		12 698	12 698	1 160	13 858	13 320
Argile-Bleue		16 149	16 149	497	16 646	16 519
Asbesterie		7 875	7 875	1 489	9 364	8 924
Aylmer	523	29 085	29 608	2 393	32 001	31 769
Baie-Comeau (Prot)			299	299	299	259
Baie-des-Chaleurs		4 909	4 909	2 985	7 894	6 759
Baie-des-Ha!Ha!		11 507	11 507	762	12 269	11 824
Barraute-Senneterre		5 794	5 794	976	6 770	6 680
Beauce-Albénacis		9 794	9 794	834	10 628	10 118
Beauport		30 924	30 924	695	31 619	31 939
Belles Rivières		10 744	10 744	7 395	18 139	17 726
Bersimis		4 379	4 379	1 545	5 924	5 687
Berthier-Nord-Joli	29	17 138	17 167	473	17 640	17 644
Black Lake-Disraëli		4 980	4 980	3 511	8 491	7 354
Brossard		21 863	21 863	901	22 764	22 512
Cantons, des	118	38 484	38 602	2 252	40 854	40 187
Centre de la Mauricie		6 459	6 459	5 361	11 820	7 871
Chapais-Chibougamou		4 754	4 754	1 644	6 398	6 266
Charlesbourg		11 836	11 836	3 354	15 190	12 258
Châteauguay		14 832	14 832	2 585	17 417	15 473
Châteauguay-Valley (Prot)		9 250	9 250	1 456	10 706	10 319
Chaudière-Etchemin	230	61 146	61 376	7 804	69 180	57 377
Chavigny		15 179	15 179	1 459	16 638	15 838
Chênes, des		31 583	31 583	1 583	33 166	32 175
Chicoutimi	402	24 121	24 523	9 275	33 798	30 934
Chomedey-de-Laval	184	38 528	38 712	12 671	51 383	37 651
Chutes-de-la-Chaudière		44 188	44 188	4 476	48 664	45 844
Chutes-Montmorency		17 532	17 532	1 030	18 562	17 419
Coaticook		3 709	3 709	894	4 603	4 219
Commission des écoles catholiques de Québec	1 957	57 323	59 280	11 527	70 807	59 769
Côte-du-Sud		25 279	25 279	1 114	26 393	26 041
Crie				2 255	2 255	4 024
Davignon		13 484	13 484	567	14 051	13 723
Découvreurs, des	91	36 155	36 246	17 383	53 629	53 996
De La Jonquière	131	35 532	35 663	10 470	46 133	42 588
Des Basques		1 517	1 517	1 999	3 516	2 872
Des Cascades-l'Achigan		16 345	16 345	5 662	22 007	17 270
Des Frontières		1 099	1 099	1 088	2 187	1 751
Des Îlets		29 649	29 649	2 540	32 189	32 599
Des Milles-Îles		47 666	47 666	6 302	53 968	49 849
Des Montagnes		994	994	2 213	3 207	2 987
Des Rivières		5 704	5 704	1 160	6 864	6 464
Deux-Montagnes		25 623	25 623	14 770	40 393	40 387
District de Bedford		5 340	5 340	5 140	10 480	9 747
Dolbeau		11 862	11 862	4 186	16 048	13 652
Draveurs, des	226	29 717	29 943	32 185	62 128	50 657
Eau-vive, de l'	482	72 505	72 987	25 013	98 000	95 537
Eastern Townships (Prot)		11 469	11 469	1 133	12 602	11 918
Falaises, des	191	16 241	16 432	3 035	19 467	20 027
Fermont		2 942	2 942	494	3 436	3 363

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1994	1993 (Reclassé)
Gaspesia-Les Îles		5 407	5 407	2 500	7 907	6 914
Goéland, du		56 589	56 589	5 600	62 189	56 547
Gouffre, du		7 234	7 234	2 300	9 534	8 268
Grandpré		13 048	13 048	882	13 930	13 770
Greenfield Park		3 313	3 313	1 054	4 367	4 138
Harricana		31 836	31 836	2 080	33 916	33 288
Haut-St-Maurice		3 520	3 520	1 911	5 431	5 144
Haute-Gatineau		5 266	5 266	1 473	6 739	6 599
Huntingdon		4 506	4 506	3 198	7 704	7 401
Iberville		9 029	9 029	1 997	11 026	10 611
Îles, des		4 583	4 583	2 762	7 345	6 694
Industrie		22 340	22 340	1 819	24 159	22 828
Jacques-Cartier	228	23 895	24 123	1 694	25 817	34 669
Jean Chabais		3 694	3 694	691	4 385	4 259
Jean-Rivard		4 415	4 415	1 217	5 632	5 352
Kativik				2 995	2 995	449
Lac-Mégantic	486	5 627	6 113	1 102	7 215	7 401
Lac St-Jean		31 270	31 270	3 968	35 238	33 789
Lac-Témiscamingue		15 098	15 098	1 070	16 168	16 275
La Jeune Lorette	167	22 707	22 874	14 613	37 487	36 668
La Mitis		17 804	17 804	938	18 742	18 443
La Neigette		25 169	25 169	2 811	27 980	26 337
La Pocatière		3 560	3 560	674	4 234	3 963
La Riveraine		11 485	11 485	6 171	17 656	17 634
La Sapinière		2 780	2 780	1 295	4 075	3 725
La Tourelle		5 863	5 863	584	6 447	6 384
Laure-Conan		4 554	4 554	6 222	10 776	9 408
Laurentian (Prot)		8 563	8 563	470	9 033	8 998
Laurentides		13 699	13 699	1 453	15 152	13 811
Laurentienne (Prot)				1 173	1 173	870
Laurenval (Prot)		24 851	24 851	1 541	26 392	25 442
La Vallière		1 937	1 937	1 925	3 862	3 490
Le Gardeur		54 059	54 059	17 096	71 155	68 421
Les Écorces		13 913	13 913	5 418	19 331	16 301
Lévis-Bellechasse	632	46 738	47 370	5 566	52 936	49 519
L'Islet-Sud		1 886	1 886	692	2 578	2 418
Littoral						1 951
Long-Sault, du		8 645	8 645	827	9 472	8 898
Lotbinière		17 637	17 637	654	18 291	18 412
Malartic	98	2 612	2 710	1 113	3 823	3 475
Manicouagan		31 229	31 229	3 239	34 468	36 238
Manoirs, des		69 977	69 977	7 979	77 956	73 576
Marieville		4 662	4 662	1 421	6 083	5 780
Matane		18 949	18 949	403	19 352	20 581
Memphremagog		9 645	9 645	516	10 161	9 833
Miguasha		16 758	16 758	1 926	18 684	18 080
Moissons, des		9 675	9 675	1 439	11 114	11 112
Mont-Fort		7 707	7 707	17 385	25 092	10 416
Morilac		9 688	9 688	2 547	12 235	11 971
Moyenne-Côte-Nord	513	8 840	9 353	1 114	10 467	10 203
Normandie		3 378	3 378	1 305	4 683	4 387
Normandin		4 641	4 641	879	5 520	5 326
Nouveau-Québec		4 176	4 176	1 799	5 975	5 865
Outaouais-Hull		25 198	25 198	8 517	33 715	26 028
Pierre-Neveu		12 776	12 776	1 294	14 070	13 026
Pontiac		3 431	3 431	1 276	4 707	4 503
Portage-du-Fort				41		42
Port-Cartier		9 644	9 644	1 427	11 071	11 290
Portneuf		22 310	22 310	3 856	26 166	26 194
Prince-Daveluy		6 353	6 353	1 499	7 852	7 731
Provençal		3 807	3 807	950	4 757	4 673
Quévillon	641	943	1 584	527	2 111	2 610
Rivière-du-Loup	74	36 652	36 726	4 311	41 037	39 686
Roberval	221	5 771	5 992	1 269	7 261	7 014
Rocher-Percé		5 380	5 380	1 543	6 923	6 434

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1994	1993 (Reclassé)
Rouyn-Noranda		15 934	15 934	8 673	24 607	18 661
Saint-Eustache		25 250	25 250	139	25 389	22 957
St-Jean-sur-Richelieu		51 383	51 383	4 611	55 994	53 538
St-Jérôme		18 180	18 180	27 788	45 968	43 631
St-Hyacinthe-Val-Monts	123	35 751	35 874	5 028	40 902	37 776
Sainte-Thérèse		41 600	41 600	1 797	43 397	43 525
Samuel-De Champlain		13 771	13 771	990	14 761	14 429
Seigneurie	231	6 539	6 770	562	7 332	7 568
Sept-Îles		29 403	29 403	2 235	31 638	30 475
Sherbrooke		82 618	82 618	9 136	91 754	86 388
Sorel		20 609	20 609		20 609	21 098
South shore (Prot)	908	21 426	22 334	588	22 922	22 202
Tadoussac		1 086	1 086	675	1 761	1 688
Taillon		14 753	14 753	1 273	16 026	14 653
Témiscouata		4 614	4 614	949	5 563	5 346
Theford Mines		15 175	15 175	870	16 045	15 376
Tracy		7 968	7 968	1 292	9 260	7 944
Trois-Lacs		37 827	37 827	2 656	40 483	39 162
Trois-Rivières		17 082	17 082	12 555	29 637	26 680
Val-d'Or		14 747	14 747	5 160	19 907	17 337
Valin		15 122	15 122	2 009	17 131	17 100
Vallée-de-la-Lièvre		10 731	10 731	3 984	14 715	12 243
Vallée-de-la-Matapédia		9 612	9 612	5 483	15 095	13 599
Vallée-de-Mistassini		3 178	3 178	958	4 136	3 944
Valleyfield	598	10 661	11 259	1 392	12 651	11 977
Val-Maurice	112	14 673	14 785	14 281	29 066	30 195
Victoriaville		13 891	13 891	10 484	24 375	24 908
Warwick		7 659	7 659	902	8 561	8 478
Western Quebec (Prot)		12 162	12 162	5 612	17 774	16 785
Conseil Scolaire						
Île-de-Montréal		413 198	413 198	138 090	551 288	520 490
	9 596	2 825 618	2 835 214	686 632	3 521 846	3 310 471
Moins: les revenus accumulés du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec		2 695	2 695		2 695	10 097
	9 596	2 822 923	2 832 519	686 632	3 519 151	3 300 374

DÉTAILS DES ENGAGEMENTS (suite)
COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ou la ministre de l'Éducation et Science.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le ou la ministre de l'Éducation et Science.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1994	1993 (Reclassé)
Abitibi-Témiscamingue	2 252	22 850	25 102	2 378	27 480	26 431
Ahuntsic, Montréal	2 100	29 644	31 744	12 408	44 152	42 710
Aima		6 346	6 346	3 577	9 923	9 453
André-Laurendeau, LaSalle	2 269	11 052	13 321	21 732	35 053	33 568
Baie-Comeau	1 392	10 032	11 424	2 899	14 323	13 984
Beauce-Appalaches		11 498	11 498	5 303	16 801	14 031
Bois-de-Boulogne, Montréal	2 036	11 633	13 669	3 516	17 185	16 715
Champlain (Régional), Sherbrooke	2 752	29 129	31 881	3 092	34 973	33 056
Chicoutimi	700	13 038	13 738	20 570	34 308	32 542
Dawson, Montréal	320	66 789	67 109	8 131	75 240	76 433
Drummondville		13 960	13 960	7 220	21 180	16 697
Édouard-Montpetit, Longueuil	10 550	29 876	40 426	7 005	47 431	46 784
François-Xavier-Garneau, Québec	700	25 021	25 721	4 421	30 142	30 241
Gaspésie et des Îles, Gaspé	2 160	22 280	24 440	4 363	28 803	27 702
Granby-Haute-Yamaska	31	2 300	2 331	6 159	8 490	7 952
Héritage				15 504	15 504	6 058
John-Abbott, Ste-Anne-de-Bellevue	5 072	33 402	38 474	5 245	43 719	44 614
Joliette de Lanaudière	1 800	7 729	9 529	7 232	16 761	14 259
Jonquière	3 353	27 759	31 112	4 179	35 291	33 616
La Pocatière	1 402	8 405	9 807	8 116	17 923	17 903
Lévis-Lauzon, Lauzon	1 266	28 860	30 126	4 285	34 411	32 464
Limoulu, Québec		67 537	67 537	7 477	75 014	71 000
Lionel-Groulx, Ste-Thérèse-de-Blainville	1 812	24 594	26 406	6 818	33 224	30 850
Maisonnette, Montréal	308	16 443	16 751	8 513	25 264	22 448
Marie-Victorin	787	28 000	28 787	6 061	34 848	800
Matane		8 289	8 289	2 746	11 035	10 102
Montmorency, Laval		24 201	24 201	4 002	28 203	24 800
Outaouais		27 344	27 344	15 014	42 358	34 846
Région de l'Amiante, Thetford Mines	723	18 949	19 672	3 283	22 955	23 494
Rimouski	2 622	29 394	32 016	7 826	39 842	36 592
Rivière-du-Loup		13 640	13 640	3 314	16 954	17 006
Rosemont, Montréal	8 417	13 120	21 537	6 554	28 091	26 105
St-Félicien	2 092	7 194	9 286	3 348	12 634	10 737
Ste-Foy	277	27 859	28 136	5 255	33 391	30 375
St-Hyacinthe		18 760	18 760	6 885	25 645	21 612
St-Jean-sur-Richelieu, St-Jean	132	8 079	8 211	8 385	16 596	13 439
St-Jérôme	2 664	15 829	18 493	8 079	26 572	24 622
St-Laurent, Montréal		19 986	19 986	5 411	25 397	24 501
Sept-Îles		7 003	7 003	6 687	13 690	15 920
Shawinigan		13 781	13 781	2 986	16 767	16 571
Sherbrooke	3 134	20 982	24 116	9 535	33 651	32 644
Sorel-Tracy		9 200	9 200	5 602	14 802	14 452
Trois-Rivières	1 028	20 382	21 410	12 165	33 575	29 398
Valleyfield	744	16 659	17 403	5 503	22 906	22 277
Vanier, Montréal	770	33 229	33 999	1 356	35 355	36 021
Victoriaville	156	19 061	19 217	1 878	21 095	21 743
Vieux-Montréal	3 861	41 036	44 897	7 727	52 624	54 446
	69 682	962 154	1 031 836	319 745	1 351 581	1 244 014
Moins: Les revenus accumulés du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseigne- ment général et professionnel du Québec		12 201	12 201		12 201	2 165
	69 682	949 953	1 019 635	319 745	1 339 380	1 241 849

DÉTAILS DES ENGAGEMENTS (suite)
UNIVERSITÉS

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ou la ministre de l'Éducation et Science.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le ou la ministre de l'Éducation et Science.

	A-1	A-2	Sous- Total	B	1994	1993
Bishop's, Lennoxville				9 436	9 436	7 069
Concordia, Montréal	28 793	86 740	115 533	30 515	146 048	133 335
École des hautes études commerciales, Montréal		22 162	22 162	7 232	29 394	25 180
École polytechnique, Montréal	20 260	49 571	69 831	4 206	74 037	66 950
Laval, Ste-Foy	39 514	133 562	173 076	50 323	223 399	211 441
McGill, Montréal	61 539	90 992	152 531	65 447	217 978	190 090
Montréal	80 201	171 641	251 842	12 103	263 945	249 059
Sherbrooke	23 473	65 152	88 625	10 496	99 121	87 311
Université du Québec	76 403	286 430	362 833	184 374	547 207	499 961
	<u>330 183</u>	<u>906 250</u>	<u>1 236 433</u>	<u>374 132</u>	<u>1 610 565</u>	<u>1 470 396</u>
Moins: les revenus accumulés du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec		9 694	9 694		9 694	8 696
	<u>330 183</u>	<u>896 556</u>	<u>1 226 739</u>	<u>374 132</u>	<u>1 600 871</u>	<u>1 461 700</u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ou la ministre de la Santé et des Services sociaux.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le ou la ministre de la Santé et des Services sociaux.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1994	1993
Alma:						
Hôtel-Dieu d'Alma 1964	1 270		1 270		1 270	1 270
Foyer Normandie d'Alma				1 567	1 567	1 567
Amos:						
Centre hospitalier Hôtel-Dieu d'Amos		8 816	8 816		8 816	10 491
Clair-Foyer Inc.		252	252	1 236	1 488	1 492
Andréville: Foyer Desjardins				30	30	822
Arthabaska: Hôtel-Dieu d'Arthabaska		3 245	3 245		3 245	3 382
Asbestos: Centre hospitalier d'Asbestos		2 006	2 006	11	2 017	2 537
Austin: Centre Butters Inc.		950	950		950	990
Baie-Comeau:						
Centre d'accueil N.A. Labrie		2 700	2 700		2 700	2 700
Centre hospitalier régional Baie-Comeau		7 284	7 284		7 284	7 592
Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord		22 689	22 689	9 686	32 375	28 391
Baie-St-Paul: Centre hospitalier de Charlevoix		1 142	1 142		1 142	1 209
Beaconsfield: Promotions sociales Taylor-Thibodeau (Les)				533	533	525
Beauhamois: Centre d'accueil Le Vaisseau d'Or				347	347	342
Beauport:						
Centre hospitalier Robert-Giffard		21 273	21 273	2 290	23 563	22 646
Clinique Roy-Rousseau		1 051	1 051		1 051	1 095
Bedford: Centre hospitalier de Bedford		2 434	2 434		2 434	2 538
Buckingham: Centre hospitalier de Buckingham		2 346	2 346		2 346	2 456
Cap-aux-Meules: Centre hospitalier de l'Archipel		38 523	38 523	2 430	40 953	42 115
Cap-Chat: Centre d'accueil de Cap-Chat				3 417	3 417	
Cap-de-la-Madeleine:						
Foyer Père-Frédéric Inc.				6 300	6 300	1 155
Hôpital Cloutier				9 059	9 059	9 150
Chandler: Centre hospitalier de Chandler		4 806	4 806		4 806	5 020
Charlesbourg:						
Foyer de Charlesbourg Inc.		1 777	1 777	143	1 920	2 006
Institut des sounds de Charlesbourg Inc.		1 336	1 336	609	1 945	1 440
Mont Saint-Aubert Inc.		287	287		287	299
Charny:						
Centre hospitalier Paul-Gilbert		10 397	10 397		10 397	10 860
Régie régionale de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches				12 198	12 198	

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1994	1993
Chibougamau: Régie régionale des services de santé et des services sociaux du Nord-du-Québec				967	967	
Chicoutimi:						
Beaumont de Chicoutimi Inc.		925	925		925	971
Hôpital de Chicoutimi Inc.		12 576	12 576	10 106	22 682	14 736
Institut St-Georges Inc.				1 505	1 505	1 488
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Saguenay-Lac-St-Jean		39 498	39 498	19 674	59 172	49 605
Chicoutimi-Nord: Institut Roland-Saucier		2 212	2 212		2 212	2 308
Chisasibi-Baie-James: Régie régionale Cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James		5 324	5 324	5 836	11 160	5 973
Coaticook: Centre hospitalier de Coaticook		944	944	3 570	4 514	985
Cowansville: Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins		2 792	2 792	265	3 057	5 959
Dolbeau: Centre hospitalier de Dolbeau		3 324	3 324		3 324	3 481
Drummondville:						
Centre hospitalier Georges-Frédéric		3 463	3 463	422	3 885	4 003
Hôpital Ste-Croix		6 303	6 303		6 303	6 577
Pavillon Laforest Inc.		6 789	6 789	71	6 860	7 136
Farnham: Foyers Farnham Inc.						
Forestville: CLSC de Forestville		782	782		782	815
Fort-Coulonge:						
Mansoir du Sacré-Cœur				1 761	1 761	1 760
CLSC Pontiac				106	106	115
Gaspé:						
Centre d'accueil Le Cabestan		460	460		460	480
Centre hospitalier Mgr-Ross		2 232	2 232	2 793	5 025	5 129
Hôtel-Dieu de Gaspé	400	4 141	4 541		4 541	4 822
Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine				5 055	5 055	
Gatineau:						
Centre hospitalier de Gatineau		38 734	38 734	10 175	48 909	51 421
Centre hospitalier de Gatineau Memorial				7 201	7 201	
Gracefield: Foyer d'accueil de Gracefield				1 251	1 251	1 250
Granby:						
Centre hospitalier de Granby	2 500	2 356	4 856		4 856	4 958
Villa Bonheur				875	875	838
Grandes-Bergeronnes: Foyer Monseigneur-Gendron Inc.		337	337	4 551	4 888	352
Grand-Mère:						
Centre hospitalier Laflèche-Grand-Mère		2 406	2 406	3 060	5 466	5 569
Foyer de Grand-Mère Inc.		302	302		302	315
Greenfield Park: Hôpital Charles-Lemoyne		8 158	8 158		8 158	8 431
Havre-St-Pierre: Centre de santé Saint-Jean-Eudes		1 673	1 673		1 673	1 746
Huberdeau: Accueil Vert-Pré d'Huberdeau				330	330	575

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1994	1993
Hull:						
Centre de réadaptation Les jeunes de l'Outaouais				1 343	1 343	1 295
Centre hospitalier régional de l'Outaouais		15 577	15 577		15 577	16 010
Centre local de services communautaires de Hull		1 444	1 444		1 444	1 507
Centre hospitalier Pierre-Janet (La corporation du)	2 400		2 400		2 400	2 400
Hôpital de la Piété		3 024	3 024	4 992	8 016	8 150
Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Outaouais		35 738	35 738	12 689	48 427	42 661
Iberville: Résidence Champagnat d'Iberville Inc.		1 892	1 892	606	2 498	2 585
Joliette:						
Centre hospitalier régional Delanaudière	1 760	24 654	26 414	21	26 435	27 404
Foyer St-Eusèbe Inc.				26	26	42
Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière				5 692	5 692	
Jonquière: Centre hospitalier Jonquière		3 568	3 568		3 568	3 705
Kingsey Falls: Foyer Kingsey Falls Inc.				332	332	356
Kuujuuaq:						
Hôpital Ungava		7 423	7 423	3 995	11 418	7 776
Régie régionale de la santé et des services sociaux Kativik		9 783	9 783	6 627	16 410	10 384
La Baie:						
Centrant				663	663	633
Hôpital de la Baie-des-Ha!-Ha! Inc.		1 732	1 732	5 290	7 022	7 104
Lachine:						
Centre d'accueil de Lachine (Corporation du)				5 637	5 637	5 560
Centre hospitalier de Lachine		16 489	16 489	816	17 305	16 426
Hôpital général de Lachine				1 283	1 283	1 288
Lachute: Hôpital d'Argenteuil				9 777	9 777	9 526
Lac-Mégantic:						
Centre hospitalier Lac-Mégantic				2 360	2 360	3 861
La Maison Paternelle				331	331	319
La Malbaie:						
Centre hospitalier St-Joseph-de-la-Malbaie		8 112	8 112	490	8 602	9 626
L'Annonciation: Centre hospitalier des Laurentides et Centre d'accueil et de réadaptation des Hautes-Vallées		1 386	1 386	2 095	3 481	3 534
La Pocatière: Hôpital Notre-Dame-de-Fatima		432	432		432	451
LaSalle: Hôpital Général LaSalle		6 510	6 510	25 210	31 720	32 103
La Sarre: Centre hospitalier St-François-d'Assise de La Sarre		895	895		895	940
La Tuque:						
C.L.S.C. du Haut St-Maurice				265	265	261
Hôpital St-Joseph de La Tuque		1 196	1 196		1 196	1 248
Laurier-Station: Centre local de services communautaires Arthur-Caux		902	902		902	943

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1994	1993
Laval:						
Centre de séjour Laval Inc.				1 276	1 276	1 637
Cité de la santé de Laval		12 039	12 039	43 664	55 703	55 433
Hôpital Juif de réadaptation		1 139	1 139	1 051	2 190	1 547
Régie régionale de la santé et des services sociaux de Laval				3 734	3 734	
Laval-des-Rapides: Centre de réadaptation Cartier				2 579	2 579	2 790
Les Escoumins: Centre de santé de la Haute Côte-Nord		3 460	3 460		3 460	3 633
Lévis: Hôtel-Dieu de Lévis		8 387	8 387	10 771	19 158	8 773
L'Islet-sur-Mer: Foyer Bon secours Inc.				471	471	452
Longueuil:						
Centre d'accueil Le Manoir Trinité		1 762	1 762	299	2 061	2 128
Centre hospitalier Pierre Boucher		36 668	36 668		36 668	38 262
Institut Nazareth et Louis-Braille						29
Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Montérégie		88 062	88 062	36 938	125 000	106 585
Loretteville: Foyer de Loretteville Inc.				3 080	3 080	3 080
Louiseville: Centre d'accueil Louiseville Inc.		418	418	2 372	2 790	436
Louder-de-Blanc-Sablon: Centre de santé de la Basse-Côte-Nord		25 347	25 347	1 072	26 419	25 268
Malartic: Villa St-Martin Inc.				2 920	2 920	2 918
Maniwaki: Centre hospitalier de Maniwaki (La Corporation du) Foyer Père Guinard		994	994	9 987 2 297	10 981 2 297	11 028 2 296
Maria:						
Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs		4 950	4 950	6 710	11 660	5 110
Résidence St-Joseph				671	671	661
Marieville: Centre d'accueil de Rouville				4 964	4 964	4 963
Matagami: Centre de santé Isle-Dieu		840	840		840	880
Matane:						
Centre hospitalier de Matane		8 063	8 063		8 063	8 674
C.L.S.C. de Matane		375	375		375	391
Matapédia: C.L.S.C. Malauze				3 659	3 659	3 666
Mont-Joli: Hôpital de Mont-Joli Inc.		1 422	1 422		1 422	1 484
Mont-Laurier: Hôpital Notre-Dame-de-Ste-Croix		3 080	3 080	7 511	10 591	10 662
Montmagny:						
Foyer d'Youville		1 880	1 880		1 880	1 965
Hôtel-Dieu de Montmagny		4 667	4 667	4 807	9 474	5 114
Montréal:						
Boscoville		1 230	1 230	2	1 232	1 880
Centre d'accueil Charlevoix				103	103	87
Centre d'accueil Juif				14 846	14 846	16 099
Centre d'accueil La Cité des Prairies		1 600	1 600	1 938	3 538	3 677
Centre de réadaptation Lucie-Bruneau		1 694	1 694		1 694	3 603
Centre de santé St-Henri Inc.		3 178	3 178		3 178	3 317
Centre de soins prolongés de Montréal (Le)				596	596	572

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1994	1993
Montréal: (suite)						
Centre hospitalier Côte-des-Neiges		4 320	4 320	1 903	6 223	7 120
Centre hospitalier Fleury		6 995	6 995	11 598	18 593	8 966
Centre hospitalier gériatrique Maimonides		5 245	5 245		5 245	5 478
Centre hospitalier Jacques-Viger		5 793	5 793	937	6 730	6 917
Centre hospitalier J. Henri-Charbonneau		4 090	4 090	344	4 434	4 643
Centre hospitalier Juif de l'Espérance				2 328	2 328	2 260
Centre hospitalier de St-Mary's		4 804	4 804	1 691	6 495	6 650
Centre hospitalier St-Michel (Corporation du)		5 870	5 870		5 870	6 130
Centre hospitalier thoracique de Montréal		1 151	1 151		1 151	1 201
Centre local de services communautaires St-Henri		1 459	1 459		1 459	1 520
Centre local de services communautaires St-Louis-du-Parc		2 298	2 298		2 298	2 398
Centre Mackay				500	500	469
École Mont St-Antoine Inc.		1 270	1 270	1 516	2 786	2 784
Foyer Presbytérien St-Andrew Inc.				4 842	4 842	4 836
Foyer Rousselot				556	556	525
Hôpital Chinois de Montréal (1963)		2 440	2 440		2 440	2 550
Hôpital Douglas				2 971	2 971	3 005
Hôpital Général de Montréal		12 943	12 943	5 013	17 956	18 158
Hôpital Général Juif Sir-Mortimer-B.-Davis		12 180	12 180	6 183	18 363	19 603
Hôpital Jean-Talon		14 487	14 487	7 331	21 818	15 148
Hôpital Louis-H. Lafontaine		4 116	4 116	1 053	5 169	5 322
Hôpital Maisonneuve-Rosemont		6 479	6 479	36 346	42 825	43 026
Hôpital Marie-Clarac		1 380	1 380		1 380	1 440
Hôpital Marie-Enfant		1 423	1 423		1 423	1 483
Hôpital de Montréal pour Enfants		4 266	4 266	62	4 328	4 623
Hôpital neurologique de Montréal		4 415	4 415	1 005	5 420	4 977
Hôpital Notre-Dame	1 000	20 359	21 359	48 014	69 373	70 140
Hôpital Notre-Dame-de-la-Merci Inc.		2 747	2 747	20 017	22 764	22 512
Hôpital Rivière-des-Prairies		2 727	2 727	6 941	9 668	9 741
Hôpital Royal Victoria		3 049	3 049		3 049	3 182
Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal		18 564	18 564	3 274	21 838	19 845
Hôpital St-Charles Borromée		6 128	6 128	9 582	15 710	6 463
Hôpital Ste-Jeanne-d'Arc		3 461	3 461		3 461	3 625
Hôpital Ste-Justine		17 832	17 832	6 385	24 217	25 194
Hôpital St-Luc		15 087	15 087	292	15 379	16 666
Hôpital Santa-Cabrini		1 965	1 965	9 888	11 853	11 694
Hôtel-Dieu de Montréal		11 373	11 373	5 289	16 662	16 689
Institut Canadien-Polonois du Bien-Être Inc.		1 528	1 528	1 837	3 365	3 498
Institut de cardiologie de Montréal		5 745	5 745	3 015	8 760	6 644
Institut Philippe-Pinel de Montréal		2 752	2 752		2 752	4 986
Institut de recherches cliniques de Montréal				12 967	12 967	13 001
Memoir de l'Âge d'Or				5 481	5 481	5 376
Régie régionale de la santé et des services sociaux Montréal-Centre	2 000	303 928	305 928	132 565	438 493	366 892
Résidence Jean-de-la-Lande Inc.		4 764	4 764	2 187	6 951	7 366
Villa Notre-Dame-de-Grâce				762	762	1 103
Nicolet:						
Hôpital du Christ-Roi				2 736	2 736	2 634
Foyer de Nicolet				805	805	
Paspébiac: Centre local de services commu- nautaires Chaleurs				2 092	2 092	2 138
Pierrefonds:						
Centre Ste-Hélène				1 601	1 601	1 733
Centre Rose-Virginie Pelletier						
Plessisville: Centre local de services communautaires de l'Érable		2 284	2 284		2 284	2 389
Pointe-Claire: Hôpital Général du Lakeshore		1 661	1 661	32 750	34 411	34 545

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1994	1993
Povungnituk: Centre hospitalier de la Baie-d'Hudson		6 131	6 131	5 814	11 945	13 048
Québec:						
Corporation d'hébergement du Québec	75 745	312 768	388 513	144 462	532 975	521 349
Foyer Notre-Dame-de-Lourdes				5 286	5 286	1 622
Hôpital de l'Enfant-Jésus		14 257	14 257	65 881	80 138	34 096
Hôpital Général de Québec		2 159	2 159		2 159	2 262
Hôpital Jeffery Hale				4 077	4 077	3 918
Hôpital St-François-d'Assise		13 594	13 594	12 871	26 465	26 876
Hôpital du St-Sacrement		5 343	5 343	19 410	24 753	25 180
Hôtel-Dieu de Québec (L')		8 963	8 963	10 166	19 129	19 448
Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus de Québec		985	985		985	1 028
Pavillon St-Charles de Limoilou		1 323	1 323		1 323	1 386
Régie régionale de la santé et des services sociaux de Québec		165 346	165 346	56 675	222 021	200 914
Repentigny:						
Centre hospitalier Le Gardeur		34 643	34 643	2 725	37 368	38 485
Les Centres d'accueil du Chemin du Roy				665	665	639
Richmond: Foyer Richmond Inc.				2 484	2 484	
Rigaud: Foyer de Rigaud Inc.				410	410	398
Rimouski:						
Centre d'accueil Relais Jeune Est				1 684	1 684	1 643
Centre hospitalier régional de Rimouski		5 619	5 619	2 569	8 188	8 123
Foyer de Rimouski Inc.		633	633		633	681
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Bas-St-Laurent		42 259	42 259	19 962	62 221	54 887
Rivière-au-Renard: Centre local de services communautaires de la Pointe		1 210	1 210		1 210	1 271
Rivière-des-Prairies: Centre local de services communautaires Rivière-des-Prairies		1 497	1 497		1 497	1 560
Rivière-du-Loup:						
Centre hospitalier régional du Grand-Portage	4 800		4 800		4 800	4 800
Hôpital St-Joseph de Rivière-du-Loup				470	470	453
Rivière-Quelle: Centre d'accueil Thérèse-Martin		317	317		317	331
Roberval:						
Hôtel-Dieu de Roberval		2 726	2 726		2 726	2 840
Institut Lachenaie Inc.				6 231	6 231	5 970
Rock Forest: Institut Val-du-Lac Inc.				259	259	250
Rouyn-Noranda:						
Centre hospitalier Rouyn-Noranda		14 604	14 604	2 952	17 556	18 539
Maison Pie-XII		90	90		90	94
Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue		25 896	25 896	9 912	35 808	30 915
Ste-Agathe-des-Monts: Centre hospitalier Laurentien		5 658	5 658	939	6 597	7 054
Ste-Agathe-Sud: Hôpital Mont-Sinai	64	1 710	1 774	15 348	17 122	16 861
St-Alexandre: Foyer Villa Maria Inc.		351	351		351	366
St-André-Avellin: Centre d'accueil La Petite Nation		1 428	1 428		1 428	1 772
Ste-Anne-des-Monts:						
Hôpital des Monts		3 247	3 247		3 247	3 339
Centre de réadaptation de la Gaspésie				92	92	

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1994	1993
St-Anselme: Pavillon de l'Âge d'Or St-Anselme Inc.				2 154	2 154	2 154
St-Apollinaire: La Lignée Lotbinière				1 814	1 814	1 507
St-Célestin: Foyer St-Célestin				5 909	5 909	5 727
Ste-Claire: Villa Prévost Inc.		418	418		418	458
St-Éleuthère: Centre local de services communautaires des Frontières		2 057	2 057		2 057	2 090
St-Eustache: Centre hospitalier St-Eustache		1 464	1 464	36 011	37 475	36 530
St-Félicien: Foyer de la Paix Inc.				265	265	264
St-Ferdinand: Hôpital St-Julien		1 890	1 890	1 403	3 293	3 492
Ste-Foy:						
Centre Cardinal-Villeneuve Inc.		971	971	521	1 492	1 543
Centre hospitalier de l'Université Laval		18 781	18 781	12 907	31 688	20 455
Hôpital Laval		9 344	9 344	2 172	11 516	11 866
St-Georges-Ouest: Centre hospitalier St-Georges de Beauce						
Ste-Germaine-du-Lac-Échemin: Sanatorium Bégin		1 066	1 066		1 066	1 117
St-Hyacinthe:						
Centre hospitalier Honoré-Mercier Inc.		8 954	8 954	5 560	14 514	14 866
Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe		5 392	5 392	3 028	8 420	8 837
Les Pavillons Bois-Joly Inc.				367	367	427
St-Jacques: Les Centres d'accueil Montcalm		403	403		403	419
St-Jean: Hôpital du Haut-Richelieu		12 077	12 077		12 077	12 386
St-Jean-Port-Joli: Centre local de services communautaires Trois-Saumons		1 280	1 280		1 280	1 344
St-Jérôme (Terrebonne):						
Hôtel-Dieu de St-Jérôme		32 593	32 593		32 593	34 067
Régie régionale de la santé et des services sociaux des Laurentides		54 340	54 340	24 886	79 226	69 565
St-Jovite: L'Accueil St-Jovite Inc.				2 888	2 888	2 714
St-Laurent: Centre hospitalier de St-Laurent		4 032	4 032	37	4 069	4 556
St-Liguori: Foyer St-Liguori				822	822	821
Ste-Marguerite-du-Lac-Masson: Manoir de la Pointe-Bleue (1978)		1 218	1 218	408	1 626	1 663
Ste-Marie: Centre d'accueil Notre-Dame-de-la- la-Protection		411	411		411	429
St-Raphaël: Foyer St-Raphaël Inc.				1 627	1 627	1 279
St-Raymond: Centre hospitalier Portneuf		1 200	1 200	12 032	13 232	13 009
St-Romuald-d'Échemin: Foyer Chanoine Audet Inc.				3 573	3 573	3 570
Ste-Rose-de-Laval: Centre local de services communautaires de Ste-Rose-de-Laval		1 598	1 598		1 598	1 665
Ste-Thècle: Foyer de St-Thècle Inc.				2 654	2 654	2 652

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1994	1993
Ste-Thérèse-de-Blainville: Centres d'accueil Drapeau et Deschambault		897	897		897	977
St-Tite: Foyer Mgr-Paquin Inc.				281	281	268
St-Vincent-de-Paul: Les Centres d'accueil Laval						428
Salaberry-de-Valleyfield: Centre hospitalier de Valleyfield Les Centres jeunesse de la Montérégie		34 928 1 394	34 928 1 394	1 161	36 089 1 394	36 725 1 735
Sept-Îles: Foyer d'hébergement de Sept-Îles Inc. Hôpital de Sept-Îles		393 15 370	393 15 370	4 289	4 682 15 370	428 15 814
Shawinigan: Foyer Dehauffe				277	277	274
Shawinigan-Sud: Centre d'accueil de Shawinigan-Sud Inc. Centre hospitalier régional de la Mauricie		347 6 345	347 6 345	241 2 434	588 8 779	624 9 051
Shawville: L' Hôpital communautaire du Pontiac Inc.		14 958	14 958	154	15 112	16 301
Sherbrooke: Centre de réadaptation Estrie Inc. Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke Foyer St-Joseph de Sherbrooke Hôpital d'Youville de Sherbrooke Hôpital St-Vincent-de-Paul de Sherbrooke Hôtel-Dieu de Sherbrooke Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Estrie Relais St-François Inc. Résidence de l'Estrie de Sherbrooke Inc.		428 7 667 3 206 2 610 6 975 40 907 567	428 7 667 3 206 2 610 6 975 40 907 567	 2 548 489 4 329 11 812 18 806 416 400	428 10 215 489 7 535 2 610 18 787 59 713 416 967	470 10 661 474 3 757 2 719 18 418 49 791 446 974
Sorel: Les Ateliers Riverains Foyer Richelieu Hôpital général de Sorel Hôtel-Dieu de Sorel		603 5 078	603 5 078	 515 3 159	603 515 3 159 5 078	629 513 3 097 5 299
Témiscaming: Centre de santé de Témiscaming		1 080	1 080		1 080	1 125
Thetford Mines: Hôpital Général de la Région de l'Amiante Inc. Résidence Denis Marcotte		7 890	7 890	5 671 2 481	13 561 2 481	8 094 2 479
Trois-Pistoles: Centre hospitalier Trois-Pistoles				1 321	1 321	1 449
Trois-Rivières: Centre hospitalier Cooke Centre hospitalier Ste-Marie Centre hospitalier St-Joseph de Trois-Rivières Foyer Joseph-Denys Inc. Régie régionale de la santé et des services sociaux de Mauricie-Bois-Francs Ville Joie St-Dominique		 2 000 4 100 287 66 759	 2 000 4 100 287 66 759	390 15 455 14 882 27 255 2 014	390 17 455 18 982 287 94 014 2 014	771 17 124 19 133 299 81 586 1 807
Val-d'Or: Centre hospitalier de Val-d'Or Centre d'orientation L'Étape Inc. Foyer de Val-d'Or Inc.	3 150	2 945	6 095	890 6 855	6 095 890 6 855	6 242 944 6 830
Vanier: Hôpital Christ-Roi		2 053	2 053		2 053	2 139

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1994	1993
Verdun:						
Centre hospitalier de Verdun		7 670	7 670		7 670	8 022
Hôpital Champlain de Verdun		2 114	2 114	13 365	15 479	15 535
Hôpital Douglas		8 249	8 249	203	8 452	8 972
Société d'habitation de Verdun				14 603	14 603	14 564
Victoriaville-Arthabaska:						
Centre hospitalier des Bois-Francs		4 138	4 138		4 138	4 158
Centre d'accueil l'Ermitage				1 279	1 279	1 277
Ville-Marie: Centre de santé Ste-Famille		4 553	4 553	142	4 695	4 826
Vimont: Centre local de services communautaires du Marigot		1 320	1 320		1 320	1 375
Warwick: Foyer Étoile d'Or Inc.				1 307	1 307	1 306
Weedon: Foyer de Weedon Inc.				3 808	3 808	3 465
Westmount:						
Centre d'accueil Horizons de la jeunesse				1 347	1 347	1 292
Hôpital Reddy Memorial		2 796	2 796		2 796	2 860
Windsor: Hôpital St-Louis de Windsor Inc.		731	731	2 871	3 602	763
Wotton: Centre d'accueil de Wotton				1 229	1 229	1 227
	95 089	2 258 039	2 353 128	1 464 008	3 817 136	3 465 781
Moins: les revenus accumulés du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec		15 441	15 441		15 441	13 898
	95 089	2 242 598	2 337 687	1 464 008	3 801 695	3 451 883

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Autres	1994	1993 (Redressé)
Municipalités				
Montréal métropolitain				
Beaconsfield	154	114	268	282
Beauharnois	8 826		8 826	8 961
Beloeil	1 292	1 038	2 330	941
Blainville	3 319	401	3 720	2 634
Boisbriand	13 244	837	14 081	13 368
Bois-des-Filion	635	270	905	820
Boucherville	31 679		31 679	31 403
Brossard	29 545		29 545	29 288
Candiac	13 503		13 503	13 929
Chambly	17 979	162	18 141	18 322
Châteauguay	43 438		43 438	43 430
Côte-St-Luc		1 037	1 037	1 076
Delson	6 941		6 941	7 153
Deux-Montagnes	3 391		3 391	3 116
Dollard-des-Ormeaux		950	950	971
Dorion	5 959		5 959	5 760
Greenfield Park	10 563		10 563	10 472
Lachenaie	705	796	1 501	743
Lachine		92	92	96
La Prairie	12 333	1 027	13 360	12 719
LaSalle	1 985	113	2 098	2 234
Laval	157 764	3 566	161 330	164 980
LeMoyne	2 644		2 644	2 626
L'Île-Perrot	12 180		12 180	11 502
Longueuil	105 362	14 102	119 464	119 151
Lorraine	788		788	686
Maple Grove	2 916		2 916	2 727
Marieville	8 468		8 468	8 355
Mascouche	1 459		1 459	1 120
McMasterville	243		243	169
Mercier	637		637	475
Montréal		8 940	8 940	4 922
Montréal-Est		284	284	290
Mont-St-Hilaire	554		554	385
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	7 551		7 551	7 570
Otterburn Park	265		265	184
Pincourt	11 798		11 798	11 185
Repentigny		2 757	2 757	
Richelieu	2 073		2 073	2 071
Rosemère	1 278		1 278	1 186
St-Basile-le-Grand	326	768	1 094	340
St-Bruno-de-Montarville	1 119		1 119	1 161
St-Catherine	7 172		7 172	7 393
St-Constant	9 296		9 296	9 776
St-Eustache	27 523		27 523	17 853
St-Hubert	44 200		44 200	43 761
St-Julie	2 977		2 977	2 977
St-Lambert	11 109		11 109	11 008
St-Philippe	83		83	55
St-Thérèse	4 052	1 000	5 052	3 535
Terrasse-Vaudreuil	3 351		3 351	3 148
Terrebonne	10 690		10 690	4 147
Varennes	6 917		6 917	6 916
Vaudreuil	5 923		5 923	5 755
Verchères	6 912		6 912	6 896
Québec métropolitain				
Beauport	3 901	460	4 361	4 441
Cap-Rouge	1 255		1 255	1 282
Charlesbourg	4 507	1 161	5 668	5 641

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Autres	1994	1993 (Redressé)
Charny	760		760	634
Lac-Beauport	14		14	14
Lac-St-Charles	607		607	623
L'Ancienne-Lorette	1 021	1 100	2 121	2 142
L'Ange-Gardien	223		223	165
Lévis	44 518	898	45 416	45 165
Loretteville	2 020		2 020	2 035
Québec	5 870	3 700	9 570	8 782
Sillery		940	940	975
St-Augustin-de-Desmaures	2 423	738	3 161	3 116
St-Émile	363		363	363
Ste-Foy	10 013		10 013	9 467
St-Nicolas	401	264	665	607
St-Romuald	7 419	641	8 060	3 128
Val-Bélair	969	556	1 525	1 520
Vanier	1 619		1 619	1 623
Diverses circonscriptions électorales				
Abitibi-Est	19 335	2 687	22 022	19 420
Abitibi-Ouest	13 802	850	14 652	8 219
Argenteuil	11 559	566	12 125	8 821
Arthabaska	32 557	360	32 917	32 956
Beauce-Nord	36 445		36 445	35 598
Beauce-Sud	40 223		40 223	39 178
Beauharnois-Huntingdon	15 852		15 852	9 679
Bellechasse	20 766	369	21 135	17 022
Berthier	15 418		15 418	11 930
Bonneventure	36 113	2 606	38 719	31 425
Brome-Missisquoi	32 456	1 228	33 684	32 475
Chambly	484		484	
Champlain	19 414	1 684	21 098	20 700
Chapleau	1 712	5 781	7 493	1 773
Charlevoix	19 962	374	20 336	19 939
Châteauguay	28		28	3
Chauveau	12 121	499	12 620	12 857
Chicoutimi	35 968	862	36 830	31 365
Chutes-de-la-Chaudière	6 594	870	7 464	7 378
Deux-Montagnes	2 821	485	3 306	2 976
Drummond	20 551	796	21 347	18 652
Dubuc	31 380	1 383	32 763	29 970
Duplessis	6 419	29 315	35 734	15 126
Frontenac	37 354	368	37 722	37 804
Gaspé	16 053		16 053	13 264
Gatineau	8 776		8 776	8 679
Hull	1 273	93	1 366	1 432
Iberville	34 880	333	35 213	32 428
Îles-de-la-Madeleine	3 748		3 748	3 717
Johnson	31 688	242	31 930	30 613
Joliette	20 861		20 861	19 161
Jonquière	29 556		29 556	29 439
Kamouraska-Témiscouata	22 277		22 277	20 627
Labelle	44 571	109	44 680	42 118
Lac-St-Jean	43 395	144	43 539	43 423
L'Assomption	24 356		24 356	24 009
Laviolette	26 264		26 264	25 886
Lévis	8 205	191	8 396	5 504
Lotbinière	8 114	268	8 382	6 227
Maskinongé	26 819	438	27 257	24 959
Masson	7 030	422	7 452	7 434
Matane	17 428		17 428	16 454
Matapédia	18 851	515	19 366	18 351
Mégantic-Compton	34 638	99	34 737	31 285
Montmagny-L'Islet	22 420	281	22 701	19 406

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainissement des eaux	Autres	1994	1993 (Redressé)
Montmagny	3 785	266	4 051	4 018
Nelligan		457	457	
Nicolet-Yamaska	13 311	811	14 122	11 341
Orford	33 204	2 754	35 958	37 664
Papineau	7 976	832	8 808	6 688
Pontiac	7 283		7 283	5 236
Portneuf	22 434	690	23 124	23 047
Prévost	9 207	4 016	13 223	12 495
Richelieu	41 953		41 953	40 396
Richmond	26 132		26 132	23 898
Rimouski	50 480	3 021	53 501	49 171
Rivière-du-Loup	23 666	1 237	24 903	22 870
Roberval	41 166	563	41 729	38 021
Rousseau	25 169	899	26 068	23 506
Rouyn-Noranda - Témiscamingue	35 953	3 442	39 395	38 773
Saguenay	35 910		35 910	31 211
Salaberry-Soulanges	44 988	797	45 785	43 054
Shefford	33 121	5 190	38 311	40 705
Sherbrooke	64 955	3 834	68 789	63 016
St-François	21 474		21 474	21 896
St-Hyacinthe	49 072	1 151	50 223	49 983
St-Jean	13 503	451	13 954	9 153
St-Maurice	6 880	2 207	9 087	5 996
Terrebonne	581	287	868	693
Trois-Rivières	59 173	3 336	62 509	62 271
Ungava	11 353	671	12 024	9 799
Vaudreuil	5 353		5 353	5 248
Verchères	6 958		6 958	4 588
	2 366 601	139 842	2 506 443	2 318 165
Moins: montant inscrit au passif - "Provision pour financer l'assainissement des eaux"	88 364		88 364	73 697
	2 278 237	139 842	2 418 079	2 244 468
Organismes municipaux				
Société de transports de la Communauté urbaine de Québec		24 769	24 769	29 841
Communauté urbaine de Montréal	784 437	718 687	1 503 124	1 483 709
Communauté urbaine de l'Outaouais	58 131		58 131	59 386
Communauté urbaine de Québec	315 907		315 907	319 530
Corporation intermunicipale de transports des Forges		1 833	1 833	2 640
Corporation intermunicipale de transports de la Rive-Sud		3 173	3 173	3 943
Corporation intermunicipale de transports du Saguenay		3 878	3 878	5 191
Corporation métropolitaine de transports de Sherbrooke		2 966	2 966	3 051
Régie intermunicipale de transports en commun du centre de la Mauricie		343	343	421
Société de transports de Ville de Laval		20 672	20 672	23 232
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal		225 025	225 025	149 601
Société de transports de l'Outaouais		16 513	16 513	18 779
Société de transports de la Rive-Sud de Montréal		58 283	58 283	65 860
	1 158 475	1 076 142	2 234 617	2 165 184
Moins: montant inscrit au passif - "Provision pour financer l'assainissement des eaux"	24		24	13
	1 158 451	1 076 142	2 234 593	2 165 171
	3 436 688	1 215 984	4 652 672	4 409 639

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT ET DIVERS AUTRES ORGANISMES

(en milliers de dollars)

	1994	1993
		(Redressé)
Entreprises et organismes du Gouvernement		
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	11 610	11 610
Musée d'Art contemporain de Montréal	4 944	5 493
Musée de la Civilisation	34 494	38 566
Musée du Québec	34 059	35 478
Radio-Québec	10 650	16 075
Société de la Place des Arts de Montréal	110 466	93 368
Société du Grand Théâtre de Québec	6 290	6 471
Société québécoise d'assainissement des eaux	8	6 (*)
	<u>212 521</u>	<u>207 067</u>
Divers autres organismes	103 843	88 426
	<u>316 364</u>	<u>295 493</u>

(*) Après avoir déduit un montant de 2 714 \$ en 1993 inscrit au passif - "Provision pour financer l'assainissement des eaux".

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1994	1993 (Redressé)
Municipalités				
Montréal métropolitain				
Beaconsfield	29		29	29
Beauharnois	102		102	159
Beloeil	168		168	1 513
Blainville	6 841		6 841	7 530
Boisbriand	2 348		2 348	3 295
Bois-des-Filion	2 788		2 788	2 908
Boucherville	1 519		1 519	1 706
Brossard	1 911		1 911	3 097
Candiac	1		1	1
Carignan		552	552	664
Chambly	771		771	835
Châteauguay	710	2 362	3 072	4 580
Delson	14	21	35	53
Deux-Montagnes	1 698		1 698	2 101
Dorion	1 033		1 033	1 242
Greenfield Park	964		964	1 025
Lachenaie	14 821		14 821	1 012
La Prairie	43		43	1 069
LaSalle	398		398	398
L'Assomption, ville		912	912	912
Laval	11 286		11 286	23 667
LeMoyne	85		85	102
L'Épiphanie, ville		251	251	345
L'Île-Perrot	953		953	321
Longueuil	12 573		12 573	13 544
Lorraine	3 073		3 073	3 219
Maple Grove	1 271		1 271	1 464
Marieville	100		100	215
Mascouche	12 610		12 610	278
McMasterville	36		36	93
Mercier	88		88	27
Montréal		2 568	2 568	15 399
Mont-St-Hilaire	81		81	212
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	2 097	220	2 317	2 509
Ottenturn Park	39		39	102
Pincourt	1 294	118	1 412	2 130
Pointe-Calumet		441	441	622
Repentigny				2 812
Richelieu	116		116	205
Rosmère	5 340		5 340	5 476
St-Anable		843	843	1 524
Ste-Anne-de-Bellevue				120
St-Basile-le-Grand	237		237	1 050
St-Bruno-de-Montarville	734		734	762
Ste-Catherine	99		99	99
St-Constant	6	52	58	6
St-Eustache	8 157		8 157	17 399
St-Hubert	2 376		2 376	2 790
Ste-Julie	1 020		1 020	1 106
St-Lambert	526		526	554
Ste-Marthe-sur-le-Lac		716	716	716
St-Mathieu-de-Beloeil		13	13	41
St-Philippe	146	1 570	1 716	660
St-Pierre		100	100	
Ste-Thérèse	10 694		10 694	12 020
Terrasse-Vaudreuil	282	66	348	587
Terrebonne	30 631		30 631	36 295
Varrennes	139		139	219
Vaudreuil	1 275		1 275	1 506
Verchères	718		718	797

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1994	1993 (Redressé)
Québec métropolitain				
Beauport	810		810	816
Boischatel		306	306	395
Cap-Rouge	426		426	426
Charlesbourg	853		853	969
Charny	350		350	229
Lac-Beauport	37	1 051	1 088	1 388
Lac-St-Charles	294	714	1 008	1 144
L'Ancienne-Lorette	299		299	304
L'Ange-Gardien	213		213	279
Lévis	2 137		2 137	2 878
Loretteville	1 227		1 227	1 227
Québec	943	9 660	10 603	8 743
St-Augustin-de-Desmaures	333	979	1 312	1 678
St-Émile	115		115	116
Ste-Foy	1 418		1 418	2 092
St-Nicolas	172	460	632	568
St-Romuald	13 680		13 680	18 809
Val-Bélair	434		434	498
Vanier	19		19	21
Diverses circonscriptions électorales				
Abitibi-Est	8 438	174	8 612	2 979
Abitibi-Ouest	29 396	3 252	32 648	14 093
Argenteuil	7 572	3 619	11 191	6 573
Arthabaska	1 792	1 692	3 484	3 953
Beauce-Nord	7 429	8 792	16 221	17 066
Beauce-Sud	2 781	953	3 734	5 788
Beauharnois-Huntingdon	20 715	1 012	21 727	17 439
Bellechasse	10 802	4 156	14 958	14 274
Berthier	20 555	3 154	23 709	8 314
Bonaventure	18 612	4 099	22 711	27 523
Brome-Missisquoi	6 318	3 024	9 342	8 223
Chambly	810	273	1 083	138
Champlain	2 512	278	2 790	2 440
Chapleau	1 384	574	1 958	7 582
Charlevoix	8 046	1 324	9 370	3 496
Châteauguay	29	1 039	1 068	54
Chauveau	937	119	1 056	1 194
Chicoutimi	17 790	860	18 650	23 478
Chutes-de-la-Chaudière	757	1 912	2 669	8 883
Deux-Montagnes	422	640	1 062	1 589
Drummond	35 626	1 800	37 426	40 562
Dubuc	4 225	1 100	5 325	7 867
Duplessis	4 672	24 263	28 935	44 784
Frontenac	4 271	3 073	7 344	5 280
Gaspé	16 096	6 153	22 249	13 935
Gatineau	1 480	2 059	3 539	1 959
Hull	811	30	841	1 311
Iberville	18 997	2 465	21 462	16 765
Îles-de-la-Madeleine	2 396	3 473	5 869	7 359
Jacques-Cartier		6 500	6 500	
Johnson	8 237	2 684	10 921	8 543
Joliette	22 092	3 062	25 154	23 939
Jonquière	540	4	544	892
Kamouraska-Témiscouata	7 518	4 016	11 534	11 856
Labelle	4 720	3 413	8 133	9 437
Lac-St-Jean	1 653	2 222	3 875	4 397
L'Assomption	15 278	47	15 325	16 124
Laviolette	3 111	1 913	5 024	5 956
Lévis	817	350	1 167	3 811

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1994	1993 (Redressé)
Lotbinière	2 304	585	2 889	5 068
Maskinongé	22 230	3 685	25 915	7 593
Masson	15 341	1 329	16 670	1 890
Matane	5 967	2 622	8 589	5 972
Metapédia	21 121	1 682	22 803	6 815
Mégantic-Compton	19 847	2 658	22 505	24 115
Montmagny-L'Islet	14 425	3 656	18 081	12 440
Montmagny	1 075	51	1 126	1 358
Nelligan		181	181	491
Nicolet-Yamaska	15 417	932	16 349	5 869
Orford	2 793	2 506	5 299	6 729
Papineau	3 211	1 828	5 039	6 227
Pontiac	1 483	2 250	3 733	3 668
Portneuf	12 569	4 584	17 153	7 511
Prévost	3 434	1 944	5 378	3 362
Richelieu	14 290	472	14 762	16 841
Richmond	7 941	1 199	9 140	7 763
Rimouski	8 247	2 537	10 784	15 001
Rivière-du-Loup	6 139	2 512	8 651	10 910
Roberval	8 393	3 520	11 913	14 495
Rousseau	3 609	4 160	7 769	8 940
Rouyn-Noranda - Témiscamingue	6 270	3 354	9 624	7 926
Saguenay	7 512	6 111	13 623	14 587
Salaberry-Soulanges	23 336	2 841	26 177	9 059
Shefford	4 870	35	4 905	5 181
Sherbrooke	4 323		4 323	8 642
St-François	4 167	537	4 704	2 649
St-Hyacinthe	3 674	1 825	5 499	6 189
St-Jean	66 160	1 304	67 464	70 658
St-Maurice	10 369	340	10 709	13 817
Terrebonne	8 223	287	8 510	501
Trois-Rivières	1 812	187	1 999	2 803
Ungava	3 528	79 324	82 852	75 595
Vachon		29	29	
Vaudreuil	200	35	235	551
Verchères	2 051	2 135	4 186	6 055
	823 969	276 785	1 100 754	1 024 829
Organismes municipaux				
Société de transports de la Communauté urbaine de Québec		9 453	9 453	484
Communauté urbaine de Montréal	110 651	2 300	112 951	139 074
Communauté urbaine de l'Outaouais	1 349		1 349	1 349
Communauté urbaine de Québec				12 103
Corporation intermunicipale de transports des Forges		1 067	1 067	
Corporation intermunicipale de transports de la Rive-Sud		287	287	
Corporation intermunicipale de transports du Saguenay		716	716	
Corporation métropolitaine de transports de Sherbrooke		272	272	
Société de transports de Ville de Laval		1 433	1 433	
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal		208 030	208 030	201 493
Société de transports de l'Outaouais		4 448	4 448	
Société de transports de la Rive-Sud de Montréal		6 506	6 506	3 627
	112 000	234 512	346 512	358 130
	935 969	511 297	1 447 266	1 382 959

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 ENTREPRISES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT ET DIVERS AUTRES ORGANISMES

(en milliers de dollars)

	1994	1993
		(Redressé)
Entreprises et organismes du Gouvernement		
Bibliothèque nationale du Québec	85	
Musée d'Art contemporain de Montréal	6 911	5 506
Musée de la Civilisation	229	
Musée du Québec	1 875	664
Société de la Place des Arts de Montréal	856	17 084
Société du Grand Théâtre de Québec	4 066	2 199
Société générale des industries culturelles	10 300	5 907
Société des établissements de plein air du Québec	612	
	<u>24 934</u>	<u>31 360</u>
 Divers autres organismes		
Aide à l'industrie:		
Aide à la production et à la commerciali- sation des produits agro-alimentaires	10 892	6 986
Aide au développement régional	3 298	2 713
Aide au développement technologique	43 519	57 315
Développement des économies d'énergie	50	100
Assistance financière à une industrie de pointe relative aux hélicoptères	659	659
Aide aux loisirs et à la culture	34 055	27 561
Autres	3 997	3 453
	<u>96 470</u>	<u>98 787</u>
	<u>121 404</u>	<u>130 147</u>

EMPRUNTS GARANTIS

(en milliers de dollars)

Sommaire

Détail
page

	1994	1993
ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT		
3-75 Centre de recherche industrielle du Québec		1 000
3-75 Commission municipale du Québec	27 238	29 916
3-76 Hydro-Québec	36 060 973 (2)	33 290 374 (2)
3-83 Régie de l'assurance-maladie du Québec	13 000	13 600
3-84 Régie des installations olympiques		389 226
3-85 Sidbec	139 428	163 572
3-86 Société de développement de la Baie James	5 580	4 664
3-87 Société de développement industriel du Québec	403 411	400 716
3-89 Société du Palais des congrès de Montréal	83 788	83 788
3-90 Société du parc industriel et portuaire de Bécancour		35 000
3-90 Société immobilière du Québec	631 080	645 685
3-93 Société nationale de l'amiante	1 668	
3-94 Société québécoise d'assainissement des eaux	185 463	287 322
	<u>37 551 629 (1)</u>	<u>35 344 863</u>
PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS		
3-98 Agriculteurs		3
3-99 Étudiants	2 110 204 (3)	1 785 098 (3)
3-99 Fonds d'aide à l'entreprise	9 451	385
3-99 Pêcheurs	54 097	51 103
3-100 Producteurs agricoles et propriétaires forestiers		6
3-100 Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires	12 142	8 671
3-101 Travailleurs (formation professionnelle)	7 470	598
	<u>2 193 364</u>	<u>1 845 864</u>
	<u>39 744 993</u>	<u>37 190 727</u>

(1) Les emprunts en monnaies étrangères apparaissent en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1994 en considérant aussi les contrats d'échange de devises aux taux de conversion suivants exprimés en dollars canadiens:

En monnaie des États-Unis, Dollar (\$US)	= 1,3837
En monnaie de la France, Franc français (FF)	= 0,2428
En monnaie du Japon, Yen (¥)	= 0,01351
En monnaie des Pays-Bas, Florin Néerlandais (FL)	= 0,7386
En monnaie de l'Allemagne, Deutsche Mark (DM)	= 0,8298
En monnaie de la Grande-Bretagne, Livre Sterling (£)	= 2,0596
En monnaie de la Suisse, Franc Suisse (FS)	= 0,9813
En unité de compte européen, ECU	= 1,59887

(2) Obligations détenues par le gouvernement du Québec aux Fonds d'amortissement, Hydro-Québec 142 272 498 \$CAN incluant 29 540 000 \$US (92 881 408 \$CAN en 1993 incluant 29 640 000 \$US).

(3) Les intérêts sur ces prêts sont payés par le gouvernement du Québec tant que l'emprunteur est étudiant.

ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT

Centre de recherche industrielle du Québec
L.R.Q., c. D-9.1

(en milliers de dollars)

	1994	1993
En vertu du chapitre D-9.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt du Centre.		
En vertu du décret 664-88, le Gouvernement du Québec a approuvé l'émission d'obligations pour une valeur nominale de 5 000 000 \$CAN aux taux et selon l'échéance suivante:		
1 000 000 \$CAN, taux 10,00 %, échéance 9 mai 1993.		
Les intérêts sont payables semestriellement les 9 mai et 9 novembre de chaque année.		
Le 31 mars, le solde dû en capital est de		1 000

Commission municipale du Québec
L.R.Q., c. D-7

(en milliers de dollars)

	1994	1993
Loi sur les dettes, les emprunts municipaux et scolaires.		
Obligations émises par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, en vue de consentir des prêts aux municipalités.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	27 238 (*)	29 916

Les sommes dues par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, de même que les obligations des municipalités détenues par la Commission en contrepartie ne font pas partie de l'actif et du passif du Gouvernement. En effet, il s'agit plutôt d'une dette de la Commission garantie par le Gouvernement (A.C. 2206-64).

(*) Détail

Montréal métropolitain: 15 431

Blainville, 151; Boisbriand, 173; Boucherville, 191; Brossard, 5; Chambly, 16; Châteauguay, 24; Côte-St-Luc, 401; Dollard-des-Ormeaux, 14; Dorval, 83; Hudson, 27; Lachenaie, 5; L'Assomption, 169; Laval, 111; L'Île-Perrot, 45; Longueuil, 922; Mascouche, 29; McMasterville, 17; Montréal, 11 611; Mont-St-Hilaire, 17; Notre-Dame-de-L'Île-Perrot, 14; Otterburn Park, 17; Pierrefonds, 82; Pincourt, 31; Pointe-Claire, 135; Rosemère, 90; St-Basile-le-Grand, 54; St-Bruno-de-Montarville, 44; Ste-Catherine, 16; St-Constant, 1; St-Eustache, 19; St-Hubert, 59; St-Laurent, 130; Ste-Thérèse, 197; Terrasse-Vaudreuil, 29; Terrebonne, 238; Verdun, 215; Westmount, 49.

Québec métropolitain: 3 622

Beauport, 595; Boischatel, 20; Cap-Rouge, 160; Charlesbourg, 804; Charny, 539; L'Ancienne-Lorette, 61; Lévis, 205; Québec, 543; Ste-Foy, 149; Sillery, 83; Val-Bélair, 463.

Commission municipale du Québec (suite)
L.R.Q., c. D-7

(en milliers de dollars)

(*) Détail (suite)

Diverses circonscriptions électorales: 8 185

Abitibi-Est, 32; Abitibi-Ouest, 57; Argenteuil, 51; Arthabaska, 140; Beauce-Nord, 213; Beauharnois-Muntingdon, 49; Bellechasse, 822; Berthier, 9; Bonaventure, 280; Brome-Missisquoi, 86; Champlain, 140; Chapleau, 138; Charlevoix, 811; Chauveau, 139; Chicoutimi, 34; Dubuc, 100; Duplessis, 126; Gaspé, 294; Gatineau, 16; Hull, 255; Iberville, 32; Îles-de-la-Madeleine, 202; Johnson, 187; Joliette, 7; Jonquière, 8; Labelle, 226; Lac-St-Jean, 22; Laviolette, 151; Les-Chutes-de-la-Chaudière, 144; Lotbinière, 450; Maskinongé, 90; Matane, 89; Matapédia, 2; Mégantic-Compton, 5; Montmagny-L'Islet, 131; Montmorency, 79; Orford, 109; Papineau, 135; Pontiac, 23; Portneuf, 38; Prévost, 93; Richelieu, 154; Richmond, 59; Rimouski, 149; Rivière-du-Loup, 104; Roberval, 56; Rousseau, 68; Rouyn-Noranda-Témiscamingue, 68; Saguenay, 150; St-Jean, 141; St-Maurice, 337; Salaberry-Soulanges, 17; Shefford, 232; Sherbrooke, 512; Verchères, 123.

Hydro-Québec

L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28

Sommaire des emprunts garantis

(en milliers de dollars)

	1994		1993	
	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)(*)	Montant en équivalent canadien	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)(*)	Montant en équivalent canadien
Obligations négociables				
En monnaie du Canada		16 867 153		15 549 942
En monnaie des États-Unis	9 058 072 \$US	12 437 392	9 650 031 \$US	12 110 891
En monnaie de la Suisse	1 121 200 FS	840 497	1 126 700 FS	811 110
En monnaie de l'Allemagne	1 909 135 DM	1 360 772	1 913 135 DM	1 358 676
En monnaie du Japon	43 450 000 ¥	406 153	53 450 000 ¥	474 853
En monnaie de la Grande-Bretagne	675 000 £	1 424 770	475 000 £	983 256
En unité de compte européen	125 000 ECU	156 897	125 000 ECU	156 897
En monnaie des Pays-Bas	60 000 FL	37 599	75 000 FL	46 999
En monnaie de la France	1 000 000 FF	209 188	1 000 000 FF	209 188
		33 740 421		31 701 812
Autres emprunts				
En monnaie du Canada		130 355		156 756
En monnaie des États-Unis	1 988 675 \$US	2 751 730	1 587 005 \$US	1 995 183
Total avant fonds d'amortissement		36 622 506		33 853 751
Moins: Fonds d'amortissement		561 533		563 377
Total		36 060 973		33 290 374

(*) Les montants par monnaie ont été établis après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises. De plus, pour les emprunts à fort taux d'escompte, les montants réalisés et non la valeur nominale ont été considérés tout en y ajoutant la capitalisation des escomptes échelonnés sur la durée des emprunts.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
En monnaie du Canada					
1995-02-15	1965-02-15	177-65	5	AR-2	24 837
1997-05-01	1972-05-01	1105-72	8 1/4	BY	39 764
1997-09-15	1972-09-15	2439-72	8 3/8	CA	45 539
1998-02-21	1973-02-21	332-73	8	CD	50 000
1998-07-10	1973-07-10	2263-73	8 1/4	CE	55 000
1998-10-15	1973-10-15	3465-73	8 3/4	CG	50 000
1998-12-03	1973-12-03	4019-73	8 1/2	CH	50 000
1999-04-01	1974-04-01	1211-74	9	CK	60 000
2000-02-06	1975-02-06	150-75	9 3/4	CR-2	100 000
2000-02-06	1977-08-06	2405-77	9 3/4	CRA	125 000
2000-06-16	1975-06-16	2103-75	10	CS	80 000
1997-09-01	1975-09-01	3840-75	10 1/4	CU	65 000
1996-05-01	1976-05-01	458-76	10 3/4	CY	5 855
2001-10-21	1976-10-21	3495-76	10	DA	120 000
2003-05-15	1978-05-15	1332-78	10 1/4	DG	120 000
2003-05-15	1979-05-15	1200-79	10 1/4	DGA	140 000
2003-05-15	1979-07-24	1932-79	10 1/4	DGB	150 000
2003-07-05	1978-07-05	1879-78	10	DH	125 000
2003-07-05	1978-08-30	2557-78	10	DHA	125 000
2004-03-27	1979-03-27	702-79	10 3/4	DM-2	135 000
2004-03-27	1979-12-20	3284-79	10 3/4	DMA	135 000
2004-10-15	1979-10-15	2643-79	11	DR	150 000
2004-10-15	1979-11-15	2989-79	11	DRA	200 000
2005-07-15	1980-07-15	2105-80	11 3/4	DZ	200 000
2005-09-30	1980-09-30	2839-80	13 1/4	EA	185 000
2000-12-14	1980-12-14	3776-80	13 1/4	ED-1	84 500
1996-07-09	1981-07-09	1669-81	15 3/4	EH-1	158 446
1996-09-16	1981-09-16	2449-81	17 1/2	EL-1	127 762
2002-09-15	1982-09-15	2006-82	15 3/4	EZ-2	46 000
2003-02-10	1983-02-10	110-83	13	FF-2	67 000
2005-09-30	1983-09-30	1844-83	13 1/4	EA-1	125 000
2005-09-30	1984-03-30	654-84	13 1/4	EA-2	50 000
" " "	" " "	655-84	"	EA-3	50 000
" " "	" " "	939-84	"	EA-4	50 000
1994-05-15	1984-05-15	1106-84	13	FO	75 000

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
En monnaie du Canada (suite)					
1994-08-16	1984-08-16	1701-84	14 1/4	FQ-2	115 000
1994-10-15	1984-10-15	2127-84	13	FR	110 000
2006-02-06	1985-02-06	126-85	12 1/4	FT-2	153 000
1995-03-15	1985-08-15	1578-85	8	FZ	58 460 (A)
1995-09-25	1985-09-25	1884-85	10 3/4	GC-1	170 000
" " "	1987-09-25	1982-87	"	GC-1	50 000
2008-09-25	1985-09-25	1884-85	11 1/4	GC-2	100 000
2001-05-01	1986-05-01	476-86	9 1/2	GG	150 000
1996-07-31	1986-07-31	1070-86	9 1/4	GI	150 000
1994-11-04	1986-11-04	1596-86	9 1/2	GM	65 000
1996-12-02	1986-12-02	1723-86	9 1/4	GP	565 000
" " "	" " "	1890-86	"	GP	
" " "	" " "	88-87	"	GP	
" " "	" " "	246-87	"	GP	
1997-02-18	1987-02-18	1638-86	9 1/2	GN	10 500
2007-02-18	" " "	" "	9 3/4	GO	39 000
1997-04-21	1987-04-21	420-87	9	GS	150 000
1997-07-16	1987-07-16	1098-87	9 3/4	GU-1	120 000
" " "	1988-02-17	174-88	"	GU-1	158 000
2012-07-16	1987-07-16	1098-87	10 1/4	GU-2	205 000
" " "	1988-02-17	174-88	"	GU-2	192 000
2006-02-06	1988-05-25	733-88	12 1/4	FT-2	50 000
1995-05-11	1988-05-11	596-88	10 1/4	GX	125 000
2008-06-01	1988-06-08	834-88	11 1/4	GZ	100 000
1999-02-01	1988-09-27	1390-88	10 3/4	HA	365 000
2012-07-16	1989-01-16	118-89	10 1/4	GU-2	380 000
1999-02-09	1989-02-09	43-89	11	HC	500 000
2012-07-16	1989-01-16	577-89	10 1/4	GU-2	240 000
2012-07-16	1990-01-16	137-90	10 1/4	GU-2	100 000
1999-02-01	1989-02-01	577-89	10 3/4	HA	235 000
2011-09-26	1989-09-26	1523-89	10	HF	450 000
2019-11-22	1989-11-22	1755-89	10	HG	100 000
2020-08-15	1990-08-15	1142-90	11	HL	675 000
" " "	" " "	1382-90	"	"	
" " "	" " "	1782-90	"	"	
" " "	1991-02-15	138-91	"	"	235 000
2020-08-15	1990-08-15	1143-90	nul	HM	111 369 (B)
" " "	" " "	280-91	"	"	
2010-08-16	1990-08-15	1144-90	"	HN	49 302 (C)
2000-10-10	1990-10-10	1382-90	11,25	HO	475 000
" " "	" " "	138-91	"	"	
2000-10-30	1990-10-30	1555-90	7,125	HP	69 630 (D)
2001-03-08	1991-03-08	187-91	10,625	HU	300 000
2020-08-15	1991-08-15	1109-91	11	HL	200 000
2001-07-25	1991-07-25	933-91	10,875	HW	
" " "	" " "	934-91	"	"	1 100 000
2021-10-15	1991-10-15	933-91	10,5	HX	
" " "	" " "	1321-91	"	"	1 100 000
2022-04-01	1992-07	1522-91	9,625	IC	
" " "	" " "	937-92	"	"	1 200 000
" " "	" " "	1857-92	"	"	
" " "	" " "	155-93	"	"	500 000
" " "	" " "	156-93	"	IC	200 000
1998-04-01	1992-12-16	1781-92	8,5	ID	150 000
2003-02-01	" " "	1782-92	9	IE	100 000
1996-09-15	1993-07-20	1011-93	6,75	IG	225 000
2031-02-26	1993-07-27	1047-93	"	IH	231 725 (E)
2020-01-10	1993-07-27	1048-93	10,25	II	169 464 (F)
2000-10-15	1993-12-22	1851-93	7	IL	200 000
2004-06-01	1994-01-25	1857-92	7	IM	
" " "	" " "	157-94	"	"	1000000
					16 867 153

À FORT TAUX D'ESCOMPTE:

- (A) 60 000 000 \$ à l'échéance, taux effectif de 11,011 %.
 (B) 1 729 000 000 \$ à l'échéance, taux effectif de 10,587 % à 10,964 %.
 (C) 282 500 000 \$ à l'échéance, taux effectif de 10,97 %.
 (D) 89 000 000 \$ à l'échéance, taux effectif de 11,824 %.
 (E) 190 000 \$ à l'échéance, taux effectif de 8,959 %.
 (F) 150 000 000 \$ à l'échéance, taux effectif de 8,959 %.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)	Montant en équivalent canadien
En monnaie des États-Unis					\$US	
1996-02-15	1976-02-15	371-76	10 1/4	CX	164 874	
1996-12-15	1976-11-18	3901-76	8 3/4	DC	8 375	
1997-09-01	1977-09-01	2955-77	9 1/4	DF	75 622	
2009-06-15	1979-06-15	1671-79	10 1/8	DQ	182 605	
2009-10-15	1979-10-15	2820-79	11 1/4	DS	46 102	
2010-06-15	1980-06-15	1810-80	10 3/4	DY	235 200	
2010-10-15	1980-10-15	3202-80	13 1/4	EC-2	29 094	
2013-02-15	1983-02-15	201-83	13 3/8	FG-2	17 614	
2013-12-15	1983-12-15	1843-83	13 1/4	FL-2	30 351	
" " "	" " "	2576-83	"	FL-2		
" " "	" " "	2580-83	"	FL-2		
2012-02-01	1985-02-01	1843-83	11 3/4	FU	200 000	
" " "	" " "	2580-83	"	FU		
" " "	" " "	158-85	"	FU		
2002-07-19	1985-07-19	1260-85	Flottant	FY	200 000	
1995-07-17	1985-10-17	1885-85	8	GB-U	117 196 (G)	
2026-03-01	1986-03-01	251-86	8 7/8	GF	250 000	
" " "	" " "	252-86	"	GF		
2026-04-15	1986-04-15	251-86	8 1/4	GH	250 000	
" " "	" " "	498-86	"	GH		
1996-08-21	1986-08-21	1255-86	8,175	GJ	72 000	
2027-01-15	1987-01-15	1889-86	8 1/4	GQ	250 000	
" " "	" " "	73-87	"	GQ		
" " "	" " "	90-87	"	GQ		

À FORT TAUX D'ESCOMPTE:

(G) 120 192 308 \$ à l'échéance, taux effectif de 8,356 %.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)	Montant en équivalent canadien
En monnaie des États-Unis (suite)					\$US	
2007-10-15	1987-10-15	1427-87	10,7	GV	79 039	
" " "	" " "	1573-87	"	GV		
2018-01-15	1988-01-15	1427-87	9 3/4	GW	250 000	
" " "	" " "	110-88	"	GW		
1998-09-29	1988-09-29	1391-88	9 3/4	HB	150 000	
2029-06-15	1989-06-15	44-89	8,625	HE	250 000	
" " "	" " "	913-89				
2029-12-01	1989-12-01	44-89	8 1/2	HH	500 000	
" " "	" " "	1819-89	"			
2030-04-15	1990-04-15	485-90	9,375	HK	500 000	
" " "	" " "	486-90	"			
2000-04-27	1990-04-27	488-90	Flottant	HJ	200 000	
2030-11-15	1990-11-15	1381-90	9,5	HQ	500 000	
" " "	" " "	1585-90	"	HQ		
" " "	" " "	1586-90	"	HQ		
2021-02-01	1991-02-01	1381-90	9,4	HS	900 000	
" " "	" " "	1585-90	"	HS		
" " "	" " "	139-91	"	HS		
2001-03-07	1991-03-07	186-91	9	HT	300 000	
2022-01-15	1992-01-30	1522-91	8,4	HY		
" " "	" " "	53-92	"		1 000	
2001-11-15	1992-04-15	561-92	8,35	IA	100 000	
2002-05-20	1992-05-20	679-92	8,625	IB	500 000	
2003-02-01	1993-02-03	1522-91	7,375	IF	500 000	
" " "	" " "	1857-92	"	"		
" " "	" " "	45-93	"	"		
2013-02-01	1993-02-03	1522-91	8	"	1 000 000	
" " "	" " "	1857-92	"	"		
" " "	" " "	45-93	"	"		
2005-10-01	1993-10-01	1344-93	Flottant	IJ	200 000	
					9 058 072 (1)	12 437 392 (1)

(1) Y compris des contrats d'échange de devises de 623 885 400 \$US pour un équivalent de 767 008 500 \$CAN.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)	Montant en équivalent canadien
En monnaie de la Suisse				FS	
1994-07-16	1984-07-16	1422-84	5 7/8	126 200	
1994-08-19	1986-08-19	914-86	4 3/4	75 000	
2002-05-25	1987-05-25	667-87	5	190 000	
1997-10-23	1987-10-23	1527-87	5,125	90 000	
1998-03-24	1988-03-24	175-88	4,625	90 000	
2008-03-24	1988-03-24	175-88	5	100 000	
2000-02-06	1990-02-26	155-90	7 1/4	200 000	
2000-04-27	1990-04-27	484-90	7,5	100 000	
2001-05-21	1991-05-21	638-91	6,75	150 000	
				1 121 200 (2)	840 497 (2)
(2) Y compris des contrats d'échange de devises de 1 072 975 000 FS pour un équivalent de 793 174 000 \$CAN.					
En monnaie de l'Allemagne				DM	
1994-05-15	1984-05-01	908-84	7 3/4	98 550	
1995-06-20	1985-06-20	972-85	7 1/8	197 200	
1996-05-01	1986-05-01	475-86	5 1/2	103 000	
2016-05-01	1986-05-01	475-86	6	122 385	
1999-03-30	1989-03-30	370-89	6 3/4	288 000	
2000-04-25	1990-04-25	487-90	Flottant	500 000	
2001-05-07	1991-05-07	563-91	8,625	600 000	
				1 909 135 (3)	1 360 772 (3)
(3) Y compris divers contrats d'échange de devises de 1 403 870 500 DM, pour un équivalent de 977 372 000 \$CAN. De plus, le solde de la dette est couvert par des contrats d'achat de devises de 675 000 000 FF, pour un équivalent de 133 363 800 \$CAN ainsi que de 67 300 000 £ pour un équivalent de 133 267 700 \$CAN.					
En monnaie du Japon				¥	
1994-06-01	1987-06-01	772-87	4,625	15 000 000	
1997-06-19	1987-06-19	901-87	5,2	10 450 000	
1998-05-25	1988-05-25	730-88	5 1/2	10 000 000	
2001-01-31	1991-01-31	71-91	6	8 000 000	
				43 450 000 (4)	406 153 (4)
(4) Y compris des contrats d'échange de devises de 43 450 000 000 ¥ pour un équivalent de 406 153 300 \$CAN.					
En monnaie de la Grande-Bretagne				£	
2011-05-31	1981-05-26	1333-81	15	40 000	
2015-09-13	1982-09-13	2005-82	12 3/4	50 000	
2003-09-06	1983-05-31	1032-83	13,24	60 000	
1995-06-16	1988-06-16	597-88	9 5/8	75 000	
2015-03-08	1990-03-08	247-90	12 5/8	150 000	
2001-04-17	1991-04-17	479-91	11,25	100 000	
1998-12-09	1993-12-09	1586-93	6,5	200 000	
				675 000 (5)	1 424 770 (5)
(5) Y compris des contrats d'échange de devises de 375 000 000 £ pour un équivalent de 763 194 300 \$CAN, plus un contrat d'échange de devises de 150 000 000 £ pour un équivalent de 254 850 000 \$US pour un équivalent de 352 635 900 \$CAN au 31 mars.					
En unité de compte européen				ECU	
1999-07-06	1989-07-06	840-89	9 1/4	125 000 (6)	156 897 (6)
(6) Y compris des contrats d'échange de devises de 125 000 000 d'ECU pour un équivalent de 156 897 000 \$CAN.					
En monnaie des Pays-Bas				FL	
1997-07-01	1982-07-01	1344-82	11 1/8	60 000 (7)	37 599 (7)
(7) Y compris des contrats d'échange de devises de 60 000 FL pour un équivalent de 37 598 800 \$CAN.					
En monnaie de la France				FF	
2002-04-02	1992-04-02	368-92	9	1 000 000 (8)	209 188 (8)
(8) Y compris des contrats d'échanges de devises de 1 000 000 FF pour un équivalent de 209 187 900 \$CAN.					

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

	Monnaie des États-Unis	Équivalent Canadien	Monnaie du Canada	Montant Total
En monnaie du Canada et des États-Unis				
Autres emprunts				
Hydro-Québec avec l'autorisation et la garantie du Gouvernement a effectué les emprunts suivants:				
a) En vertu des décrets 2361-81, 1501-83, 1841-83, 1128-87 et 1425-87 autorisant l'émission de billets en monnaie du Canada ou des États-Unis, à un taux d'intérêt ne dépassant pas le plus élevé du taux préférentiel de la Banque de Montréal au Canada ou du taux, majoré de 1,75 %, des titres du gouvernement du Canada ayant la même échéance, ou le "prime rate" de la Chase Manhattan Bank de New York, pour des termes ne dépassant pas un (1) an au Canada, et 270 jours aux États-Unis, à condition que le total en cours de ces billets n'excède en aucun temps la somme de 750 000 000 \$.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	100 000	138 370	122 937	261 307
b) En vertu des arrêtés en conseil 2281-70, 420-71, 920-71, 3268-71, 3671-72 et 834-74 autorisant l'émission de billets au gouvernement du Canada portant intérêts à des taux variant de 7 3/16 % à 7 15/16 %. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêts, depuis le 25 mars 1975.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de			7 418	7 418
c) En vertu des décrets 3461-81, 932-85, 1889-86, 1426-87, 1554-90, 1781-90 et 1062-92 autorisant l'émission de billets à moyen terme ne dépassant pas 2 000 000 000 \$US ou l'équivalent en dollars américains pour des billets payables en autres devises ou unités monétaires. Ils portent intérêts à taux fixe ou variable, viennent à échéance à neuf mois ou plus de leur date d'émission.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	1 488 675	2 059 880		2 059 880
Montants à reporter	1 588 675	2 198 250	130 355	2 328 605

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

	Monnaie des États-Unis	Équivalent Canadien	Monnaie du Canada	Montant Total
Autres emprunts (suite)				
Montants reportés	1 588 675	2 198 250	130 355	2 328 605
d) En vertu du décret 1256-86 approuvant le règlement #.415 concernant l'émission et la vente de billets d'Hydro-Québec de 400 000 000 \$US. Ces billets sont sans échéance fixe (à perpétuité), à taux variable, de série "GL", l'intérêt est payable semestriellement. À compter de septembre 1991, Hydro-Québec pourra racheter les billets à leur valeur nominale.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	400 000	553 480		553 480
	1 988 675	2 751 730	130 355	2 882 085
Total avant fonds d'amortissement				36 622 506
Moins: Fonds d'amortissement				561 533 (1)
				36 060 973

(1) Comprenant 560 440 591 \$CAN, 110 696 \$CAN représentant l'équivalent d'un montant de 80 000 \$US, 981 300 \$CAN représentant l'équivalent d'un montant de 1 000 000 FS.

Régie de l'assurance-maladie du Québec
L.R.Q., c. R-5, a. 28

(en milliers de dollars)

	1994	1993
En vertu du chapitre R-5 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement, en capital et intérêts, de tout emprunt de la Régie.		
En vertu du décret 1427-88, le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt contracté par l'émission d'obligations, pour une valeur nominale de 16 000 000 \$CAN au taux de 10,875 % échéant le 30 septembre 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	13 000	13 600

Régie des installations olympiques
L.R.Q., c. R-7, a. 19 a)

(en milliers de dollars)

	1994	1993
Conformément à l'article 19a du chapitre R-7 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.		
Au 31 mars, les emprunts de la Régie sont formés comme suit:		
<u>Emprunt sur obligations:</u>		
En vertu du décret 1671-86, modifié par les décrets 1716-88 et 1717-88, le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt de 100 millions de dollars en monnaie du Canada auprès de la Banque de Nouvelle-Écosse au taux de 9,60 % S.A., non rachetable par anticipation et échéant le 17 novembre 1993.		
Deux contrats d'échange de devises couvrent cet emprunt. Le premier couvre l'échange de 100 millions \$CAN pour 72 millions \$US, le deuxième couvre l'échange de 72 millions \$US pour 88,3 millions \$CAN.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		88 306
<u>Emprunts sur billets:</u>		
En vertu du décret 2243-85, le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt par l'émission de billets au montant de 250 000 000 \$US, intérêts au taux interbancaire de l'eurodollar sur le marché de Londres, remboursables par anticipation à partir de novembre 1988 et échéant en novembre 1994.		
Au 31 mars, le solde dû en capital était de 200 000 000 \$US (200 000 000 \$US en 1993).		251 440
En vertu du décret 105-86, le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt par l'émission de billets au montant de 40 000 000 \$US, intérêts au taux de 7,9866 % et échéant le 21 février 1994.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux de 8,92 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		49 480
		<u>389 226</u>

Sidbec

L.R.Q., c. E-14, a. 14

(en milliers de dollars)

Conformément à l'article 14 de la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique (L.R.Q., c. E-14), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de Sidbec.

Sidbec a émis et vendu six séries de débentures à fonds d'amortissement d'une valeur nominale totale de 120 000 000 \$CAN.

Le solde du principal de ces débentures garanties par le gouvernement du Québec est formé comme suit:

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	1994	1993
1995-06-15	1971-06-15	2222-71	8 3/4	B	7 250	7 250
1997-09-01	1979-09-01	2596-71	9	C	7 250	7 250
1997-05-15	1975-05-15	1710-75	10 1/4	E	22 000	22 000
1998-02-16	1976-02-16	384-76	10 3/4	F	21 000	25 000
					57 500	61 500

En vertu du décret 1710-85, le gouvernement du Québec a approuvé une convention de crédit de 18 500 000 \$US au taux annuel de 11,00 % échéant le 30 août 1997.

Un contrat d'échange de devises est rattaché à cet emprunt, au taux d'intérêt de 8,82 %, d'une valeur nominale de 29 411 765 \$CAN, au taux effectif de 11,15 %.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de

27 517

27 088

En vertu du décret 2181-85, le gouvernement du Québec a approuvé l'émission et la vente par Sidbec d'obligations d'une valeur de 150 000 000 de FS dont le capital et les intérêts sont garantis par le Gouvernement. Ces obligations sont datées du 1^{er} novembre 1985, portent intérêts au taux annuel de 7,597 % et viennent à échéance le 1^{er} novembre 1995.

Un contrat d'échange de devises est rattaché à cet emprunt au taux d'intérêt de 7,6 %, d'une valeur nominale de 84 500 000 \$US, au taux effectif de 11,042 %.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de 80 390 000 \$US

111 235

98 274

Sidbec (suite)
L.R.Q., c. E-14, a. 14

(en milliers de dollars)

	1994	1993
En vertu du décret 172-92, le gouvernement du Québec a approuvé deux (2) emprunts à terme au montant de 12 500 000 \$CAN chacun, à taux flottant et venant à échéance le 14 février 1997. Ces prêts sont remboursables par anticipation.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	25 000	25 000
	163 752	150 362
	221 252	211 862
Moins: Montant inscrit au passif - "Provision pour perte sur placements en actions".	81 824	48 290
	139 428	163 572

Société de développement de la Baie James
L.R.Q., c. D-8, a. 26

(en milliers de dollars)

	1994	1993
Conformément à l'article 26 a) de la Loi sur le développement de la région de la Baie James (L.R.Q., c. D-8), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société.		
En vertu des décrets 1073-83, 1469-85 et 1408-93, le Gouvernement a approuvé des marges d'emprunt en monnaie du Canada, jusqu'à concurrence de 40,5 millions de dollars.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	39 140	17 120
Moins: Montant inscrit au passif - "Provision pour perte sur placements en actions".	33 560	12 456
	5 580	4 664

Société de développement industriel du Québec
L.R.Q., c. S-11.01, a. 45

(en milliers de dollars)

	1994	1993
Conformément à l'article 45 de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société, ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.		
En vertu du décret 2348-85, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "D", d'une valeur nominale globale de 30 000 000 \$CAN, coupon zéro, à la valeur escomptée au taux de 11,05 %, datées du 29 novembre 1985 et échéant le 7 juin 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	26 413	23 718
En vertu du décret 91-87, la Société a contracté un emprunt de 1 190 000 000 ¥ auprès de "The Long-Term Credit Bank of Japan Ltd." et de "Yasuda Fire & Marine Insurance Company Ltd." au taux de 6 % l'an, payable semestriellement le 6 février et le 6 août de chaque année et venant à échéance le 6 février 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux de 8,92 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	10 500	10 500
En vertu du décret 371-89, la Société a contracté un emprunt de 3 810 000 000 ¥ auprès de "The Taiyo Mutual Life Insurance Company", au taux de 5,5 % l'an payable semestriellement les 22 mars et septembre de chaque année et échéant le 22 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 10,92 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 586	35 586
En vertu du décret 1821-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "G", d'une valeur nominale globale de 50 000 000 \$CAN, datées du 1 ^{er} décembre 1989 et portant intérêts au taux de 10 % l'an et échéant le 1 ^{er} décembre 1999.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 1046-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "H", d'une valeur nominale globale de 50 000 000 \$CAN, datées du 27 juillet 1990, portant intérêts au taux de 11,50 % l'an et échéant le 27 juillet 2000.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000

Société de développement industriel du Québec (suite)
L.R.Q., c. S-11.01, a. 45

(en milliers de dollars)

	1994	1993
En vertu du décret 1284-90, la Société a contracté un emprunt de 50 000 000 \$US auprès de la "Westdeutsche Landesbank" au taux Libor plus 0,625 % (8,0625 %) daté du 13 septembre 1990 et échéant le 13 septembre 1995.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux effectif A.B. plus 0,1425 % (13,1225 %) l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	57 450	57 450
En vertu des décrets 1339-90, 1340-90, 1341-90 et 1342-90, la Société a contracté un emprunt de 7 000 000 000 ¥ de la "Norinchukin Bank" au taux de 8,35 % l'an daté du 28 septembre 1990 et échéant le 28 septembre 1995.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 50 724 638 \$US au taux Libor à 6 mois plus 5 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux A.B. plus 3 points de base soit un taux effectif de 12,60 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	59 170	59 170
En vertu des décrets 322-91 et 323-91, la Société a contracté un emprunt de 40 000 000 \$US auprès de la "Norinchukin Bank" au taux Libor à 6 mois plus 20 points de base, daté du 25 mars 1991 et échéant le 25 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux A.B. à 3 mois plus 0,34 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	45 991	45 991
En vertu du décret 533-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "I", d'une valeur nominale globale de 35 000 000 \$CAN, datées du 25 avril 1991, portant intérêt au taux préférentiel moyen majoré de 0,625 % et venant à échéance le 25 avril 1996.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	35 000	35 000
En vertu des décrets 661-91 et 662-91, la Société a contracté un emprunt de 4 000 000 000 ¥ auprès de "The Chiyoda Mutual Life Insurance Co." au taux de 7,25 % l'an, daté du 24 mai 1991 et échéant le 24 mai 1996.		
Deux contrats d'échange de devises et de taux sont rattachés à cet emprunt. L'un pour un montant global de 28 800 000 \$US au taux Libor (6 mois) plus 8 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux AB (3 mois) plus 16 points de base, soit un taux effectif de 9,69 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	33 301	33 301
	403 411	400 716

Société du Palais des congrès de Montréal
L.R.Q., c. S-14.1, a. 23

(en milliers de dollars)

	1994	1993
Conformément à l'article 23 du chapitre S-14.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation contracté par la Société.		
En vertu du décret 2125-84, la Société a contracté un emprunt de 20 000 000 \$US auprès de 'The Industrial Bank of Japan Limited'. Le prêt porte intérêts à compter du 27 septembre 1984 au taux de 13 % l'an, payables semestriellement et venant à échéance le 27 septembre 1996.		
Un contrat d'échange de devises au taux de 9,96 % est rattaché à cet emprunt au montant de 32 500 000 \$CAN au taux effectif de 13,35 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	32 500	32 500
En vertu du décret 2447-84, la Société a contracté un emprunt d'une valeur nominale de 12 000 000 \$CAN, par l'émission et la vente d'obligations série "C" portant intérêts au taux de 13,20 % payables semestriellement jusqu'à leur échéance le 16 novembre 1994.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	12 000	12 000
En vertu du décret 281-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets d'une valeur nominale globale de 50 000 000 DM, au taux Libor à 3 mois plus 12,5 points de base, datés du 14 mars 1991 et échéant le 14 mars 1996.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un au montant global de 34 083 163 \$US au taux Libor à 6 mois plus 21,5 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux semi-annuel de 10,5 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	39 288	39 288
	83 788	83 788

Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
L.R.Q., c. S-15, a. 25.1

(en milliers de dollars)

	1994	1993
En vertu de la section III du chapitre S-15 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation contracté par la Société.		
En vertu du décret 1726-86, la Société a contracté un emprunt de 4 060 000 000 \$ auprès de "The Industrial Bank of Japan Limited", et de "Yasuda Fire and Marine Insurance Company Limited, The Nissan Fire and Marine Insurance Company Limited, The Toyo Fire and Marine Insurance Company Limited", au taux de 6,4 % l'an, payable semestriellement les 26 mai et 26 novembre de chaque année et venant à échéance le 26 novembre 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux de 9,57 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		35 000

Société immobilière du Québec
L.R.Q., c. S-17.1, a. 32

(en milliers de dollars)

	1994	1993
En vertu des articles 32 et 33 du chapitre S-17.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation de la Société.		
En vertu du décret 800-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "B" d'une valeur nominale de 50 000 000 \$CAN. Les obligations datées du 12 juin 1986, échéant le 12 juin 2006, portent intérêts au taux de 8,50 % l'an jusqu'au 12 juin 1990 et par la suite, au taux de 9,15 % jusqu'à l'échéance.		
Les détenteurs détiennent une option de rachat anticipé.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	10 245	10 245

Société immobilière du Québec (suite)
L.R.Q., c. S-17.1, a. 32

(en milliers de dollars)

	1994	1993
En vertu du décret 1882-86, la Société a contracté un emprunt de 5 800 000 000 \$ auprès de "Sumitomo Life Insurance Company" et de "The Sumitomo Bank Limited", échéant le 8 janvier 1997 et portant intérêts au taux de 6,40 % l'an.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt dont le taux effectif d'intérêt est de 9,72 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 801-86 complété par le décret 119-89, la Société a contracté des emprunts		
- par l'émission et la vente d'obligations de série "A" pour une valeur nominale de 40 800 000 \$CAN. Ces obligations, datées du 27 août 1985, échéant le 27 août 1995, portent intérêts au taux de 10,3025 % payables annuellement.		
- par l'émission d'un billet de 7 440 000 000 \$ auprès de "Nippon Life Insurance Company" et de "The Sanwa Bank Limited" en date du 27 août 1985 au taux de 7,40 % l'an et remboursable en (5) cinq versements égaux à compter de 1991.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises pour un montant de 40 800 000 \$CAN dont le taux effectif d'intérêt est de 12,31 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	57 120	65 280
En vertu du décret 1130-87, la Société a contracté un emprunt de 4 350 000 000 \$ auprès de "Daihyaku Mutual Life Insurance Company" et "The Mitsui Bank Limited" échéant le 27 juillet 1994 et portant intérêts au taux de 5,35 % l'an.		
Cet emprunt est couvert par un contrat d'échange de devises de 40 000 000 \$CAN et dont le taux effectif d'intérêt est de 10,04 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	40 000	40 000
En vertu du décret 176-88, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "D" d'une valeur nominale de 50 000 000 \$CAN. Les obligations datées du 17 février 1988, échéant le 17 février 2000 portent intérêts au taux de 10,625 % l'an.		
Les détenteurs détiennent une option de rachat anticipé.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	45 000	45 000

Société immobilière du Québec (suite)
L.R.Q., c. S-17.1, a. 32

(en milliers de dollars)

	1994	1993
En vertu du décret 406-88 complété par le décret 736-88, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "E" d'une valeur nominale de 75 000 000 \$CAN. Les obligations datées du 28 mars 1988, échéant le 28 mars 2013 portent intérêts au taux de 10,10 % l'an.		
Les détenteurs détiennent une option de rachat anticipé.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	59 428	59 428
En vertu du décret 576-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission d'un billet de 40 000 000 \$CAN remboursable partie en monnaie de l'Allemagne et partie en monnaie du Canada, au taux de 7,50 % l'an et échéant le 27 avril 1994.		
Ce billet est assujéti à un contrat de couverture de risque en monnaie du Canada selon l'évolution d'un indice boursier allemand et de l'indice boursier TSE-35, donnant un taux effectif d'intérêt de 11,50 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	40 000	40 000
En vertu du décret 841-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission d'obligations de série "F" d'une valeur nominale de 150 000 000 \$CAN. Les obligations du 16 juin 1989, échéant le 16 juin 2014, portent intérêts au taux de 10,50 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	150 000
En vertu du décret 1556-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations de série "G" pour une valeur nominale globale, actualisée au taux effectif moyen de 11,86 % de 121 500 000 \$CAN (capital et intérêts) datées du 15 novembre 1990 et échéant à différentes dates entre le 1 ^{er} décembre 1991 et le 7 mars 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	87 685	94 130
En vertu du décret 282-91 complété par les décrets 283-91 et 284-91, la Société a contracté un emprunt par la vente et l'émission d'obligations pour une valeur globale de 200 000 000 FF au taux de 9,9 %, datées du 11 mars 1991 et échéant le 11 mars 1998.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 40 404 040 \$US au taux Libor à 6 mois plus 11 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 10,63 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	46 602	46 602
En vertu du décret 1492-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "H" d'une valeur nominale de 45 000 000 \$CAN, au taux effectif de 9,26 % et venant à échéance le 25 mars 1996.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	45 000	45 000
	631 080	645 685

Société nationale de l'amiante
L.R.Q., c. S-18.2, a. 15

(en milliers de dollars)

	1994	1993
Conformément à l'article 15a de la Loi sur la Société nationale de l'amiante, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société ou d'une filiale dont elle détient plus de cinquante pourcent des actions, ainsi que le paiement des sommes d'argent payables par la Société ou toute telle filiale par suite de l'inexécution de ses contrats.		
En vertu du décret 799-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série "B" d'une valeur nominale globale de 23 500 000 \$CAN, datées du 20 juin 1986, échéant le 20 juin 1996 et portant intérêts au taux équivalent au taux préférentiel des banques de référence moins 0,625 %, rachetables par anticipation au gré de la Société à compter du 20 décembre 1991.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	15 000	20 000
	15 000	20 000
Moins: Montant inscrit au passif-"Provision pour perte sur placements en actions". (Provision totale en 1993 de 29 581 000 \$CAN).	13 332	20 000
	1 668	

Société québécoise d'assainissement des eaux
L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1994	1993
Conformément à l'article 33 de la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation, contracté par la Société.		
En vertu du décret 127-85, la Société a contracté un emprunt sous forme de prêt de 22 500 000 \$US au taux de 9,2 % l'an venant à échéance le 31 janvier 1997.		
Un contrat d'échange de devises au taux effectif de 12,58 % l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 37 500 000 \$CAN.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	34 479	33 689
En vertu du décret 2349-85, la Société a contracté le 29 novembre 1985 un emprunt, sous forme de prêt, d'une somme de 5 330 000 000 \$, intérêts payables semestriellement au taux de 7,2 % et venant à échéance le 29 novembre 1995.		
Un contrat d'échange de devises au taux effectif de 10,71 % l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 45 301 000 \$CAN.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	42 026	40 628
En vertu du décret 260-86, la Société a contracté un emprunt, sous forme de prêt, d'une somme de 4 550 000 000 \$, intérêts de 7,2 % payables semestriellement à compter du 14 avril 1986 et venant à échéance le 13 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises au taux effectif de 10,65 % l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 38 500 000 \$CAN.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	37 451	37 011
En vertu du décret 355-86, la Société a contracté le 27 mars 1986 un emprunt, sous forme de prêt, d'une somme de 25 491 600 \$US, intérêts payables annuellement au taux de 8,8653 % et venant à échéance le 27 mars 1996.		
Un contrat d'échange de devises au taux effectif de 10,57 % l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 38 800 000 \$CAN.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	37 657	37 166
En vertu du décret 497-86, la Société a contracté le 30 avril 1986 un emprunt, sous forme de prêt, d'une somme de 5 084 000 000 \$, portant intérêts au taux de 6,9 % payables semestriellement et venant à échéance le 30 avril 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 9,60 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		40 000

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1994	1993
En vertu du décret 1435-86, la Société a contracté le 2 octobre 1986 un emprunt sous forme de prêt, d'une somme de 2 800 000 000 \$, portant intérêts au taux de 6,6 % payables semestriellement et venant à échéance le 2 octobre 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 9,48 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	25 000	25 000
En vertu du décret 89-87, la Société a contracté le 6 février 1987 un emprunt sous forme de prêt, d'une somme de 2 210 000 000 \$, portant intérêts au taux de 6 % payables semestriellement et venant à échéance le 6 février 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 8,73 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	19 500	19 500
En vertu du décret 1047-88, la Société a contracté, le 7 juillet 1988, un emprunt sous forme de prêt d'un montant de 3 500 000 000 \$, au taux de 5,5 % l'an, échéant le 7 juillet 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux de 10,19 % est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		35 000
En vertu du décret 1190-88, la Société a contracté, le 15 août 1988, un emprunt par billet série 'U', d'un montant de 37 200 000 \$US au taux de 9,50 % l'an, échéant le 15 août 1995.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, au taux de 10,26 % l'an est rattaché à cet emprunt non remboursable par anticipation.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	45 000	45 000
En vertu du décret 1287-88, la Société a contracté, le 7 septembre 1988, un emprunt, par billet série 'V', d'un montant de 6 500 000 000 \$, au taux de 5,13 % échéant le 7 septembre 1993.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux de 10,19 % l'an est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		60 200

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1994	1993
En vertu du décret 83-89, la Société a contracté, le 9 février 1989, un emprunt, par billet série "M", d'un montant de 10 000 000 000 \$, au taux de 7 % l'an, échéant le 9 février 1994.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, au taux de 10,733 % rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		95 000
En vertu du décret 1210-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "X" d'une valeur nominale globale de 50 000 000 \$CAN, datées du 31 juillet 1989, portant intérêts au taux de 10,20 % payable semi-annuellement et venant à échéance le 31 juillet 2014.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 1459-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "Y" d'une valeur nominale globale de 150 000 000 \$CAN, datés du 19 septembre 1989, portant intérêts au taux de 10,25 % payable annuellement et venant à échéance le 19 septembre 1996.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	150 000
En vertu du décret 717-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "Z" d'une valeur nominale globale de 125 000 000 \$S au taux de 7,5 % l'an, datées du 15 juin 1990 et échéant le 15 juin 2000.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 87 398 870 \$US au taux Libor moins 0,105, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 12,68 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	102 327	102 327
En vertu du décret 1545-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série "AA" d'une valeur nominale globale de 100 000 000 \$CAN, au taux de 12 % l'an, datées du 8 novembre 1990 et échéant le 8 novembre 2000.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	100 000	100 000
En vertu du décret 1719-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AB" d'une valeur nominale globale de 100 000 000 \$CAN, au taux de 11,625 % l'an datés du 28 décembre 1990 et échéant le 28 décembre 1995.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	100 000	100 000
En vertu du décret 33-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'un billet série "AC" d'une valeur nominale globale de 40 000 000 \$US, au taux Libor plus 0,125 % l'an échéant le 23 janvier 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada au taux effectif de 11,45 % est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	46 482	46 482

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1994	1993
En vertu des décrets 69-91 et 70-91, la Société a contracté un emprunt auprès de la "Taiyo Mutual Life Insurance Co." par l'émission et la vente d'un billet série "AD" de 3 000 000 000 ¥ au taux de 8 % l'an, daté du 31 janvier 1991 et échéant le 31 janvier 1996.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 22 091 310 \$US au taux Libor à 6 mois plus 5 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 10,98 % semi-annuel.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	25 604	25 604
En vertu des décrets 189-91, 190-91 et 191-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AE" d'une valeur nominale globale de 100 000 000 FS au taux de 7,25 % l'an, datés du 1 ^{er} mars 1991 et échéant le 1 ^{er} mars 1996.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 79 042 678 \$US au taux Libor à 6 mois plus 0,25, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 11,388 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	91 911	91 911
En vertu des décrets 192-91, 193-91 et 194-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AF" au montant global de 150 000 000 DM au taux Libor à 6 mois plus 30 points de base (9,13 %) datés du 6 mars 1991 et échéant le 6 mars 2001.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 102 810 144 \$US au taux Libor à 6 mois plus 38 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux semi-annuel de 10,795 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	119 054	119 054
En vertu du décret 361-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations de série "AG" d'une valeur nominale globale de 100 000 000 \$CAN, au taux de 10,70 % l'an, datées du 28 mars 1991 et échéant le 28 mars 2001.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	100 000	100 000
En vertu du décret 424-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations en deux tranches pour une valeur globale de 50 000 000 \$US au taux inter-banques de l'Eurodollar américain sur le marché de Londres (Libor) majoré de 0,22 % l'an et en deux séries comme suit:		
série "AH" du 12 avril 1991 et échéant le 12 avril 1998		
- 30 000 000 \$US		
série "AI" du 12 avril 1991 et échéant le 12 avril 1998		
- 20 000 000 \$US		
Un contrat d'échange de devises est rattaché à cet emprunt pour un montant global de 57 780 000 \$CAN et faisant l'objet du décret 425-91.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	57 780	57 780

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1994	1993
En vertu du décret 1342-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations de série "AJ" d'une valeur nominale globale de 160 000 000 \$CAN, au taux de 10,6 % l'an, datées du 10 octobre 1991 et échéant le 10 octobre 2001.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	80 000	80 000
En vertu du décret 1061-92, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série "AK" d'une valeur nominale globale de 150 000 000 \$CAN, au taux de 9 % l'an, daté du 23 juillet 1992 et échéant le 23 juillet 2002.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	150 000
En vertu du décret 1737-92, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'un billet série "AL" d'un montant de 10 000 000 000 \$, au taux de 5,59 % l'an, daté du 15 décembre 1992 et échéant le 16 décembre 2002.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, au taux effectif de 9,40 % l'an, est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	102 501	102 501
En vertu du décret 111-88, la Société a prorogé un emprunt contracté, par l'émission et la vente d'obligations série "SS" d'une valeur nominale globale de 148 836 000 \$CAN, au taux de 10,25 % l'an, datées du 11 février 1993 et échéant le 11 février 2003.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	148 836	148 836
En vertu du décret 1046-93, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligation Série "AN" d'une valeur nominale globale de 125 000 \$CAN au taux de 8,125 % l'an, datées du 11 août 1993 et échéant le 11 août 2003.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	123 068	
	1 788 676	1 892 689
Moins: Montant inclus dans les engagements financiers et dans la provision inscrite à cette fin dans l'état de l'actif et du passif dans le cadre du programme de l'assainissement des eaux.	1 603 213	1 605 367
	185 463	287 322

PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS

Agriculteurs
L.R.Q., c. F-1.2

(en milliers de dollars)

	1994	1993
Conformément au chapitre F-1.2 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec garantit à toute caisse populaire ou banque qui consent des prêts aux agriculteurs, en vertu de la présente Loi, le remboursement des pertes de principal et d'intérêts qui peuvent lui en résulter jusqu'à concurrence de 10 % du montant total de ces prêts.		
Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1 ^{er} août 1978, conformément au chapitre 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars 1994, les prêts consentis et échéant en 1994 s'élèvent à 575 085 111 \$CAN et les remboursements à 575 082 229 \$CAN.		3

Étudiants

L.R.Q., c. A-13.3, a. 65

(en milliers de dollars)

	1994	1993
Conformément au chapitre A-13.3 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant de prêts approuvés, ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour en obtenir le paiement.		
Au 31 mars, le solde de ces prêts est de	2 110 204	1 785 098

Fonds d'aide à l'entreprise

(en milliers de dollars)

	1994	1993
Conformément au chapitre M-30, a.3.24 des Lois refondues du Québec, le ministre délégué aux Affaires régionales doit entre autres élaborer et proposer au Gouvernement, une politique en matière de développement régional et mettre en oeuvre cette politique.		
Cette politique doit viser à favoriser l'amélioration des conditions économiques, sociales et culturelles des diverses régions du Québec.		
En vertu du décret 1448-92, le ministre délégué aux Affaires régionales est autorisé à garantir, au nom du Gouvernement, les prêts consentis, en exécution de la convention de services bancaires avec les institutions financières participantes aux entreprises répondants aux conditions et exigences requises.		
Au 31 mars, les prêts garantis sont de	9 451	385

Pêcheurs

L.R.Q., c. C-76

(en milliers de dollars)

	1994	1993
Conformément à l'article 5 du chapitre C-76 des Lois refondues du Québec, le Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 30 000 000 \$CAN, pour consentir à des pêcheurs, à des personnes, à des sociétés, à des organismes exerçant une activité ou exploitant une industrie reliée aux pêcheries maritimes, des avances, des prêts ou des garanties de prêts pour la construction, la réparation, l'achat ou l'exploitation de bateaux et d'équipement de pêche, ou pour l'acquittement de dettes contractées pour ces fins.		
En vertu du décret 1458-87, le Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est autorisé à garantir le principal des prêts et 50 % des intérêts, selon les modifications apportées au règlement sur les prêts pour la construction, l'achat ou la réparation de bateaux et d'équipement de pêche commerciale.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	54 097	51 103

Producteurs agricoles et propriétaires forestiers
L.R.Q., c. C-78, a. 53

(en milliers de dollars)

	1994	1993
En vertu du chapitre C-78 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant d'un prêt consenti en vertu de l'article 13 de cette Loi sur le crédit forestier ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et des intérêts de ce prêt.		
Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1 ^{er} août 1978, conformément au chapitre 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars, les prêts consentis, non remboursés et échéant en 1993 sont de		6

Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires
L.R.Q., c. M-14

(en milliers de dollars)

Conformément aux articles 19, 20, 21 du chapitre M-14 des Lois refondues du Québec, Le Gouvernement sur la recommandation du Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 8 000 000 \$CAN, pour garantir le remboursement des prêts consentis aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires.

Les modalités, conditions et délais de remboursement de ces prêts garantis sont déterminés par le Gouvernement.

Nom de l'entreprise	Année d'échéance	Date du cautionnement	Décret ou A.C.	Taux %	1994	1993
Corporations exerçant des activités similaires						
Société des Pêches de Newport Inc.	2005	1985-06-01	285-85 1548-89	13,5	4 133	4 080
" " " " " " "	1994	1993-08-09	520-93	Flottant	200	
" " " " " " "	1995	1992-05-05	623-92	"	474	
Société d'agriculture du district de Mégantic, Thetford Mines	1996	1986-07-25	862-86	"	26	35
Hydro-Serre Inc.	1993	1987-10-13	1364-87	"		1 850
Complexe Serricole Drummond Inc.	1997	1992-09-17	1605-91	"	640	640
Les Serres du St-Laurent Inc. (2542-4383 Québec Inc.)	1994	1989-06-29	1133-88	"	1 600	1 700
SOQUIA (Cofranca Import-Export Inc.)	1993	1992-06-03	419-92 777-92	"	250	250
La Société de Promotion de l'Industrie des Courses de Chevaux (SPICC) Inc.	2001	1993-12-20	1736-93	8,53	3 289	
Sankeb Inc.	1994	1992-04-22	44-92	Flottant		116
Les Pêcheries Marinard Ltée	1997	1994-01-19	799-93	"	1 530	
					12 142	8 671

Travailleurs

(en milliers de dollars)

	1994	1993
Conformément au chapitre M-19-1, a.3 des Lois refondues du Québec, le ministre de la main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle doit, entre autres, élaborer et proposer au Gouvernement des programmes relatif à la protection et au développement de l'emploi.		
En vertu du décret 798-92, le Gouvernement a autorisé le Ministre à se porter caution des prêts consentis, en exécution de la convention de services bancaires avec la Caisse Centrale Desjardins, aux candidats admissibles au programme d'aide financière à la formation professionnelle des Travailleurs (ses) (SPRINT)		
La garantie de prêt maximal à utiliser est de 9 588 288 \$CAN (1 114 089 \$CAN en 1993).	7 470	598



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

Ministère des Finances



QMDF A 003965